

# LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



**ART DE VIVRE**  
GASTRONOMIE, VIN, AUTOMOBILE :  
TRUMP-HARRIS, DEUX VISIONS  
DE L'AMÉRIQUE PAGES 26 À 28



**PRÉSIDENTIELLE**  
SUR LE TERRAIN, ÉDOUARD  
PHILIPPE ENTAME SA LONGUE  
CAMPAGNE POUR 2027 PAGE 6

## ÉTATS-UNIS

• Dans le Minnesota, Tim Walz veut séduire la classe moyenne blanche  
• Kenosha, fracturé entre démocrates des villes et républicains des champs

PAGES 8 ET 9

## TUNISIE

Un chercheur français arrêté

PAGE 10

## DAGUESTAN

La mémoire à vie des derniers Juifs du Caucase

PAGE 11

## TENNIS

Gilles Moretton : « J'assume aussi les erreurs »

PAGE 13

## INTERNET

Avec ChatGPT Search, OpenAI défie Google sur le moteur de recherche

PAGE 24

## CHAMPS LIBRES

• Entre Blaise Cendrars et Tarsila do Amaral, un jeu de cultures fécond  
• Un grand entretien avec Patrick J. Deneen

• Les chroniques de Mathieu Bock-Côté et d'Albert Zennou

PAGES 15 À 17

## FIGARO OUI FIGARO NON

### Réponses à la question de vendredi :

Approuvez-vous l'obligation européenne d'introduire de la transparence sur les salaires en entreprise ?

NON  
48%OUI  
52%

VOTANTS : 11262

### Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr

Narcotrafic : pensez-vous, comme le dit Bruno Retailleau, que la France est en voie de « mexicanisation » ?

ALAMY VIA REUTERS CONNECT - ELSA FAVRE-ROCHEX JACQUIER / DANS LES YEUX D'ELSA

# La crémation s'impose comme nouveau rite funéraire

Marginale dans les années 1980, la pratique est en passe de devenir majoritaire. Le politologue Jérôme Fourquet analyse ce phénomène comme « une rupture sociologique et anthropologique majeure ».

Pour « ne pas embarrasser la famille », mais aussi en raison de considérations écologiques ou financières, les Français sont toujours plus nombreux à se tourner vers la crémation pour leurs obsèques. La prati-

que progresse de façon continue et constitue 45 % des funérailles aujourd'hui, contre 35 % il y a dix ans et... 1 % seulement dans les années 1980. Dans une société française sécularisée, et alors que

le Vatican autorise les incinérations depuis 1963, cette évolution est perçue comme une rupture majeure par Jérôme Fourquet, le directeur du département opinion et stratégies d'entreprise à

l'Ifop. Le sondeur, qui revient sur ce phénomène dans son dernier livre, y voit « un symptôme parmi d'autres de la déchristianisation profonde de la société française, de la perte d'influence de l'Église et du

vieux référentiel judéo-chrétien ». Et constate, comme le montre la revendication de l'euthanasie, le développement d'une « société du libre choix, y compris du libre choix ultime : la mort ».

→ JÉRÔME FOURQUET : « LA FRANCE DU CHRYSANTHÈME EST DEVENUE CELLE DE LA CITROUILLE » PAGES 2, 3 ET L'ÉDITORIAL



## Après la fusillade de Poitiers, Bruno Retailleau lance la mobilisation générale contre le narcotrafic

Alors que la ville a été le théâtre de règlements de comptes sanglants dans la nuit de jeudi à vendredi, le ministre de l'Intérieur promet une « réponse exceptionnelle » face aux « narcoracailles ». Il présentera son plan le 8 novembre. PAGES 4 ET 5

## ÉDITORIAL par Laurence de Charette

### Chérir les morts

Depuis la nuit des temps, honorer les morts est un marqueur civilisationnel : on a certes vu quelques éléphants couvrir leurs congénères de branchages, mais l'homme reste le seul à célébrer ses chers disparus. En quelques années, nos rites funéraires ont été bouleversés : marginale il y a à peine quarante ans, la pratique de la crémation est devenue courante, et s'annonce bientôt même majoritaire. Évidemment, cet essor considérable est un nouveau signe de la déchristianisation en profondeur de la société française. Il faut y voir aussi un basculement anthropologique majeur : le déclin de l'inhumation en faveur de la crémation raconte la métropolisation de la France et l'atomisation des familles sans terre d'attache, il souligne le grand mouvement d'individualisation à l'œuvre, qui inscrit la vie humaine dans une logique de maîtrise, sans appartenance autre qu'elle-même. Il n'empêche : quelque 23 millions de pèlerins prennent, à la Toussaint, le chemin du cimetière, résistant à la liquidité des temps et des mémoires. Comme des évadés, échappés des autoroutes du grand « divertissement », les Français se rendent chaque année massivement auprès de leurs défunts ; récusant, les

bras chargés de fleurs, et les yeux d'émotion, l'une des plus grandes fake news de nos temps modernes traversés de pulsions prométhéennes : la mort habite la vie. Sous leur pas se fissure la conspiration du silence sur la finitude qui nourrit la grande dépression des pays occidentaux, et s'ouvrent d'autres champs. Au cimetière s'étreignent les temps, passé et futur se rencontrent au présent ; les anciens murmurent doucement de précieux secrets aux oreilles des vivants. On est fils, au cimetière, fils de ceux qui nous ont aimés, désirés, portés, nés de quelque part, comme dit la chanson, tous héritiers d'un trône et d'une mission, et du même coup gardiens, passeurs... Ici grandit, dans la fidélité aux êtres aimés par-delà la mort, et dans son mystère même, la communauté des hommes, non pas comme un agglomérat de monades larguées dans l'univers, mais comme cette humanité, faite d'emprunts en même temps que d'une folle créativité, marchant, du mieux qu'elle le peut, vers sa destinée. En chérissant leurs morts, les Français savent, au fond, qu'ils se chérissent eux-mêmes. ■

## L'Inde, nouvel eldorado des entreprises françaises

À l'instar de TotalEnergies, qui va y déployer la plus grande centrale électrique au monde, les entreprises tricolores multiplient les investissements dans ce grand pays à la croissance dynamique et constante. Depuis la sortie du Covid, la France est d'ailleurs passée de la 11<sup>e</sup> à la 7<sup>e</sup> place des investisseurs étrangers, avec plus de 11 milliards d'euros injectés dans le pays. À l'heure où l'économie mondiale tourne au ralenti, l'Inde est devenue incontournable et l'un des marchés les plus prometteurs au monde. PAGE 20

LA RENAISSANCE DE 5000 ANS DE CIVILISATION

## 神韻晚會 2025 SHEN YUN



Aix-en-Provence | Toulouse | Strasbourg | Bordeaux | Dijon  
Tours | Nantes | Montpellier | Toulon | Amnéville | Paris | Lyon

Tournée en France  
du 2 janvier au 11 Mai

ShenYun.com/FR



TOUT NOUVEAU SPECTACLE 2025 AVEC ORCHESTRE LIVE

# Les Français toujours plus nombreux à se tourner vers la crémation

Stéphane Kovacs

Pour des raisons économiques, écologiques ou par volonté de « ne pas embarrasser la famille », ils sont désormais 45 % à choisir l'incinération plutôt que l'inhumation. Une tendance qui devrait se poursuivre dans les prochaines décennies.

Pour « ne pas embarrasser la famille », mais aussi en raison de « considérations écologiques », ou « financières ». Pour leurs obsèques, de plus en plus de Français se tournent vers la crémation. Selon le 6<sup>e</sup> baromètre « Les Français et les obsèques » du Crédoc, publié en mai par la Chambre syndicale nationale de l'art funéraire (CSNAF), l'inhumation ne représente plus que 53 % des pratiques funéraires, contre 63 % dix ans plus tôt. La crémation, qui n'a émergé que dans les années 1990, continue de progresser régulièrement, jusqu'à constituer près de 45 % des obsèques en 2024. En 2014, elle n'était choisie que dans 35 % des cas. Une proportion qui pourrait encore augmenter puisque, d'après une enquête Ifop pour le site plaquedeces.fr, datant de 2023, un Français sur deux préférerait être « crématisé » plutôt qu'enterré.

« C'est une tendance forte et structurante de notre marché », affirme Sylvestre Olgiati, président de la CSNAF. Cela fait dix ans qu'interrogés sur leur choix pour eux-mêmes, quelque 51 % des plus de 40 ans se prononcent en faveur d'une crémation. Mais la part des décès suivis d'un rite de crémation n'augmente que de 1 point chaque année ; la tendance s'essouffle donc un peu. »

La motivation principale ? Selon l'étude du Crédoc, 24 % des Français interrogés répondent « pour ne pas embarrasser la famille », tandis que 18 % font état de considérations écologiques et que 5 % estiment cette pratique moins coûteuse. « On peut imaginer que l'on est moins encombrant, que vos cendres peuvent être dispersées, donc que cela évite le coût d'un monument funéraire », détaille Sylvestre Olgiati. En moyenne, le coût de la crémation proprement dite s'élevait à 757 euros en 2023, même si, poursuit-il, « les prix varient du simple au double selon les crématoriums, bien que ce soit une délégation de services publics ».

**« C'est aussi dû à l'éclatement des familles. Par exemple, une grand-mère décédant à Lyon pourrait choisir la crémation pour éviter à ses petits-enfants habitant à Lille de devoir se déplacer pour prendre soin du lieu de recueillement, voire d'un monument »**

Crématoriums de France

En 2017, une enquête commandée par les services funéraires de la Ville de Paris assurait que l'inhumation était jusqu'à 3,6 fois plus polluante que la crémation, à cause des matériaux utilisés pour la construction d'un caveau et d'un monument, très émetteurs de gaz à effet de serre. Une crémation serait, elle, équivalente « en moyenne à 3 % des émissions moyennes d'un Français sur un an », ou, selon les curieuses références de l'étude, à « 210 repas classiques avec poulet ».

Mais « quand on prend bien en compte l'ensemble des obsèques, de la prise en charge du défunt jusqu'à la fin de la dernière cérémonie, l'empreinte carbone d'une inhumation et d'une crémation sont tout à fait équivalentes », répond le directeur de la CSNAF. Pour la crémation, il faut du gaz, dont le prix a augmenté. Et la majeure partie de la dépense carbonée, c'est le rassemblement des gens, qui parfois viennent de loin.

Selon la Fédération française de crémation, chaque année 250 000 crémations sont réalisées en France, dans l'un des 221 crématoriums que compte le territoire. « Ce qu'il faut noter de très positif », souligne Sylvestre Olgiati, c'est que l'on a maintenant dans ces crématoriums des espaces agréables pour accueillir une



**Si les religions juive, musulmane et orthodoxe n'y sont pas favorables, l'Église catholique tolère la crémation depuis 1963.**

THOMAS FREY / DPA PICTURE-ALLIANCE VIA AFP

cerémonie laïque de bon niveau. On est passé à un rite beaucoup plus personnalisable. C'est une vraie alternative aux lieux de culte. »

À Haguenau, dans le nord de l'Alsace, - près de l'Allemagne où la pratique est plus ancrée dans les mœurs - les crémations représentent quelque 70 % des

## Fourquet : « La France du chrysanthème est devenue celle de la citrouille »

Propos recueillis par Ronan Planchon

Dans son dernier livre, *Métamorphoses françaises* (Le Seuil), le directeur du département opinion et stratégies d'entreprise à l'Ifop décrit un changement majeur dans la société française : l'essor de la crémation au détriment des enterrements qu'il voit comme l'aboutissement du processus d'autonomisation de l'individu. À l'occasion de la Toussaint, il analyse aussi les raisons pour lesquelles la célébration des morts est progressivement concurrencée par la fête d'Halloween.

LE FIGARO. - La crémation est-elle devenue une pratique funéraire répandue, voire banale ?

JÉRÔME FOURQUET. - C'est l'un des symptômes les plus spectaculaires de ce que j'appelle, dans mon dernier livre, *Métamorphoses françaises*, avec des transformations profondes et rapides de la société. En 1980, la pratique de la crémation funéraire était marginale. Elle concernait à peine 1 % des obsèques et était le fait de publics au profil très particulier : militants « libres penseurs », francs-maçons, athées... Aujourd'hui, plus de 43 % des obsèques donnent lieu à une crémation. Et dans quelques années, cette pratique sera sans doute majoritaire. Les travaux de Claude Lévi-Strauss ont montré que les rites funéraires sont révélateurs du fonctionnement d'une société. Or quelque chose qui était resté immuable depuis des millénaires a bougé de manière tectonique en quarante ans seulement, c'est spectaculaire. Nous sommes dans une période d'accélération de l'histoire, de rupture sociologique et anthropologique.

Comment interpréter cette faveur de la crémation ? Est-elle une conséquence de la seule déchristianisation de la société ?

Il faut évidemment relier l'essor de cette pratique avec la dislocation de la vieille matrice judéo-chrétienne. Historiquement, l'Église s'est beaucoup investie dans la pratique de l'enterrement en installant

les cimetières au pied de l'Église, et donc au centre du village. Elle avait une volonté très claire d'imposer ses vues en la matière, et le commandement religieux était suivi par le corps social.

Longtemps, l'Église catholique a été très stricte en la matière. Il a fallu attendre 1963, dans le sillage de Vatican II, pour qu'elle autorise la crémation, jusqu'alors prohibée et proscrite. En 1980, la crémation, bien qu'autorisée par l'Église, n'était toutefois quasiment pas usitée en France. Que l'on soit religieux ou non, tout le monde se faisait enterrer et la seule différence, entre les enterrements des Français, c'était de l'accompagner ou non par la messe. Le boom de la crémation au cours des dernières années, avec un temps de retard sur la levée de l'interdiction, est un symptôme parmi d'autres de la déchristianisation profonde de la société française, de la perte d'influence de l'Église et du vieux référentiel judéo-chrétien.

L'autre élément qui a joué dans l'explosion de cette pratique, c'est ce qu'on pourrait appeler le « grand déménagement », un phénomène qui a débuté dans les années 1970 et qui s'est accéléré au cours des dernières décennies. Nombre de Français se sont arrachés à leur territoire natal. Nous avons basculé dans une société urbaine dans laquelle les individus ne résident plus à proximité des villages où sont enterrés leurs ancêtres. Pour les Français, cela a donc désormais moins de sens de décider de se faire enterrer loin de l'endroit où reposent, et où ont vécu leurs parents ou leurs grands-parents, qui plus est si leurs propres enfants ont pu à leur tour connaître le grand déménagement et ont fait leur vie ailleurs de là où ils résident. L'effondrement de la matrice catholique est allé de pair avec l'effacement de la vieille société agropastorale, cette France des clochers, des villages et des cimetières. Enfin, le choix de la crémation plutôt que l'enterrement, peut aussi s'expliquer par des questions matérielles et économiques. Pour une prestation de base, la crémation coûte moins cher qu'un enterrement.

Cette évolution pourrait-elle avoir des répercussions sur l'avenir de la place des cimetières dans les villes et les campagnes ?

C'est déjà le cas avec la multiplication du nombre de crématoriums, y compris dans des petites villes. Dans les années 1980, même si l'envie vous prenait d'être incinéré, c'était très compliqué si vous n'habitiez pas dans une grande agglomération. De la même manière, en 2008, une loi a été votée pour organiser cette pratique de la crémation. La puissance publique a été obligée d'adapter l'arsenal juridique face à l'essor de la crémation. Depuis cette date, il est par exemple formellement interdit de conserver une urne funéraire à son domicile. On a donc développé dans les cimetières des columbariums, espaces où sont stockées les urnes funéraires.

**« L'individu contemporain s'est progressivement arraché de son appartenance aux matrices religieuse, philosophique et politique »**

Jérôme Fourquet

La crémation, cette rupture avec une tradition d'inhumation, marque-t-elle une profonde transformation de notre rapport au corps et à la mort ?

On peut voir la crémation comme l'illustration ultime du processus d'autonomisation de l'individu et le développement d'une « société du libre choix », y compris du libre choix ultime : la mort. On le voit avec la revendication de l'euthanasie.

L'individu contemporain s'est progressivement arraché de son appartenance aux matrices religieuse, philosophique et politique avec le déclin des grandes religions et des grandes idéologies. La cellule familiale traditionnelle a aussi décliné ces dernières décennies, avec l'explosion du taux de divorce et de la proportion de familles monoparentales. L'individu contemporain, une fois qu'il s'est détaché, qu'il s'est libéré de tout, a voulu s'approprier pleinement son corps. On le voit avec l'essor de la pratique du tatouage. Aujourd'hui, plus de 20 % des Français majeurs sont tatoués. C'est à la fois un effet de mode et une façon de vouloir s'approprier pleinement son corps.

Du tatouage à l'euthanasie jusqu'à la crémation, on est dans une espèce de

modernité contemporaine, quelque chose d'assez houellebecquien, d'un individu qui s'est arraché de ses liens d'appartenance ancestraux. Cet individu flottant va jusqu'à choisir de disparaître totalement via l'option pour la crémation.

**Dans La France sous nos yeux, vous évoquiez aussi l'essor des funérailles écologiques...**

Bien que cela reste encore extrêmement marginal, on observe une montée des considérations écologiques dans les funérailles. Certains Français préfèrent voir leurs cendres dispersées, afin qu'il ne reste aucune trace, plutôt que de laisser une empreinte physique avec du ciment. L'enterrement peut en effet être vu par ces personnes comme une forme d'artificialisation du sol.

La mairie de Paris, qui gère de grands cimetières, propose d'ailleurs aujourd'hui une offre d'« obsèques bio », c'est-à-dire, sans produits phytosanitaires pour désinfecter les allées autour de la tombe, les cercueils pouvant être en carton pour accélérer leur décomposition. Dans le package, la mairie propose l'absence de produits chimiques utilisés pour permettre au corps de se conserver un petit peu au moment des obsèques.

Dans d'autres pays occidentaux - nous en sommes encore loin - émergent des pratiques comme celle de l'arbre de vie : on place les cendres du défunt dans une urne funéraire biodégradable, qui peut ensuite être enterrée au pied d'un arbre. En Californie, des expérimentations sont menées en matière de compostage humain. On transforme le corps humain en une espèce d'humus qui va servir ensuite à faire prospérer des végétaux.

L'affirmation d'une sensibilité écolo, y compris en matière de rites funéraires illustre, de mon point de vue, l'idée qu'une partie de la philosophie écologiste revêt une forte connotation spiritualisante ou religieuse, Gaïa ou Dame Nature ayant remplacé le bon Dieu.

Plus globalement, la dislocation de la vieille matrice catholique nous fait revenir, d'une certaine manière, à un certain nombre de pratiques ou de rites qui étaient pratiqués dans les sociétés païennes avant l'avènement du christianisme. Les colum-

bariums étaient ainsi très développés à Rome avant l'ère chrétienne.

**La Toussaint, c'est aussi Halloween. La solennité chrétienne s'est-elle transformée en nouvelle saisonnalité américanisée ?**

Les sondages montrent que 40 % de la population française fêtent plus ou moins régulièrement Halloween. Cette proportion atteint 50 % parmi les moins de 35 ans, qui ont grandi dans une société fortement américanisée et qui sont en âge d'avoir de jeunes enfants.

La Toussaint, qui est la grande fête des morts, est en perte de vitesse et est nettement concurrencée par cette autre pratique : la célébration assez festive et très commerciale d'Halloween, une fête typiquement américaine avec toutes ses déclinaisons marketing : les fameux bonbons pour les enfants, les déguisements plus ou moins fantastiques et inspirés des films d'horreur, la décoration des devantures de certains commerces, des escape games dédiés à cette fête, des « Halloween party » dans les villages, etc. J'y vois une autre illustration de l'effondrement de la matrice judéo-chrétienne. C'est à la fois un symptôme de la déchristianisation et d'américanisation du pays.

L'essor d'Halloween marque aussi une rupture en termes d'esthétique et de paysage de la société française. Dans la France des années 1980 - à l'ère de l'enterrement et non de la crémation - on fleurissait les tombes à la Toussaint. Au 1<sup>er</sup> novembre, il y avait des chrysanthèmes chez tous les fleuristes et dans l'espace public (monuments aux morts, ronds-points etc.). Aujourd'hui, dans l'espace public et commercial, les chrysanthèmes sont concurrencés par les citrouilles, les ballons de baudruche, les chapeaux de sorcière et les araignées en plastique. On serait tenté de dire que nous sommes en train de passer de la France du chrysanthème à celle de la citrouille et des friandises. Durant cette période de l'année, il se vend encore en moyenne pour 165 millions d'euros de chrysanthèmes, quand le seul secteur de la confiserie enregistre un chiffre d'affaires de 115 millions d'euros, auxquels il faut ajouter les sommes dépensées en déguisements, décorations et animations accompagnant Halloween. ■



**« C'est tout de même un signe de déchristianisation de la France, puisque cela va souvent de pair avec l'abandon de la célébration à l'église »**

**Christian de Cacqueray**  
Directeur du Service catholique des funérailles

*l'urne et retrouvons les proches au cimetière pour l'enterrement. Ce que l'Église interdit en revanche avec beaucoup de fermeté, c'est la célébration avec une urne.*

Au Service catholique des funérailles, la crémation représente un quart des demandes, et 80 % se déroulent sans présence de famille. « L'Église veut humaniser le plus possible cette pratique, poursuit Christian de Cacqueray. À l'heure où la plupart des cimetières sont pleins, comme à Paris, on peut toujours arriver à glisser une urne dans un caveau... C'est tout de même un signe de déchristianisation de la France, puisque cela va souvent de pair avec l'abandon de la célébration à l'église. »

Responsable de l'Association crématiste de l'Ouest, Rémy Langeard a « fait une lettre de volonté crématiste ». « On peut la glisser dans le livret de famille, en parler à ses enfants, et, pourquoi pas, la montrer à son notaire, indique-t-il. Nous sommes habilités à ester en justice, mais nous n'avons jamais eu à le faire, car nous avons toujours réussi à convaincre les familles. En revanche, il est arrivé que l'on vienne me trouver pour disperser des cendres sur un terrain de foot, ou devant un club d'aviron dans la Mayenne. Et ça, c'est interdit ! »

Les cendres peuvent être dispersées dans un « jardin du souvenir », un espace dédié d'un cimetière, en pleine nature, dans une forêt, ou en pleine mer. « Mais pas en zone urbaine, souligne Sylvestre Olgiati. Ni dans votre jardin. » Si la loi de 2008 interdit de conserver une urne à son domicile, elle ne prévoit pas de sanction. ■

demandes. Chez Crématoriums de France, « on pense atteindre 60 % d'ici à 2050 ». Pourquoi une telle augmentation ? « Cela est dû à la sécularisation de la population française, au fait que l'Église catholique tolère la crémation, à un certain souhait de "retour à la terre", et aussi à l'éclatement des familles,

détaille-t-on. Par exemple, une grand-mère décédant à Lyon pourrait choisir la crémation pour éviter à ses petits-enfants habitant Lille ou Marseille de devoir se déplacer pour prendre soin du lieu de recueillement voire d'un monument. »

Si les religions juive, musulmane et orthodoxe n'y sont pas favorables,

l'incinération est autorisée chez les protestants et les bouddhistes. La religion catholique la tolère depuis 1963 mais s'oppose à la dispersion des cendres. « Pour certains, cela reste une pratique perçue comme un peu suspecte, admet Christian de Cacqueray, directeur du Service catholique des

funérailles. On trouve souvent, parmi les familles que nous accompagnons, des gens qui héritent de cette demande, et qui ne veulent pas rajouter le traumatisme à la peine. Mais il est tout à fait possible de procéder à une crémation sans famille ; ce n'est pas un déshonneur ! À ce moment-là, nous récupérons

**LE FIGARO**  
Billetterie

**Théâtre**

**Humour**

**Musique**

Tous vos spectacles sur [billetterie.lefigaro.fr](https://billetterie.lefigaro.fr)

# À Poitiers, le choc et la lassitude après une fusillade

Esther Paolini Envoyée spéciale à Poitiers

Cinq mineurs ont été blessés, dont un est en état de mort cérébrale, lors d'une attaque jeudi soir. Dans le quartier des Couron

Dans le quartier des Couronneries, à Poitiers (Vienne), la mare de sang qui entachait la place Coimbra, devant le kebab l'Otentik, a rapidement été nettoyée. Rien ne laisse à penser que la nuit dernière, une fusillade puis une importante rixe ont éclaté dans cette zone, certes sous vigilance, mais qui n'avait jamais connu un tel degré de violence. Au moins trois individus à bord d'un véhicule ont ouvert le feu sur un groupe de jeunes attablés au restaurant. Le bilan est lourd : cinq mineurs ont été blessés, dont un adolescent de 15 ans, touché d'une balle dans la tête. Il a été hospitalisé en urgence absolue avec un pronostic vital engagé. Selon nos informations, il serait en état de mort cérébrale. Ce vendredi soir, le procureur de la République de Poitiers, Cyril Lacombe, annonce que l'auteur présumé des coups de feu, en fuite, « se serait livré à la vente de produits stupéfiants dans les jours précédents ». Une enquête en flagrance pour tentative d'homicide a été ouverte et confiée à la police judiciaire.

Les coups de feu ont éclaté aux alentours de 23 heures. Au moins douze impacts de balles ont été constatés sur la façade du restaurant et autant de douilles ont été retrouvées sur place. Une arme a également été découverte, nous indique une source policière. Arrivés sur les lieux,

les pompiers ont signalé « plusieurs centaines de personnes sur place, de toute nature, des badauds qui descendaient des immeubles », indique une source proche du dossier. Une soirée Halloween était notamment organisée par le centre d'animation du quartier situé à quelques mètres, ce qui pourrait expliquer cet attroupement. « C'est à ce moment qu'une rixe débute, entre des individus désignant d'autres comme étant proche des auteurs » des tirs, poursuit cette même source.

## Chez les riverains, le choc est total

Envoyés sur place, « les services de police ont été au contact d'une soixante de personnes qui souhaitaient être informées des événements », indique le procureur de la République. « Cette foule faisait état d'une certaine véhémence dans ses revendications », contraignant la police à faire usage de grenades lacrymogènes. Dans un premier temps, vendredi matin, le ministre de l'Intérieur avait annoncé « 400 à 600 personnes équipées de toutes sortes d'armes ». Interrogé ultérieurement par nos confrères de BFMTV, le préfet de la Vienne, Jean-Marie Girier, a précisé qu'il y avait eu « plusieurs centaines de personnes aux abords » de l'endroit où s'est déroulé l'incident. « Tous n'ont pas participé à cette rixe. Mais beaucoup étaient présents », a-t-il ajouté.

Dans un second temps, vers 1 heure du matin, les proches de la victime en mort cérébrale se sont présentés au domicile d'un individu, l'ont emmené de force dans un autre appartement afin de le contraindre à donner l'identité du tireur. La police est intervenue afin de protéger cette personne et l'interroger. Depuis ce matin, les forces de l'ordre procèdent à une série d'auditions afin de faire toute la lumière sur les circonstances de cette fusillade. Vendredi soir, aucune interpellation n'avait encore eu lieu. De son côté, la

préfecture a annoncé l'envoi de renforts de police, déployés « dès aujourd'hui (vendredi, NDLR) ». Des brigades BAC et cynophiles complémentaires doivent aussi être envoyées, ainsi que la CRS 84, une unité spécialisée dans la lutte contre le trafic de stupéfiants et les violences urbaines. Dans le quartier, pourtant, aucune présence policière en ce vendredi après-midi. La place Coimbra porte encore les stigmates des violences qui ont éclaté lors

des émeutes en lien avec la mort de Nahel en juillet 2023. La Poste et le commissariat ont été incendiés et le second n'a pas rouvert. « La police n'est plus là du tout », s'agacent deux retraités qui traversent la place. Habitantes des Couronneries depuis 10 et 15 ans, elles ont vu leur quartier se dégrader petit à petit. Aujourd'hui, elles ne se sentent plus en sécurité et « ne sortent plus le soir ». Chez les riverains, le choc est unanime, mais les habitants ne sont pas vraiment surpris. « C'est l'argent



## NICOLAS DARAGON

MINISTRE DÉLÉGUÉ CHARGÉ DE LA SÉCURITÉ DU QUOTIDIEN



« Ce n'est pas une bataille à livrer mais une guerre à gagner »

### Comment expliquez-vous l'ampleur des rivalités et l'explosion de cette hyperviolence ?

Nous sommes face à des trafics qui génèrent beaucoup d'argent. Cela veut dire que les trafiquants qui en vivent, entrent dans des confrontations permanentes pour contrôler des territoires. Ce sont de véritables guérillas entre narcotrafiquants. Nous devons donc être plus lucides face à cette ultraviolence. Je m'appuie sur le dernier rapport transpartisan du Sénat ainsi que sur celui du procureur Ricard qui nous invitent à mieux considérer l'ampleur du phénomène, ce qui n'a pas été fait suffisamment. Nous n'avons sans doute pas encore déployé les moyens suffisants, contrairement à ce qui a été développé, par exemple, pour la lutte contre le terrorisme islamiste depuis 2015, comme le souligne Bruno Retailleau. On ne peut pas traiter cette délinquance et cette criminalité comme on le fait depuis toujours. Dorénavant, il faut créer des services spécialisés contre le narcotrafic.

### La Justice et l'Intérieur sont-ils d'accord sur l'ampleur des évolutions judiciaires attendues ?

Le gouvernement de Michel Barnier est soudé et lucide sur les enjeux du narcotrafic. Il est important d'avoir des opérations à 360° car ce qui fait le plus mal aux narcotrafiquants, c'est de taper au portefeuille. Il faut avoir la capacité de saisir leur argent et leurs biens en s'attaquant à l'ensemble du spectre, consommateurs compris. Consommer c'est cautionner et soutenir cette spirale de l'ultraviolence. C'est pourquoi, par exemple, il faudrait permettre aux policiers municipaux de dresser des amendes forfaitaires délictuelles pour sanctionner la consommation partout où elle existe. Tant que tout cela ne sera pas mis en œuvre, avec des sanctions exemplaires, nous n'y arriverons pas. C'est un travail en profondeur.

### Mais comment agir face à des trafiquants détenant des armes de guerre ?

La police et la gendarmerie nationale sont très bien équipées. Je ne crois pas que ce soit le métier de l'armée, qui est déjà très sollicitée dans le cadre des opérations Sentinelles, dont je salue l'efficacité encore lors des derniers JO. J'ajoute que notre pays est également doté d'unités d'élites comme le Raid ou le GIGN. Elles savent intervenir avec beaucoup de profes-

sionnalisme et de vigueur. La question est le calibrage des interventions, leur durée et le travail de long terme. Les sanctions pénales doivent aussi intervenir très vite, que ce soit pour le petit dealer de rue, qui ne devrait plus ressortir d'un poste de police dès le lendemain de son interpellation, jusqu'au gros narcotrafiquant qui doit être condamné sévèrement, dépossédé de tous ses biens et incarcéré.

### Votre détermination d' élu local, comme celle du ministre de l'Intérieur, semble totale mais est-ce suffisant pour avoir des résultats ?

En vérité, la mobilisation doit être générale, tous les moyens doivent être déployés et nous devons cibler les actions. Justice, police, éducation... au bout de cette chaîne, tous ceux qui mettent en danger les grands équilibres de notre société doivent être, une bonne fois pour toutes, complètement déshabillés de leurs moyens.

### Craignez-vous une réaction de ces puissants cartels ?

La France est un pays souverain, fort et puissant. Nous avons déjà été la cible de menaces très importantes avec le terrorisme et nous avons démontré notre capacité à y résister. Je n'ai aucun doute.

### Quels freins redoutez-vous ?

Le principal frein serait l'angélisme. Tout le monde n'a pas encore mesuré le danger que représente le narcotrafic. On nous parle encore parfois de consommation festive ou de légalisation. Il est temps de poser le bon diagnostic et d'être intransigeant. Le deuxième risque serait de ne pas mettre les moyens indispensables et nécessaires pour aller au bout de ce combat. Ce n'est pas simplement une bataille à livrer mais une guerre que nous devons gagner.

### Avez-vous des nouvelles du jeune homme touché à la tête par une balle à Saint-Péray (Ardèche), non loin de Valence, jeudi soir ?

Je pense à sa famille, à ses proches. Son état était jugé très préoccupant vendredi. Une enquête judiciaire est en cours sous l'autorité d'un magistrat instructeur pour déterminer les circonstances de ces faits très graves. Selon les informations dont je dispose, deux personnes sur trois auraient été victimes de balles perdues lors d'un différend non lié, a priori, à un trafic de drogue.

## Fusillades, exécutions... Alors que la lèpre de la France, les « narcoracailles » dépassent toutes

Christophe Cornevin

La cote d'alerte, qui a viré à l'écarlate depuis des mois, est dépassée. Tandis que la gangrène des trafics de drogue mine le pays en profondeur, ceux que Bruno Retailleau nomme désormais les « narcoracailles » repoussent chaque jour les limites du supportable. Jeudi soir, une fusillade a fait cinq blessés à la sortie d'un kebab à Poitiers. La semaine dernière, un enfant de 5 ans a été touché d'une balle dans la tête lors d'une course-poursuite à Rennes mettant en scène des caïds. Un apprenti tueur à gages de 15 ans a été retrouvé lardé de cinquante coups de couteau et brûlé vif, en plein Marseille, par la bande des « blacks » trois jours avant qu'un chauffeur de VTC ne soit froidement abattu d'une balle dans la nuque par un « sicario » en herbe de 14 ans qui souhaitait que la victime s'arrête au pied d'un immeuble pour effectuer un « contrat », moyennant 50 000 euros.

À elle seule, la Cité phocéenne, qu'Emmanuel Macron avait pourtant promis de « nettoyer » dans le cadre d'un fiasco baptisé « Marseille en grand », a été le théâtre de dix-sept « narchomicides » depuis le début de l'année. Et, sur un air de vendetta à la mexicaine, c'est désormais toute la France qui est ensanglantée. « Sauvagerie inédite », « ultrarajeunissement », « barbarie moderne », « épouvante au quotidien ». La sémantique employée par les élus et les magistrats n'arrive plus à épuiser ce sidérant réel où les dealers rivaux se kidnappent entre eux, quand ils ne sortent pas de kalachnikov.

« Sous l'effet d'une violence débridée, le paysage criminel évolue en permanence avec des jeunes qui veulent monter très vite dans les réseaux et qui perdent la vie entre l'âge de 20 et 30 ans en moyenne », confirmait dès le mois de mars dernier au Figaro l'ex-préfète de police Frédérique Camilleri, aujourd'hui en poste dans les Yvelines. Les « jobbeurs », recrutés dès l'âge de 9 ans pour certains, n'ignorent rien des risques encourus : « Tous savent que leur vie sera courte à mesure qu'ils vont prendre des responsabilités dans les trafics, soufflait récemment un policier. Des familles ont même confié que leurs gamins ont pris des dispositions d'ordre testamentaire pour le moment où il leur arrivera quelque chose. »

### « Sous l'effet d'une violence débridée, le paysage criminel évolue en permanence avec des jeunes qui veulent monter très vite dans les réseaux et qui perdent la vie entre l'âge de 20 et 30 ans en moyenne »

Frédérique Camilleri  
Ex-préfète de police

En mars dernier, une source policière a révélé que les assassinats, tentatives d'assassinat entre délinquants et règlements de comptes ont augmenté de 38 % en 2023 par rapport à 2022 en France. Ces actes ont fait 418 victimes, souvent en plein jour et en pleine rue, contre 303 en 2022. Par ailleurs, 8 000 armes ont été saisies sur l'ensemble du

territoire par la police, dont 300 armes de guerre.

Même si l'État semble avoir perdu tout contrôle sur la situation, les forces de l'ordre tentent encore d'endiguer la déferlante. Selon un bilan du ministère de l'Intérieur porté ce vendredi à la connaissance du Figaro, pas moins de 16 000 opérations de « déstabilisation » ou de démantèlement de points de deal ont été menées depuis janvier. Au terme de ces descentes en mode « coups de poing », souvent compliquées et dangereuses pour les policiers et les gendarmes qui ne restent pas dans les « guépiers » sous peine de tomber dans des embuscades, quelque 12 500 suspects ont été placés en garde à vue. Parmi eux, figurent des « charbonniers » chargés de la vente, des « nourrices » qui planquent la « came » ou encore des « chouffeurs » qui guettent l'arrivée de la police.

Lors des coups de filet, des tueurs à gages surnommés les « charcleurs » mais aussi des donneurs d'ordres sont placés derrière les barreaux. Au total, 1 500 trafiquants ont été écroués depuis le début de l'année sans que cela gêne le business, puisque les flux de marchandises continuent de prendre des dimensions himalayennes. Le volume des saisies en témoigne. Toujours selon nos informations, cinq tonnes de cannabis, 203 kg de cocaïne, 69 kg de d'héroïne, 800 armes et 8,3 millions d'euros d'avoirs criminels ont été interceptés depuis janvier.

Pour mettre la pression sur les consommateurs, les forces de l'ordre continuent à dresser des « amendes forfaitaires délictuelles » à tour de bras. Toujours selon l'état des lieux fourni par

# lade sur fond de narcotrafic

neries, les habitants observent, impuissants, la prise de pouvoir des dealers.

qui fait le pouvoir maintenant et ça termine avec une balle dans la tête», peste une mère de famille arrivée du Maroc il y a cinq ans, tenant la main de son fils de 7 ans. Elle observe, impuissante, les points de deal se multiplier dans son quartier et condamne ces jeunes qui choisissent la facilité alors que la France offre de «nombreuses opportunités qu'il n'y a pas dans d'autres pays». Le gérant d'une épicerie de produits exotiques confirme que «les jeunes ne sont plus calmes», confiant avoir

été à plusieurs reprises la cible de vols de la part d'adolescents «de 15 ou 16 ans».

La maire de Poitiers, Léonore Moncond'huy, a regretté dans la presse «un nouvel épisode de violence inacceptable pour le quartier et pour la ville». L'édile souligne que «la jeunesse des victimes et des personnes impliquées est particulièrement frappante et préoccupante». «On ne peut plus fermer les yeux», estime à son tour Anthony Brottier, élu municipal d'opposition. Il appelle tous les pouvoirs publics à une pri-

se de conscience face à cette «situation de crise, où des jeunes sont laissés à l'abandon. Et la nature a horreur du vide, donc des réseaux s'installent, ce qui n'était pas le cas il y a vingt ans à Poitiers. Ils viennent apporter des solutions de facilité à ces jeunes qui rentrent dans des trafics dont on ne peut plus les sortir.» Et de poursuivre : «Il faut absolument mettre des moyens sur la prévention, sur la médiation, sur la répression. Ce qui s'est passé en 2023 et ce qui s'est passé hier soir risque de se reproduire.» ■



Le restaurant devant lequel a eu lieu la fusillade, jeudi soir, place de Coimbra dans le quartier des Couronneries à Poitiers.

RADIO FRANCE/MAXPPP

## Bruno Retailleau sonne la « mobilisation » contre la « mexicanisation » du pays

Partout en France, l'État doit montrer qu'il est chez lui. C'est le message que Bruno Retailleau veut faire entendre alors que son ministère de l'Intérieur est sous la pression de l'«hyperviolence» des trafiquants de drogue qui sévissent dans plusieurs villes du pays. Poitiers comme la région de Valence viennent de subir des règlements de comptes sanglants et le ministre s'est rendu à Rennes, vendredi, pour marquer le retour de l'ordre comme la «présence immédiate» de l'État, partout où ces violences explosent. «Il s'agit bien de mettre le paquet sur les quartiers à court terme. Mais à plus long terme, le ministre de l'Intérieur est convaincu que l'état actuel du droit ne permet pas de lutter convenablement contre ces phénomènes d'ampleur nouvelle car désormais tentaculaires», explique-t-on à Beauvau.

Vendredi matin, quelques heures avant de rejoindre la Bretagne où il avait prévu d'annoncer plusieurs dispositifs de sécurité, le ministre avait partagé les informations sur la «rix» armée de Poitiers qui lui avaient été transmises durant la nuit. Une fusillade directement liée aux trafics de drogue qui minent la ville préfecture de la Vienne, comme d'autres nombreuses autres villes de France. «Il ne faut pas découvrir le problème. On ne le découvre pas. Moi, je pense qu'on est à un point de bascule», avait jugé le ministre de l'Intérieur sur le plateau de BFMTV-RMC, avant de rappeler la tragédie de Rennes sept jours plus tôt, où l'enfant d'un «trafiquant de drogue» âgé de cinq ans était toujours entre la vie et la mort après avoir été touché à la tête par une rafale. Le ministre assure que l'enquête progresse et que des moyens importants sont déployés pour identifier les responsabilités.

Soulignant la gravité de ces événements, Bruno Retailleau n'a pas hésité à désigner directement les auteurs de ces violences. «Aujourd'hui, les narcoracailles n'ont plus de limites!» a-t-il accusé, se félicitant d'être compris par les Français quand il choisit de tels mots pour mettre l'index sur des «trafiquants qui utilisent les moyens les

plus féroces, les plus violents pour régler des comptes». Le ministre a insisté sur le fléau en faisant un parallèle entre la France et «l'Amérique du Sud» où les cartels font parfois la loi. Et s'il voit la France au pied du mur aujourd'hui face à cette question brûlante des trafics de drogue, Bruno Retailleau pointe l'heure du choix, venue selon lui, entre la «mobilisation générale» et la «mexicanisation». «Par mexicanisation, explique-t-on à Beauvau, le ministre veut mettre en garde face à une tendance préoccupante quand ces narcotrafiquants en arrivent à menacer des commissariats ou des procureurs.» Il veut alerter aussi face à l'ampleur de la puissance économique prise par ces réseaux, source de cette «hyperviolence». «À situation inédite, la réponse doit être exceptionnelle», soutient-on.

### Renfort des moyens

En attendant, le ministre de l'Intérieur a dévoilé plusieurs mesures de sécurisation pour Rennes et un renfort des moyens pour rétablir l'ordre : unités CRS maintenues «le temps qu'il faudra», brigade spéciale étoffée, unité nationale d'investigation et organisation d'une «task force» chargée de «briser l'écosystème à 360 degrés». Au-delà, il plaide pour une adaptation de l'arsenal judiciaire français. «Il y a des lois qui existent et il va en falloir de nouvelles», prévient le ministre, que l'on sait favorable à une nouvelle législation apte à traiter le narcotrafic comme l'on traite déjà le terrorisme, en s'appuyant sur des juridictions spécialisées. Bruno Retailleau note que cette adaptation relève des compétences de son collègue Didier Migaud à la Justice mais il se dit convaincu que ces nouveaux outils permettront de «centraliser» la lutte. Pour lui, le temps est venu d'un «changement de culture» pour «taper y compris sur les consommateurs» et prendre la mesure d'un phénomène aux ramifications criminelles multiples. «Quand on fume un joint, quand on prend de la coke, on se rend complice de ça. Oui, le goût du joint, il a le goût des larmes, il a le goût du sang», a insisté le ministre de l'Intérieur. ■ E.G.

## drogue ronge les limites

Beauvau, quelque 580 000 «AFD» ont été distribués depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2020. Soit une moyenne 567 faits par jour. Mais, là encore, seules 35% des amendes sont recouvrées. Si l'on considère en outre que le Trésor public peut décider d'abandonner les procédures en raison des frais de relance et des procédures trop longues, il semble bien illusoire de stopper la farandole macabre des règlements de comptes en sortant un carnet à souches.

Bien décidés cependant à tordre le cou de ces «narcoracailles», Bruno Retailleau et son homologue à la chancellerie, Didier Migaud, seront vendredi prochain à Marseille pour dévoiler une série de mesures censées provoquer un électrochoc. Sur le terrain, les magistrats exhortent les autorités à la mise en place un «plan Marshall». Même s'il est déjà trop tard pour certains, le premier flic de France veut reprendre la main. Il l'a répété vendredi : «On est à un point de bascule.» L'heure du sursaut a sonné pour éviter que les cités de Lyon, de Grenoble ou encore de Nantes ne ressemblent un jour à celles de Veracruz ou aux faubourgs de Mexico. ■

## Ces cadres de la DZ Mafia qui tirent les ficelles depuis la prison

Mathilde Ceilles et Nicolas Farmine  
Le Figaro Marseille

La violence de l'assaut avait sidéré bien au-delà des rangs des agents de la police judiciaire marseillaise chargés d'enquêter sur l'affaire. Ce jour de novembre 2023, un jeune homme de 22 ans et une femme de 25 ans étaient froidement abattus, à la kalachnikov, sur le parking d'un McDonald's des quartiers nord. «C'était une simple histoire de drone volé pour être utilisé en prison. Un rencard a été fixé pour un pseudo-rendu du matériel, et ils les ont descendus», souffle une source proche du dossier au Figaro.

Alors que neuf membres présumés de la DZ mafia ont été placés en garde à vue en octobre pour être entendus sur cette affaire, c'est l'un des membres de cette ultraviolente organisation marseillaise qui aurait commandité cette attaque... depuis sa cellule. «C'est lui qui est derrière tout ça depuis sa prison. Pendant un moment, il commandait des meurtres depuis sa cellule. On n'arrêta pas de demander aux magistrats de le mettre à l'isolement. Depuis que cela a été fait, il y a six mois, tout s'est calmé», poursuit cette source.

Au cœur de la guerre que se livrent les

narcotrafiquants dans la Cité phocéenne, les cadres de la DZ Mafia semblent jouir d'un sentiment de toute-puissance. «Ils ont de l'argent, ce qui est le nerf de la guerre. Mais ils ont aussi de l'influence à l'extérieur et disposent d'un pouvoir de dissuasion assez important. Ces gens n'ont pas de limite, c'est ça qui fait peur», poursuit une source bien informée.

Parmi ces «cadres», plusieurs individus clairement identifiés des enquêteurs de la PJ marseillaise et déjà incarcérés depuis plusieurs années dans les Bouches-du-Rhône pour des faits délictueux et criminels. Cet inquiétant organigramme place un certain «Mamine» en tête de la liste. «Il est l'un des trois commanditaires de la DZ Mafia et gère les affaires en prison», avance-t-on. Un autre leader, Gabriel O., est lui incarcéré à la prison des Baumettes, à l'isolement. Cet homme «élevé à la rue», entouré de «mauvaises fréquentations» dans les quartiers nord de Marseille, serait progressivement monté dans la hiérarchie de la DZ avant d'en devenir l'un des patrons.

«À la base, c'est un exécutant appelé pour tuer. On lui attribuait le rôle de soldat de sécurité», précise une source sécuritaire, en soulignant son implication dans une affaire d'association de malfaiteurs. L'homme avait été arrêté dans une voiture

en compagnie d'autres individus vêtus de tenues de combat et équipés d'armes de guerre, ce qui lui a valu une peine de dix ans de prison. S'il n'a pas été condamné à ce jour pour meurtre, il serait suspecté dans plusieurs enquêtes en cours.

### «Méthodes ultraviolentes»

«Le trafic de stupéfiants est un commerce comme un autre. Quand on est intelligent, à un moment donné, on veut prendre la place du chef. Lui s'est imposé naturellement dans l'organisation», poursuit cette source. Comme dévoilé par *Le Parisien*, un troisième individu surnommé «la Brute» sévirait également aux côtés de «Mamine» et de «Gaby». Avec ses acolytes, il tirerait lui aussi les ficelles de la DZ Mafia depuis une cellule via des téléphones portables illégalement acquis.

«Il est plus difficile d'avoir un téléphone à l'isolement. Mais il peut toujours y avoir des impairs. Entre les drones, les intervenants extérieurs, il y a de multiples manières d'obtenir des portables», détaille une source pénitentiaire, ajoutant que de nombreux narcotrafiquants de la DZ Mafia avaient été «dispatchés» par l'administration dans différentes maisons d'arrêt des Bouches-du-Rhône. Interrogée sur le cas de Gabriel O., notre source

poursuit : «Il est placé à l'isolement, mais, comme tous les détenus, il a des moyens de communication et continue ses activités en prison. D'autant plus que, dans ces milieux-là, plus on monte dans la hiérarchie, plus on obtient facilement ce qu'on veut.» Ces moyens de communication permettraient aussi au fondateur présumé de la DZ Mafia, Mehdi L., dit «le Tic», de poursuivre une partie de ses activités depuis le Maghreb, en laissant les trois détenus s'occuper du recrutement de jeunes «sicarios», utilisés pour éliminer des adversaires ou semer la terreur partout à travers l'Hexagone.

«Il est en retrait en Algérie, ce n'est pas un tueur à gages. Mais il n'est pas hors jeu», nuance une source proche du dossier, qui décrit un gang «puissant» qui a pris de l'ampleur en seulement quelques années à Marseille. «Leurs méthodes sont ultraviolentes et ont changé le milieu», résume-t-on. «La DZ Mafia est partout, mais tout cela est si sombre et mystérieux qu'on ne peut pas le vérifier. Ils possèdent tellement de ramifications à Marseille que les jeunes mesurent leurs propos et n'évoquent pas son nom par peur de représailles», poursuit-on, avant de conclure : «La seule chose qui pourrait mettre ces leaders en échec, c'est une peine de 30 ans de prison.» ■

LE GRAND JURY

Le Grand Jury, le rendez-vous politique incontournable.

DIMANCHE 12H-13H EN DIRECT DU GRAND STUDIO DE RTL ET EN DIFFUSION SIMULTANÉE SUR PUBLIC SENAT

Olivier BOST  
Pauline BUISSON  
Perrine TARNEAUD  
Loris BOICHOT

#LeGrandJury

RTL  
6  
PUBLIC SENAT  
LE FIGARO

RTL  
6

Sans payer, Édouard Philippe entre dans l'abbaye d'Abondance, ce jeudi 31 octobre. « C'est le maire qui a dit que je pouvais ! », lance-t-il, amusé, aux guichetiers. Dans le cloître du XIV<sup>e</sup> siècle, installé à 900 mètres d'altitude sur ces montagnes de Haute-Savoie, l'ancien premier ministre s'attarde devant les scènes de la vie de Jésus peintes aux murs. Il prend en photo une représentation - « très rare », selon sa guide - d'une Vierge allaitant son enfant. « Incroyable », s'exclame-t-il, iPhone à la main.

Une fois dans sa voiture, retour à des considérations plus terre à terre. Édouard Philippe découvre les audiances de la série *Dans l'ombre*, sortie la veille sur France 2, d'après le roman coécrit avec son ami Gilles Boyer. Quelque deux millions de téléspectateurs, « c'est pas mal », glisse-t-il. En lice pour l'élection présidentielle et en même temps scénariste d'une adaptation qui raconte la course accidentée d'un prétendant à l'Élysée : le mélange des genres est baroque.

Pendant la diffusion du premier épisode, mardi soir, ses ambitions de candidat n'avaient rien de fictif. « L'objectif, c'est de prendre le pouvoir démocratiquement, pour l'exercer démocratiquement », a-t-il déclaré au micro, dans un salon feutré de l'Hôtel Hermilage d'Évian-les-Bains. Devant une petite centaine de sympathisants, il a promis de rendre le pays « plus puissant », « plus prospère », « plus libre » et « plus juste ». Sans remettre en cause ni l'Union européenne, ni l'État de droit - une dernière précision adressée au ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau.

D'un déplacement à l'autre, Édouard Philippe sait qu'il s'embarque dans une longue campagne, depuis qu'il s'est officiellement déclaré dans *Le Point*, le 3 septembre. En deux jours, mercredi et jeudi, il s'est plié aux passages obligés préparés par ses équipes en Haute-Savoie : le rendez-vous donné dans une usine, la visite du tramway qui relie Annemasse à Genève, l'écoute des doléances des producteurs de fromage à Abondance, où il a été intronisé membre de la confrérie, foulard rouge et médaille autour du cou...

Entre les états du marché de Thonon-les-Bains, jeudi, des passants indifférents le croisent, quand d'autres l'arrêtent pour des photos. « On compte sur vous ! », lui lance Christian Schirmann, un retraité au chapeau. Un autre, la vingtaine, imagine la petite délégation qui l'accompagne grossir peu à peu jusqu'en 2027 : « C'est tout le mal que je vous souhaite ! » Édouard Philippe répond d'un sourire ou d'un « merci ».

Le regard porté sur lui a changé. De ce qu'il perçoit dans les villes, il a tiré la conclusion que sa déclaration de candidature « a été vue ». Elle met de la « clarté » dans ces « temps explosifs », selon lui. Ses soutiens relèvent un intérêt des sympathisants, mais aussi une virulence plus vive des « anti ». « Certains militants Renaissance sont plus critiques », dit Simon Beerens-Bettex, responsable d'Horizons en Haute-Savoie. *Maintenant, ils ont identifié Édouard Philippe comme existant par lui-même. Ce n'est plus un premier ministre de Macron, c'est un candidat à la présidentielle.*

Même dans la région du Savoyard Michel Barnier, homme de droite modérée comme lui, Édouard Philippe continue de se tenir éloigné de sa politique. Dans son gouvernement mélangeant macronistes et Républicains (LR), il ne s'est pas battu pour placer ses plus proches, n'obtenant que trois ministères de



Édouard Philippe, fondateur et chef de file du parti Horizons, devant la gare d'Annemasse lors d'un déplacement en Haute-Savoie, mercredi et jeudi.

ELSÀ FAVRE-ROCHEX JACQUIER / DANS LES VEUX DELSA

## Édouard Philippe, le début d'une longue route vers 2027

Loris Boichot Envoyé spécial en Haute-Savoie

Lancé dans une campagne de terrain, l'ex-premier ministre veut croire que la « clarté » de son ambition sera un avantage face à Gabriel Attal. S'il est élu, il pense pouvoir ravir une majorité pour « transformer » le pays et le sortir du « désordre », malgré les divisions. Confidences.

second plan - les Solidarités, l'Économie sociale et solidaire, les Personnes handicapées - que n'occupe aucun de ses compagnons de route historiques.

En un mois et demi, depuis l'installation du gouvernement, il s'est contenté d'avertir contre le « piège terrible » des 5 milliards d'euros d'efforts demandés aux élus locaux, le 17 octobre, lors de la convention d'intercommunalités de France, dans sa ville du Havre (Seine-Maritime). Rien de plus.

Pendant ce temps, les ténors de l'ex-majorité, Gabriel Attal et son ami Gérard Darmanin, ont multiplié les alertes contre les hausses d'impôts prévues pour les plus aisés. « Ça a produit quoi ? », interroge-t-il auprès du *Figaro*, en évoquant l'« effet incertain » de ces sorties, dans un contexte instable. Sa ligne de conduite est de « ne pas gêner le gouvernement ». La mission de Michel Barnier, qu'il doit revoir en novembre, est « redoutablement difficile ».

À l'écart des caméras, pourtant, Édouard Philippe n'éteint pas ses critiques contre le risque de l'immobilisme. « On ne sait pas très bien où on va », a-t-il déclaré mercredi devant ses soutiens à Évian, en pointant la capacité « quasi-nulle » des alliés au pouvoir de « s'entendre sur une ligne claire ». En plein examen

du budget 2025 au Parlement, il s'inquiète de « réponses peu préparées » et « assez brutales », notamment les hausses d'impôts qui peuvent « casser la croissance ». Même s'il donne des excuses au gouvernement, nommé tardivement et contraint de boucler son projet à la hâte.

« Je n'ai pas peur du match. Ça ne me pose aucun problème »

Édouard Philippe

Cette parenthèse faite de « solutions temporaires » pourra se refermer dans la foulée d'une nouvelle élection élyséenne, assure le cinquantenaire. Devant ses interlocuteurs, il instruit volontiers le procès d'un début de second quinquennat mal né, à cause des arbitrages d'Emmanuel Macron. Son manque d'investissement dans la campagne présidentielle de 2022, son échec à élargir sa majorité relative dans la foulée, son refus de conserver Elisabeth Borne à Matignon en janvier, sa « mauvaise décision » de dissoudre l'Assemblée nationale, puis l'incapacité à construire un « contrat de gouvernement ». Selon lui, « les grandes questions n'ont pas été tranchées » lors des derniers scrutins.

Pour mener des « transformations » dans le pays, lui veut croire qu'il pourra obtenir une « majorité claire », par un effet d'entraînement post-présidentiel. Un scénario aux allures de doux rêve, comme s'il était possible d'effacer les fractures françaises qui se sont révélées dans une Assemblée morcelée comme jamais en trois blocs minoritaires. « Ce ne sera pas une éponge magique, insiste-t-il auprès du *Figaro*. Mais le désordre actuel me laisse à penser que si le prochain président exprime clairement ses idées, alors les Français lui donneront une majorité. »

S'il est élu, il prévoit donc de convoquer des législatives anticipées dans la foulée. « Si on considère que l'Assemblée telle qu'elle est subsiste jusqu'en 2027, aucun président élu, quel qu'il soit, que ce soit Mme Le Pen, M. Mélenchon, M. Trucmuche ou moi, ne peut se satisfaire de cette Assemblée puisqu'elle est ingouvernable, pense-t-il. Par définition, la dissolution permet au président de demander au peuple de lui donner une majorité. »

« Il faut être prêt », répète-t-il. Prêt à lancer ses troupes dans de nouvelles législatives, même anticipées, avec « 300, 350, 400 candidats ». Bien au-delà des 82 philippistes investis en juin, avant

qu'une trentaine d'entre eux soient élus ou réélus à l'Assemblée. Prêt, aussi, à concourir à une présidentielle précoce, en cas de démission surprise d'Emmanuel Macron - une insinuation qui agace au plus au point à l'Élysée.

Alors que des enquêtes d'opinion le placent au second tour face à Marine Le Pen, Édouard Philippe ignore, pour l'heure, quel clivage structurera le prochain scrutin. « Progressiste ou pas progressiste ? Sérieux ou pas sérieux ? Populiste ou pas populiste ? Droite ou gauche ? À ce stade, je ne sais pas », admet-il.

Au siège parisien de son parti, où se mêlent primo-adhérents, anciens des Républicains et « ex » de Renaissance, le Normand a demandé à ses équipes de « passer à la deuxième étape ». Ses proches, Christophe Béchu et Gilles Boyer, pilotent une restructuration de la formation. Pour préparer son futur programme, une trentaine de « secrétaires nationaux » réunis en six pôles sont chargés d'organiser des « conventions thématiques » dès 2025. En parallèle, le week-end du 25 janvier, Édouard Philippe prévoit de tenir le premier de trois meetings régionaux.

Dans le « bloc central », l'hypothèse qu'au moins deux candidats concourent au premier tour affole certains de ses soutiens. « On est obligé de sortir un seul candidat. Sinon, c'est Le Pen qui passe », prévient la députée Anne-Cécile Violand, présente en Haute-Savoie. Hasard du calendrier, Édouard Philippe prévoit de tenir un congrès « dématérialisé » d'Horizons le 8 octobre, au lendemain de l'intronisation attendue de Gabriel Attal à la tête de Renaissance.

Le Havrais semble se projeter vers une sélection naturelle toute darwinienne, afin de s'imposer face à cet autre « ex » de Matignon. « Je n'ai pas peur du match. Ça ne me pose aucun problème, confie-t-il. Je le ferai comme je le fais toujours : je ne serai pas agressif sur les personnes, mais j'essaierai de défendre mes idées, et puis on verra bien. » Il ajoute : « Si je me prépare d'arrache-pied, c'est parce que, justement, je considère que ça arrivera et que c'est normal. J'aborde ça très sereinement. »

Édouard Philippe veut se démarquer en prenant de l'avance et en cultivant son réseau d'élus. Un avantage par rapport au député des Hauts-de-Seine, dépeint par les philippistes comme en manque de relais locaux et d'adhérents, par rapport à leurs 30 000 militants revendiqués. À Renaissance, « le côté parisianiste est insupportable », relève le député de Chamoni-Mont-Blanc, Xavier Roseren, qui a récemment quitté le parti pour Horizons.

En siégeant à l'Assemblée, théâtre de débats houleux et de petites manœuvres, Gabriel Attal, tout comme Laurent Wauquiez, risque d'écorner son image. C'est ce que pense Édouard Philippe, avec une pointe d'orgueil, lui qui ne regrette rien ne pas avoir rejoint l'Hémicycle : « Je préfère amplement faire au Havre et réfléchir en France, plutôt que de parler à Paris. »

Il cherche le bon dosage entre son travail dans sa mairie, qu'il entend reconquérir lors de 2026, et sa campagne nationale pour 2027. Telle est la condition de l'élu, obligé de ne jamais se faire oublier, a-t-il fait remarquer avec humour mercredi soir, en décorant le maire du village de Ballaison, une citation réécrite de Michel Audiard à l'appui : « Un bon maire, c'est comme la Sainte Vierge : s'il n'apparaît pas de temps en temps, le doute s'installe. » Telle est aussi la condition du candidat à l'Élysée, même quand celui-ci s'est déclaré tôt. ■

## « Conventions », experts... Comment le candidat prépare son projet « massif »

Les uns après les autres, une dizaine de soutiens d'Édouard Philippe poussent la porte d'un immeuble haussmannien. Ce mardi 22 octobre, ils ont rendez-vous au siège parisien d'Horizons, pour plancher sur des propositions budgétaires. Depuis plus de deux ans, une trentaine de groupes comme celui-ci se réunissent régulièrement.

Au total, quelque 300 « contributeurs » venus du public et du privé travaillent dans la discrétion, sous le patronage du haut fonctionnaire Clément Tonon, un trentenaire maître des requêtes au Conseil d'État. Un embryon d'idées, prélude au projet que prépare l'ex-premier ministre.

Pour élaborer le plan « massif » promis pour la présidentielle, Édouard Philippe a décidé de structurer davantage son dispositif. Un organigramme de 34 « secré-

taires nationaux », répartis en six pôles et censés « incarner la réflexion dans le parti », a été constitué. Charge à ces élus locaux et parlementaires, issus de la droite et du centre, d'organiser dès 2025 des « conventions » sur six thèmes : solidarités et société ; « prospérité » économique ; « puissance » ; régional ; environnement et territoires ; savoir et sport.

Pas de « shadow cabinet »

Édouard Philippe entend « tester des idées » pour, à terme, « transformer des pans entiers de l'action publique ». Mais « on ne pourra pas mener cinquante combats », parce qu'il est « impossible de tout changer et de tout résoudre », a-t-il souligné, mercredi soir, devant des militants réunis à Évian-les-Bains (Haute-Savoie). Prêt à avancer des mesures « structurelles », pour certaines « impopulaires », il espère faire

taire ses rivaux macronistes qui doutent de sa capacité à porter un projet « transformateur » et l'imaginaire rattrapé par un « juppéisme gestionnaire ».

Dans son entreprise, le disciple d'Alain Juppé s'est inspiré de Nicolas Sarkozy. Deux ans avant 2007, le patron de l'UMP, aidé de sa conseillère Emmanuelle Mignon, avait lancé une série de 18 « conventions » qui avaient animé le débat médiatique. « Deux ans avant une présidentielle, c'est le bon moment pour le faire », explique au *Figaro* Édouard Philippe, désireux de « passer du stade de l'idée au stade de la cohérence programmatique ».

Chargés de suivre chaque secteur, en lien avec les syndicats et les associations, la plupart des cadres promus se voient confier des dossiers dont ils sont déjà spécialistes. Ainsi de l'ex-ministre de la

Santé Agnès Firmin Le Bodo, qui hérite de la bioéthique, ou de la députée Naïma Moutchou, appelée à piloter la justice. Cette vice-présidente de l'Assemblée est d'ailleurs nommée nouvelle porte-parole d'Horizons, aux côtés du maire de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), Arnaud Péricard.

Faut-il y voir la préfiguration d'un gouvernement, en cas de victoire ? « Il ne s'agit pas de faire un « shadow cabinet » (contre-gouvernement, NDLR), mais de faire entrer notre programme dans l'atmosphère », assure Christophe Béchu, secrétaire général du parti.

Ces dernières semaines, Édouard Philippe a rencontré le consultant Antoine Foucher, auteur de l'essai *Sortir du travail qui ne paie plus* (Éditions de l'Aube), dans lequel il défend un « nouveau contrat social » pour mieux rémunérer le travail.

Il s'est aussi entretenu avec la philosophe et rabbinne Delphine Horvilleur ainsi qu'avec l'écrivain Giuliano Da Empoli, avec qui il partage la dernière œuvre de *L'Express*. Une manière de dialoguer avec la « société civile ». « Le programme aura vocation d'aller au-delà d'Horizons », selon Gilles Boyer, délégué général de la formation.

À ses interlocuteurs comme à ses militants, Édouard Philippe répète ses préoccupations, marquées à droite : la lutte contre le « dérapage » des dépenses publiques, la survie du modèle social et des retraites, ou encore son souci de rendre « la chaîne régaliennne à nouveau efficace ». Il compte aussi investir d'autres champs moins abordés, comme l'intelligence artificielle, avec une revue publiée à ce sujet l'année prochaine. « On a envie d'avancer très fort », assure-t-il. ■ L.B.

# LA GRIPPE, C'EST UNE SEMAINE AU LIT ET PLUSIEURS SEMAINES POUR S'EN REMETTRE.



**Forte fièvre, courbatures,  
maux de tête, gêne respiratoire...**

**La grippe entraîne des symptômes éprouvants,  
il faut 1 semaine pour en guérir et 2 à 4 semaines pour s'en remettre<sup>1</sup>.**

Chaque année en France, la grippe tue près de 3 fois plus de personnes  
que les accidents de la route<sup>2,3</sup>.

Pour plus d'informations sur les moyens de prévention contre la grippe saisonnière,  
notamment la vaccination, demandez conseil à votre médecin ou pharmacien.

FR-NON-2024-00593-D6-Octobre 2024

1. Ameli. Reconnaître la grippe. Disponible sur : <https://ameli.fr/seine-saint-denis/assure/sante/themes/grippe/comprendre-grippe> - Consulté en avril 2024.

2. Ministère du travail de la santé et des solidarités. Questions/Réponses – Grippe saisonnière. 2023. Disponible sur : <https://sante.gouv.fr/soins-et-maladies/maladies/maladies-infectieuses/les-maladies-de-l-hiver/article/questionsreponses-grippe-saisonniere#> - Consulté en avril 2024.

3. Ministère de l'intérieur et des Outre-mer. Le bilan définitif de l'accidentalité routière en 2022. 2023. Disponible sur : <https://www.interieur.gouv.fr/actualites/communiqués-de-presse/bilan-definitif-de-l'accidentalite-routiere-en-2022-mortalite> - Consulté en avril 2024.

VIATRIS SANTE, RCS Lyon 399 295 385, 1 rue de Turin – 69007 Lyon, locataire gérant du fonds de commerce de Viatris Up.  
VIATRIS SANTE, 1 bis place de la Défense – Tour Trinity – 92400 Courbevoie, établissement secondaire exploitant

 VIATRIS

# Dans le Minnesota, Tim Walz veut séduire la classe moyenne blanche

Cyrille Louis Envoyé spécial à Rochester

Le colistier de Kamala Harris, élu depuis vingt ans dans cet État agricole, est devenu « trop progressiste », selon d'anciens électeurs.

L'automne s'est abattu d'un seul coup sur les plaines du Minnesota. La veille encore, un vent chaud desséchait les épis jaunés par près de deux mois sans une goutte d'eau. Puis le ciel couleur de plomb s'est ouvert et a déversé une pluie glacée sur les champs de maïs, de soja et d'avoine. À en croire la météo, les premiers flocons pourraient tomber dans les prochains jours. En attendant, les fermiers redoublent d'activité et n'ont guère le temps de suivre la campagne électorale, qui s'achève. « La terre était tellement dure qu'on a dû l'arroser pour ramasser nos pommes de terre », sourit Sylvia Rolfs, militante démocrate à Dodge Center.

Ce gros bourg, qu'une centaine de kilomètres séparent de Minneapolis, est situé au cœur du vaste district où le colistier de Kamala Harris, Tim Walz, a entamé sa carrière politique. « Je l'ai rencontré ici même il y a une vingtaine d'années », raconte Sylvie Rolfs, polo violet et lunettes aux montures turquoise, qui se souvient d'un candidat « accessible, toujours curieux de comprendre ce dont ses interlocuteurs ont besoin et auquel les gens d'ici s'identifiaient sans mal ». Originaire du Nebraska, un autre État rural au centre du pays, Walz s'est installé dans le sud du Minnesota en 1996 pour enseigner la géographie dans un lycée de Mankato et y devenir l'un des entraîneurs de l'équipe

de football américain. En 2004, dans un district solidement contrôlé par les républicains, il a créé la surprise en s'emparant du siège de représentant au Congrès que son titulaire occupait depuis douze ans. « Tim est allé au charbon, commençant sa campagne très tôt, sillonnant l'État sans relâche et prenant le temps d'apprendre à connaître les gens », se souvient Mark Liebow, responsable démocrate dans la ville voisine de Rochester.

Vingt ans plus tard, c'est ce profil d'Américain « décent » qui a convaincu Kamala Harris de choisir comme candidat à la vice-présidence un gouverneur jusqu'alors relativement peu connu hors du Minnesota. Avec son aide, elle espère effacer une partie de la défiance que son image de Californienne progressiste, peu en prise avec les réalités de l'Amérique profonde, inspire en particulier aux jeunes hommes blancs des campagnes. « Entre le procureur de la côte Ouest et le prof de lycée du Midwest, ça fait un joli contraste », sourit Mark Liebow.

Depuis lors, Tim Walz sillonne sans relâche le Wisconsin, le Michigan et la Pennsylvanie pour tenter de vaincre ces réticences. À chaque prise de parole, il met en avant son expérience d'enseignant, son goût pour les armes à feu, son expérience de vétéran de la Garde nationale et de coach. Début octobre, il a fait un détour par Mankato pour prendre part à l'ouverture de la chasse au faisan, posant carabine en main pour les photogra-



Tim Walz remercie les bénévoles qui préparent des repas pour les banques alimentaires locales à l'auditorium Roy Wilkins, le 11 septembre, à Saint-Paul.

phes et faisant opportunément savoir qu'il venait de passer la ses « deux plus belles heures » depuis plusieurs semaines. Il a aussi donné le coup d'envoi du traditionnel match de football entre les équipes des deux lycées de la ville.

D'avantage qu'à convaincre les électeurs du Minnesota, a priori acquis à la candidate démocrate, cette séquence visait à illustrer l'ancrage de Tim Walz dans un terroir auquel les électeurs des États voisins peuvent s'identifier. « D'une certaine manière, sa nomination est une façon de répondre à l'intuition de Donald Trump, qui a compris la colère et le sentiment d'abandon de la classe moyenne », observe

Kim Norton, la maire de Rochester, qui a fait beaucoup de porte-à-porte à ses côtés à ses débuts en politique. « Tim ne fera sans doute pas de miracle, relativise Mark Liebow. Mais il peut rassurer les électeurs indécis qui se sentent plutôt en phase avec le programme démocrate et supportent mal Donald Trump. Son profil de gars qui nous ressemble, et qui parle comme nous, valide la candidature de Kamala Harris. »

Tim Walz, pourtant, n'est guère prophète en son pays. Depuis sa percée, il y a vingt ans, il a été réélu à cinq reprises dans le premier district du Minnesota mais a vu son avance fondre scrutin après scrutin. « Au fil des années, retrace Kim

Norton, le Parti démocrate a perdu pied dans les grandes plaines agricoles ainsi que dans la chaîne montagneuse de l'Iron Range, pour se recentrer sur la population urbaine et suburbaine des deux villes jumelles de Minneapolis et Saint-Paul. » En 2018, la candidature de Walz au poste de gouverneur fut interprétée par certains comme un repli vers une position plus sûre. Deux ans plus tard, Donald Trump arrivait nettement en tête dans les campagnes du Minnesota. Et sur les soixante-dix sièges que le Parti démocrate contrôle à la Chambre des représentants de l'État, seuls deux sont situés dans des circonscriptions majoritairement rurales...

## Kenosha, dans le Wisconsin, fracturé entre démocrates des villes

Le comté de Kenosha, situé à mi-chemin entre l'agglomération de Chicago et celle de Milwaukee, est coupé en deux par l'Interstate 94. Cette frontière aussi symbolique que matérielle sépare deux paysages et deux électeurs. À l'est, au bord du lac Michigan, une ville d'environ 100 000 habitants étale à perte de vue ses alignements de maisons individuelles tantôt pimpantes, tantôt délabrées. La minorité afro-américaine, qui compte pour environ 10 % de sa population, se concentre dans plusieurs quartiers à l'allure modeste. Jusqu'à tout récemment, on votait ici majoritairement pour le Parti démocrate. À l'ouest, la campagne se présente comme un patchwork de champs, de fermes signalées par leurs silos à grains et de lotissements cossus. Le week-end, on se retrouve dans des foires à la citrouille, où les enfants prennent le soleil d'automne tandis que les parents charrient d'imposantes cucurbitacées vers leur voiture en prévision de Halloween. Ici, la population est presque exclusivement blanche et vote en général pour le parti de Donald Trump.

Cette fracture entre démocrates des villes et républicains des champs, que l'on retrouve dans tout le Wisconsin, fut longtemps favorable aux premiers. Mais, depuis 2016, le comté de Kenosha a viré du bleu clair au rouge pâle. Cette année-là, pour la première fois depuis Richard Nixon, le candidat républicain s'est imposé avec seulement 238 voix d'avance sur sa rivale démocrate. En 2020, il a creusé son avance face à Joe Biden sans toutefois empêcher les dix grands électeurs attribués à cet État clé du Midwest. « Le basculement résulte en partie des efforts déployés par les républicains pour exploiter les dommages de la mondialisation. À Kenosha, comme dans

Les comtés qui comptent 6/7

les autres villes de la Rust Belt (« ceinture de la rouille »), la classe ouvrière a subi de plein fouet la fermeture des usines, décrypte Philip Rocco, professeur associé de sciences politiques à l'université Marquette, qui prévient : cette année encore, la bataille pour le contrôle du comté s'annonce serrée et pourrait départager les deux candidats dans le Wisconsin. »

À quelques jours du vote, républicains et démocrates encouragent leur armée de volontaires à redoubler de persuasion. Lors des quatre derniers scrutins, la bataille pour le contrôle de l'État s'est jouée à moins de 1 % des voix. Kamala Harris et Donald Trump, dont les courbes des sondages n'ont cessé de se resserrer au cours des dernières semaines, y sont au coude à coude. Ils étaient d'ailleurs tous deux en meeting dans le Wisconsin vendredi. « On ne se contente pas de faire du porte-à-porte dans les fermes et les villages », résume Sandy Wiedmeyer, qui préside depuis deux ans le Parti républicain du comté de Kenosha. Jean à pattes d'é-

**« Le basculement résulte en partie des efforts déployés par les républicains pour exploiter les dommages de la mondialisation. À Kenosha, comme dans les autres villes de la "ceinture de la rouille", la classe ouvrière a subi de plein fouet la fermeture des usines »**

Philip Rocco  
Professeur associé de sciences politiques à l'université Marquette

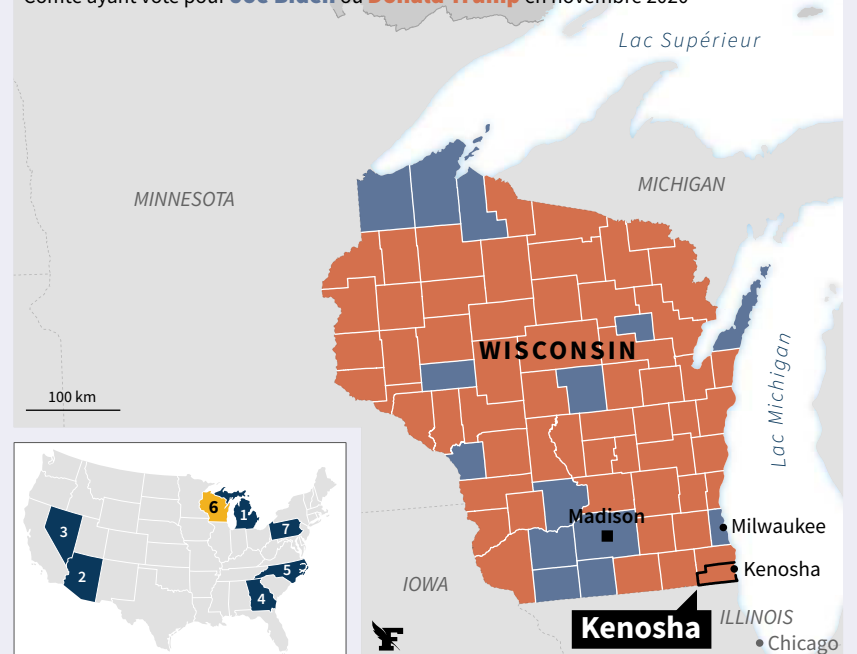
phant ornées du drapeau des États-Unis, blouson de cuir noir et orfèvres aux ongles vernis d'un rouge éclatant, l'énergique quadragénaire l'assure : « Cette année, l'élection est si serrée qu'on ne veut rien laisser au hasard. On se rend dans les quartiers noirs et hispaniques pour essayer de convaincre les gens. Et souvent, on s'aperçoit que nos préoccupations sont les mêmes : vivre en sécurité, pouvoir remplir le réfrigérateur et offrir à nos enfants une bonne éducation... »

La ville de Kenosha, ainsi baptisée par la tribu des Potawatomis en référence aux brochets que l'on pêche dans le lac Michigan, fut tout au long du XX<sup>e</sup> siècle un bastion de l'industrie automobile. Mais, après avoir vu des millions de voitures et de camions sortir de ses chaînes de montage, elle a subi de plein fouet les effets de la désindustrialisation à partir des années 1980. L'usine d'American Motors, dont les hangars s'étendaient jadis en bordure du lac, a été démantelée pour faire place à un complexe résidentiel tandis que des efforts de diversification étaient engagés pour développer l'activité tertiaire et le tourisme. Un nombre croissant d'habitants de Kenosha travaillent désormais à Chicago. « Parallèlement à ce processus, explique Philip Rocco, l'infrastructure syndicale sur laquelle le Parti démocrate s'appuyait pour cimenter son influence s'est brutalement délitée. » Voyant leurs adversaires affaiblis, les républicains se sont lancés à la conquête d'un électoralat urbain longtemps jugé inaccessible. Sous l'influence de Donald Trump, ils tentent de convaincre ce qui reste de la classe ouvrière que les démocrates sont responsables de ses malheurs, et lui promettent de faire revenir les emplois disparus.

Le 23 août 2020, c'est dans ce contexte qu'éclatent à Kenosha des émeutes d'une ampleur inédite. Jacob Blake, un père de famille noir de 29 ans, est ce jour-là grièvement blessé par un policier qui, venu l'arrêter et affirmant se sentir menacé, lui a tiré dessus à sept reprises

### Les républicains à l'assaut d'un bastion démocrate

Comté ayant voté pour Joe Biden ou Donald Trump en novembre 2020



dans le dos. Dans la soirée, une manifestation organisée pour dénoncer l'attitude des forces de l'ordre dégénère en émeute lors de laquelle une centaine de voitures sont brûlées et plusieurs bâtiments endommagés. Le lendemain, le gouverneur du Wisconsin déploie la garde nationale, et des habitants de Kenosha décident de former un groupe d'autodéfense « pour protéger les propriétés privées ». De jeunes habitants de localités voisines de l'Illinois, attirés par ce spectacle, entrent dans la danse. L'un d'entre eux, Kyle Rittenhouse, vient armé d'une carabine automatique AR-15 avec laquelle il tue deux hommes et en blesse un troisième.

En pleine campagne électorale, Kenosha devient alors le symbole des violences policières, des tensions raciales et

du droit à l'autodéfense. Donald Trump et Joe Biden visitent, l'un après l'autre, la ville sous le choc. Le premier assimile les émeutes à « des actes de terrorisme intérieur » et apporte tout son soutien à la police tandis que le second promet d'exorciser « les péchés originels de ce pays, vieux de 400 ans, que sont l'esclavage et ses vestiges ». Kyle Rittenhouse, inculpé pour meurtre, sera finalement acquitté, non sans avoir reçu le soutien de plusieurs personnalités républicaines.

Quatre ans plus tard, démocrates et républicains s'accordent à considérer que le souvenir des émeutes pèse encore sur Kenosha. « Bien que l'essentiel des méfaits soit imputable à des gens venus de l'extérieur, la ville reste divisée sur l'interprétation de ces événements », explique Sandy Wiedmeyer. Selon elle, la ré-



## Présidentielle 2024 américaine



cession de tueries de masse. Plus récemment, il a fait adopter une loi qui permet aux élèves du Minnesota de recevoir un petit-déjeuner et un déjeuner gratuits à l'école. Il a également supervisé l'installation de distributeurs de tampons et de serviettes hygiéniques dans les établissements scolaires. Les partisans de Donald Trump, qui lui reprochent de ne pas avoir spécifiquement privé les élèves transgenres d'accès à ce dispositif, l'ont depuis surnommé « Tim le tampon ».

**« Après avoir passé trop de temps à Washington, il a fini par y adopter les idées des élites mondialisées. De toute façon, même s'il était resté un gars bien, je n'aurais jamais voté pour Kamala. Elle est incapable d'articuler une phrase cohérente et ne supporte pas que Donald Trump veuille sauver l'Amérique »**

Liz

Une électricienne trumpiste de 70 ans

En lisière de Dodge, au pied d'imposants silos à grains, rares sont les fermiers qui ne se disent pas déçus par le gouverneur démocrate. « Il y a vingt ans, quand les profs étaient encore des gens à qui on pouvait faire confiance, je voyais en lui un homme décent et capable d'écouter son interlocuteur même lorsqu'il n'était pas du même bord, soupire Liz, une électricienne trumpiste de 70 ans, campée sur son tracteur. Mais, avec le temps, il est devenu radicalement progressiste. Après avoir passé trop de temps à Washington, il a fini par y adopter les idées des élites mondialisées. De toute façon, même s'il était resté un gars bien, je n'aurais jamais voté pour Kamala. Elle est incapable d'articuler une phrase cohérente et ne supporte pas que Donald Trump veuille sauver l'Amérique. »

Ces dernières semaines, Tim Walz a parfois semblé décontenancé par l'envergure de l'arène où il évolue désormais. « Il est à son meilleur lorsqu'il s'assoit avec vous et peut parler pendant des heures de tous les sujets, observe Kim Norton. Mais, lors d'une campagne présidentielle, les choses sont très différentes. Quand il s'est retrouvé en costume sur des scènes immenses, devant des foules avec lesquelles il

ne pouvait pas établir de contact direct ou lors du débat télévisé, on a parfois senti qu'il était moins à l'aise. » Face à JD Vance, le colistier de Donald Trump lui aussi originaire du Midwest, Walz s'est parfois montré à la peine. Mais il a aussi su mêler à sa « gentillesse du Minnesota » (« Minnesota nice »), un stéréotype culturel qui se caractérise par un mélange de courtoisie et de discrétion, des accents populistes pour tacler son contradicteur. Originaire de Middleton, une ancienne ville industrielle de l'Ohio, ce dernier a été élevé par une mère toxicomane avant d'entamer de brillantes études, puis de faire fortune dans les nouvelles technologies avec le soutien de riches entrepreneurs. « Comme tous les gens normaux avec lesquels j'ai grandi dans ce pays, a ironisé Walz lors de leur face-à-face, JD a étudié à Yale, a vu sa carrière financée par des milliardaires de la Silicon Valley et, pour finir, a écrit un best-seller dans lequel il traîne sa communauté dans la boue. »

Rich Shergenger, un fermier de 53 ans qui possède 30 acres de terres (environ 12 ha) et en loue 300 autres sur lesquelles il cultive du maïs, du soja et de l'alfalfa, n'apprécie guère le personnage. « Je ne fais aucune confiance à Tim Walz. Il a quitté son unité de la Garde nationale (en 2005, NDLR) juste avant qu'elle soit déployée en Irak et ment lorsqu'il raconte qu'il est allé à Pékin à l'époque des manifestations de la place Tian'anmen », égrène l'agriculteur, en écho aux accusations formulées par le camp Trump. « Autrefois, poursuivait le fermier, il était en faveur du deuxième amendement, mais il veut désormais restreindre notre droit à porter une arme pour nous défendre. Il est aussi favorable à l'avortement, ce qui est moralement indéfendable. Je ne pense donc pas qu'il saura convaincre les habitants du Midwest de voter pour Kamala. En tout cas, la plupart de mes copains ne peuvent pas l'encadrer. »

Sylvia Rolfs, persévérante militante démocrate sur cette terre écarlate, veut pour sa part y croire. « En 2020, dit-elle, on avait du mal à convaincre les gens d'installer des pancartes de soutien à Joe Biden dans leur jardin. Ils s'inquiétaient des réactions de leurs voisins et redoutaient de se retrouver ostracisés. Mais, cette année, les choses sont différentes. Tout le monde n'est pas prêt à signer pour quatre ans d'une nouvelle présidence Trump. » ■

➔ Lire aussi  
PAGES 16, 26 & 28

## Ces « Trump locaux » en guerre contre l'immigration



CHRONIQUE  
DE CAMPAGNE  
Laure Mandeville  
Envoyée spéciale  
à Hazleton et à Allentown  
(Pennsylvanie)

Après avoir été maire de la petite ville d'Hazleton durant dix ans, et représentant de Pennsylvanie au Congrès les huit années suivantes, le fougueux politicien italo-américain Lou Barletta, grand-père de dix petits-enfants, s'est assagi et coule des jours paisibles dans la vallée de Lehigh, au cœur de la Pennsylvanie. Mais perce clairement chez cet homme affable sa satisfaction de voir son combat contre l'immigration illégale légitimé par Donald Trump et sa métaphore du « mur », qui ont changé le débat national sur l'enjeu des frontières.

Car Lou Barletta a été un petit Trump avant Trump, devenant ensuite l'un de ses défenseurs les plus acharnés en 2016. « Vous n'imaginez pas les difficultés que j'ai eues à trouver des soutiens au Congrès, quand ce problème d'immigration m'est tombé dessus, raconte-t-il. Pas un élu républicain ne voulait me soutenir. » « Les républicains traditionnels, sous la pression des grandes entreprises, voulaient de la main-d'œuvre bon marché. Les démocrates, eux, voulaient des votes ! », résume Lou Barletta. Ces derniers pariaient sur un pays « de moins en moins blanc » pour marginaliser le Parti républicain et assurer leur domination politique. Le phénomène Trump a déjoué ce calcul, prenant les démocrates par surprise.

Élu maire en 2000, Barletta, fils de mineurs italiens américains né sur place, raconte avoir vu sa ville « changer littéralement de visage » quand un afflux massif d'immigrants à la fois légaux et illégaux a fondu sur Hazleton tandis qu'il tentait de redynamiser l'économie locale, lentement vidée de sa sève depuis les années 1960 avec l'effondrement de l'activité minière, puis la fuite des usines vers la Chine. En 2004, l'ouverture d'une chaîne d'emballage de viande et les emplois qu'elle offre suscitent l'arrivée soudaine de milliers de Dominicains venus de New York, suivis par un flot d'autres migrants. « Nous sommes passés de 4,9% d'Hispaniques à 52% en 2016, la population totale a crû de 50% ! », dit-il.

Lou Barletta se retrouve confronté à « des écoles surchargées, sans personnel adéquat pour permettre aux nouvelles familles d'apprendre correctement l'anglais, sans parler de la criminalité en hausse et du déséquilibre entre personnes en situation précaire et contribuables ». « Aux urgences des hôpitaux, alors que l'attente habituelle était de vingt minutes, il est devenu normal de patienter six à sept heures », explique-t-il.

La gestion de l'immigration illégale relevant des autorités fédérales, Lou Barletta décide dans l'urgence de mettre en place des « ordonnances pour pénaliser les entreprises qui employaient des illégaux, de même que les propriétaires qui leur louaient des logements ». « C'a été un tollé, on m'a traité de raciste, mais j'ai été réélu largement, puis élu au Congrès, car les gens, notamment dans la population latine, me soutenaient », raconte-t-il, se disant « favorable à l'immigration quand elle est encadrée par la loi ».

Barletta a néanmoins été poursuivi par un immigré illégal resté anonyme, et ses ordonnances ont finalement été annulées par une cour fédérale. « Au fil des ans, j'ai

vu de mes yeux arriver les gangs, comme le salvadorien MS13, et les trafics de migrants et de drogue qu'ils chapeautaient, car les choses sont plus visibles au niveau local », dit-il encore, persuadé que « ces circonstances ont été décisives pour faire basculer la classe ouvrière de Pennsylvanie vers Trump ». « Les classes populaires voient arriver des migrants qui exercent une pression à la baisse sur leurs salaires et bouleversent l'équilibre de leurs communautés », explique l'ancien élu. Et il souligne que de nombreux Latinos sont venus aux États-Unis légalement tout aussi inquiets de l'immigration incontrôlée.

C'est également ce que pense la politicienne hispanique Maria Montero, étoile montante du Parti républicain local à Allentown, vieille ville industrielle en pleine mutation et aujourd'hui à plus de 50% latino. « Les Latinos veulent vivre le rêve américain et les règles qui vont avec. Ils ne veulent pas d'une frontière ouverte car ils ont les mêmes préoccupations que les autres sur le fardeau que cela représente pour l'économie, les écoles, etc. Après avoir longtemps voté démocrate, ils se sont demandé s'il était dans leur intérêt de voter pour un parti en particulier », explique cette descendante d'immigrés péruviens, irlandais et italiens. « À travers les réseaux sociaux, ils ont réalisé que des illégaux recevaient des téléphones gratuits et des logements préférentiels, tandis qu'eux-mêmes peinent à joindre les deux bouts. Alors ils se disent : "Et nous ? Notre système scolaire est en crise profonde depuis le Covid. Beaucoup d'écoles sont en échec, nous souffrons !" », explique Maria Montero.

## 53% des Américains en faveur de « l'expulsion forcée »

La politicienne républicaine assure que ses compatriotes latinos ont de l'empathie pour les difficultés des migrants illégaux. Mais elle dit qu'ils ont « peur de sortir de chez eux à cause de la criminalité en hausse » comme les autres Américains. « Les Américains sont généreux, mais quand ils voient l'état de nos villes, nos vétérans sans logement par milliers, ils veulent donner la priorité à l'Amérique d'abord. C'est vrai pour l'aide aux pays étrangers, et pour l'aide aux migrants », dit-elle.

Aujourd'hui, plus de 70% des Américains considèrent que l'immigration illégale est un thème prioritaire de l'élection, et 53% se disent en faveur de « l'expulsion forcée » que propose Donald Trump, selon un sondage du New York Times. Mais les sondés, attachés historiquement au principe de l'immigration, élément constitutif de la nation américaine, sont aussi favorables à la légalisation des personnes qui se sont intégrées. Une attitude complexe et potentiellement contradictoire, qui reflète le fait que les immigrés jouent un rôle souvent positif dans l'économie et la vie du pays.

Les démocrates ont dû s'adapter à cette révolution des esprits qui leur prend tant d'électeurs et changer de discours sur l'immigration, jusqu'ici traitée essentiellement en termes humanitaires et moralisateurs. Kamala Harris qui, pendant la campagne de 2020, s'était offusquée de l'idée de construire un mur, jugeant l'idée anti-américaine, a viré de bord, prônant une politique de fermeté sur la frontière. Trop tard ? C'est ce que pense Lou Barletta, persuadé que Trump va l'emporter haut la main en surfant sur ce thème. Mais d'autres estiment qu'il en fait trop. Si le diagnostic de Trump sur la nécessité de contrôler la frontière est massivement plébiscité, son style effraie. C'est dans ce degré de frayeur ou d'adhésion que se jouera l'élection. ■

## et républicains des champs

cente poussée républicaine n'est pas sans lien avec ce traumatisme. « Je ne dirais pas que les émeutes ont créé une fracture raciale, mais que certains électeurs ont voulu sanctionner les démocrates locaux, qui n'ont pas su les protéger contre les fauteurs de troubles », précise-t-elle. En 2022, les républicains ont pris le contrôle de la commission chargée d'administrer le comté. Dans la foulée, ils ont proposé que Kenosha devienne « un sanctuaire du second amendement ».

**« Beaucoup craignent de se retrouver perdants quel que soit le résultat, et s'attendent à des violences si Kamala arrive en tête. Paradoxalement, alors que cette élection est peut-être la plus importante de notre histoire, de nombreux Afro-Américains nous disent qu'ils n'iront pas voter »**

James Hall  
Président de Ligue urbaine de Kenosha

Lori Hawkins, responsable locale du Parti démocrate, admet que le vent a tourné, mais refuse de se déclarer vaincue. « Les habitants de Kenosha, dit-elle, restent affectés par le chaos qui a accompagné les dernières semaines de l'ère Trump. Sa rhétorique a désinhibé des gens qui se sont sentis autorisés à exprimer des conséquences positives. Nous avons engagé une conversation importante sur les questions raciales, que nous avions peut-être tendance à mettre sous le tapis, et renforcé nos liens avec les communautés concernées. »

Les électeurs noirs, sur lesquels le Parti démocrate s'appuie traditionnellement, semblent encore sous le choc. « Lorsque Biden a laissé sa place à Kamala, les gens ont eu un moment d'espoir », explique James Hall, président de Ligue urbaine de Kenosha, qui œuvre à une meilleure intégration de la minorité afro-américaine. Mais, à mesure que le vote approche, les peurs de 2020 se réveillent. « Beaucoup craignent de se retrouver perdants quel que soit le résultat, et s'attendent à des violences si Kamala arrive en tête. Paradoxalement, alors que cette élection est peut-être la plus importante de notre histoire, de nombreux Afro-Américains nous disent qu'ils n'iront pas voter », craint James Hall.

Samedi 26 octobre, tandis que certains habitants de Kenosha avaient sorti leur canne à pêche dans l'espoir d'attraper un saumon dans le lac Michigan, d'autres ont voté par anticipation. Agnes, une infirmière d'origine philippine qui travaille dans un hôpital de Chicago, dit avoir beaucoup hésité : « La dernière fois, j'ai choisi Trump, car c'est un excellent entrepreneur. Mais je n'aime pas son attitude vis-à-vis des femmes et je trouve son discours sur les étrangers vraiment trop radical. » Établie à Kenosha depuis plus de vingt ans, elle se dit nostalgique d'une ville « magnifique », qui, selon elle, « a beaucoup changé ». Le souvenir des émeutes, même si elle n'en a pas directement pâti, la hante. « En racontant tout et n'importe quoi, les médias et les politiciens ont durablement terni l'image de notre ville », regrette-t-elle. Katherine Radeck, sympathisante démocrate âgée de 40 ans, préfère voir le verre à moitié plein. « L'économie se porte bien malgré la hausse des prix, juge-t-elle, et Kenosha reste un endroit très agréable. Depuis que les républicains gagnent les élections, j'évite juste de parler politique pour ne pas me brouiller avec mes voisins. »

Ce matin-là, une centaine de volontaires se sont regroupés dans le petit local du Parti démocrate avant de partir faire

du porte-à-porte. Parmi eux, certains sont venus donner un coup de main de l'Illinois voisin, où Kamala Harris est assurée d'arriver en tête. « Ici, en revanche, on peut faire la différence », se souvient Ben Hardin, convaincu que le Wisconsin est à portée de main. « Notre comté est un baromètre de cet État où les élections se jouent systématiquement dans un mouchoir de poche », soupire Lori Hawkins, impatiente de connaître le dénouement. Sandy Wiedmeyer, la patronne des républicains, se dit convaincue que les jeux sont faits. « Le Parti démocrate a tellement dérivé vers la gauche que les habitants du Wisconsin ne s'y retrouvent plus. »

De l'autre côté de l'Interstate, dans un village perdu au milieu des champs, Sean Booe votera pour Donald Trump sans hésitation. « Je compte sur lui pour nous protéger des millions d'étrangers que Joe Biden a laissés pénétrer sur notre territoire », témoigne ce père de famille, convaincu que le souvenir des émeutes ne pèsera guère dans le scrutin. « Les gens sont passés à autre chose, dit-il. Ils sont fatigués de se déchirer et ont besoin de s'en remettre à une figure paternelle qui leur inspire le respect, voire la peur. » Le commentateur trumpiste Tucker Carlson a récemment filé cette métaphore en annonçant : « Papa rentre à la maison et il est en colère. » « Je crois à la figure du mâle alpha », poursuit Sean Booe, qui revendique aussi « une mentalité de chasseur-cueilleur ». « Quand j'étais petit garçon, dit-il, être né américain était la plus grande des bénédictions. Mes parents se sont démenés pour faire en sorte qu'on ait une vie plus facile que la leur. Mais, aujourd'hui, je ne peux malheureusement pas faire le même cadeau à mes enfants. » ■

C. L. (Envoyé spécial à Kenosha, dans le Wisconsin)

➔ Demain dans LES COMTÉS  
QUI COMPTENT : Erie (Pennsylvanie)



L'italo-américain Lou Barletta, l'un des soutiens les plus acharnés de Donald Trump (ici, à ses côtés en 2018), et la politicienne hispanique Maria Montero (ici, début 2024), étoile montante des républicains à Allentown.

# Un chercheur français arrêté en Tunisie

Maryline Dumas Tunis

Le jeune doctorant est le premier étranger non binational à faire les frais de la vague d'arrestations imposée par le régime de Kaïs Saïed.

Pendant plus de dix jours, l'information n'a pas été dévoilée au grand public. Mais à Tunis, les cercles de chercheurs et de journalistes ne parlaient que de cela : Victor Dupont, doctorant à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (Iremam) d'Aix-en-Provence, a été arrêté le 19 octobre. Le Français de 27 ans, qui préparait une thèse sur les diplômés chômeurs, est accusé d'« atteinte à la sécurité de l'État ». Une amie franco-tunisienne a aussi été incarcérée.

Depuis que le président Kaïs Saïed a gelé le Parlement en juillet 2021 puis mis en place un régime présidentiel, plus d'une centaine de Tunisiens (journalistes, militants, politiques...) ont été incarcérés pour des motifs divers. Si au moins trois Franco-Tunisiens - un ancien ministre et deux journalistes - sont aujourd'hui en prison, Victor Dupont est le premier Français non binational à faire les frais de cette justice façonnée par Kaïs Saïed, réélu le 6 octobre dernier.

Le 19 octobre, Victor Dupont a rendez-vous à 11h30 chez lui avec trois amis français pour partir en week-end au cap Bon. « Je lui ai envoyé un message en lui disant de descendre dans la rue car on arrivait, raconte Édouard Matalon, bibliothécaire parisien. Quand je descends du taxi, je vois Victor plaqué contre un mur par 4 ou 5 hommes en civil. Il me crie : "Appelle l'ambassade!" » Édouard Matalon prend le téléphone de l'amie qui l'accompagne mais on le lui arrache aussitôt. Il est arrêté à son tour. Une autre amie, qui attendait dans l'appartement de Victor Dupont, descend dans la rue et se fait également arrêter. Après une perquisition au domicile du jeune sociologue, et plusieurs heures enfermés dans des voitures banalisées, les quatre amis sont emmenés à El Gorjani, siège de la police judiciaire. Ils y passeront la journée. Vers 21 heures, on leur annonce que Victor Dupont est placé en garde à vue. Ses trois camarades sont libérés.

Le lundi 21, ces derniers retournent à El Gorjani. Là, ils apprennent que Victor Dupont est déféré au tribunal militaire du Kef (au nord-ouest), à une heure de Jen-



Victor Dupont, doctorant à l'Institut de recherches d'Aix-en-Provence, a été arrêté le 19 octobre en Tunisie, sur ordre de la justice militaire. IREMAM/CNRS

douba où le jeune homme, membre d'un programme scientifique financé par le Conseil européen de la recherche (ERC), faisait son travail de terrain. « C'est totalement exceptionnel qu'un jeune chercheur français puisse être déféré devant la justice militaire » tunisienne, qui traite généralement des atteintes à la sûreté de l'État, a

regretté auprès de l'AFP Vincent Geisser, directeur de l'Iremam.

Édouard Matalon et ses deux amis se rendent immédiatement au Kef avec l'avocat. Une fois sur place, l'une des deux jeunes femmes (dont la famille ne souhaite pas révéler l'identité) est arrêtée. Cette Franco-Tunisienne résidant à

Paris a été placée sous mandat de dépôt pour des raisons encore inconnues. Ce même jour, Victor Dupont est aussi placé sous mandat de dépôt pour atteinte à la sûreté de l'État. L'instruction est en cours. Selon la loi antiterroriste de 2015, il pourrait effectuer jusqu'à 14 mois de détention préventive.

Sur les conseils de l'ambassade de France, les proches de Victor Dupont n'avaient pas souhaité médiatiser l'affaire. Le Point a brisé ce silence mercredi soir. « Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et notre ambassade à Tunis sont en contact étroit avec les autorités tunisiennes à ce sujet », a seulement indiqué à l'AFP le Quai d'Orsay.

**« Le fait de ne pas médiatiser ce type d'affaires n'a pas prouvé son efficacité. Cela donne l'impression que les services consulaires se couchent face à des actes injustes »**

Un chercheur français

Ces derniers mois, au moins deux autres affaires ont été ouvertes contre des Européens - dont un journaliste -, libres mais interdits de quitter le territoire tunisien. « Le fait de ne pas médiatiser ce type d'affaires n'a pas prouvé son efficacité. Cela donne l'impression que les services consulaires se couchent face à des actes injustes », estime un chercheur français.

Quel est l'objectif des autorités tunisiennes ? « Elles envoient des messages, analyse un chercheur tunisien. Aux chercheurs et aux journalistes, elles montrent que personne n'est à l'abri. À la France, elles rappellent que la Tunisie est souveraine et qu'elle fait ce qu'elle veut. » Tunis, rappelle-t-il, tente par ailleurs de se rapprocher de l'Iran, de la Chine et de la Russie. ■

## Au Liban, le système éducatif à l'épreuve de la guerre

Apolline Convain Beyrouth

Tandis que les écoles publiques accueillent les déplacés, les établissements privés - majoritairement chrétiens - ont pu accueillir leurs élèves.

Dans l'école Saint-Vincent-de-Paul, située dans le quartier Clemenceau, à Beyrouth, un groupe de femmes vêtues de noir est assis sur un banc, le regard dans le vide. De rares bouffées d'air frais agitent le linge qui, sur les fenêtres de l'établissement, sèche au soleil. Il y a là des couvertures, des tee-shirts encore tachés et des sous-vêtements. Une dizaine d'enfants jouent dans la cour de récréation tandis que la sonnerie retentit pour rien. Ces enfants n'ont pas fait leur rentrée scolaire début octobre. Près de 880 déplacés ont trouvé refuge dans les salles de classe après que leurs quartiers ont été lourdement bombardés par Israël. À la place des tables, les matelas jonchant le sol accueillent des corps fatigués par l'exil. Une femme aide son fils à se laver au lavabo des toilettes.

« Je suis arrivée de Dahiyé le 27 septembre et j'ai trouvé l'école ouverte, donc je me suis installée », raconte Mohammed, assis sur un banc de la cour de récréation, ses deux mains massives posées sur ses ge-

noux. On est très bien accueillis ici. » Chaque jour, une dizaine de membres du personnel de l'établissement aident les réfugiés... Tout en déplorant le report de la rentrée des classes.

### « Les logiques communautaires »

En raison de la guerre, cet établissement public ne peut pas accueillir ses propres élèves. Quelque 700 écoles publiques libanaises se sont transformées en centres d'hébergement d'urgence pour accueillir une partie du 1,2 million de Libanais qui ont dû fuir leur lieu d'habitation depuis le 23 septembre, selon les dernières estimations de l'agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Par conséquent, la rentrée scolaire a été reportée au début du mois de novembre. Pour les écoles privées, la situation est différente : le 14 octobre, le ministre de l'Éducation, Abbas Halabi, a autorisé celles situées en zones sûres à ouvrir leurs portes. Peu d'entre elles accueillent des déplacés. Cette rentrée des classes différenciée cristallise les ten-

sions entre les communautés réfugiées, principalement chiïtes, et les communautés chrétiennes.

« Il n'y a quasiment pas d'enfants chiïtes dans ces écoles privées. Qui a les moyens de payer 2000 dollars par an de frais scolaires ? », s'indigne Hassan Mourad, député sunnite et président de la commission parlementaire pour l'éducation. Le 26 septembre, cet élu de la Bekaa a dénoncé sur Facebook « les logiques communautaires » de certains acteurs au sujet de l'ouverture des écoles privées. Dans son visuel : le réseau des écoles chrétiennes. « Je n'aime pas parler en ces termes, mais c'est la réalité aujourd'hui. Je ne veux pas qu'il y ait deux Liban. Pourquoi les enfants musulmans verraient les enfants chrétiens apprendre et pas eux ? » S'indigne-t-il. Il déplore les pressions que le ministre de l'Éducation aurait subies de la part du directeur du comité des écoles privées, dirigé par le père Youssef Nasr.

L'intéressé nie ces accusations. Sur-tout, il refuse de parler de divisions : « Si quelqu'un n'est pas capable d'aller à l'éco-

le, il ne peut pas obliger les autres à ne pas aller non plus », estime celui qui est également secrétaire général des écoles catholiques du Liban. Il appelle à ce que les déplacés soient accueillis dans d'autres lieux que les écoles, même si aucune solution n'a pour l'instant été trouvée par l'État.

Les membres des organisations du secteur éducatif se déchirent au sujet de la marche à suivre dans ce contexte de guerre entre le Hezbollah et Israël. Pour les uns, cette guerre doit mobiliser l'ensemble de la population libanaise. Pour les autres, elle doit épargner ceux qui peuvent l'être, les enfants en particulier. « En réalité, ceux qui réclament la fermeture des écoles privées pendant encore un mois, c'est parce que ce n'est pas leur priorité. Leur priorité, c'est de soutenir la résistance », avance Youssef Nasr.

Dans le secrétariat de l'établissement Saint-Vincent-de-Paul, Élias (dont le prénom a été modifié), un membre du personnel, soupire : « Nous avons dû commencer les cours en ligne en raison de l'occupation de l'école. » Il estime que

20 à 30 élèves décrochent chaque jour, faute d'électricité et de réseau internet. « Nous avons demandé à tous les acteurs de ce pays, l'État, l'Église, des associations, de trouver une autre solution pour ces réfugiés, mais ça n'a rien changé », déplore-t-il.

En 2019, le secteur privé assurait plus de 70 % de la scolarisation des élèves libanais, un chiffre qui aurait augmenté depuis le début de la crise économique, selon le secrétariat général de l'enseignement catholique. Par ailleurs, un tiers des élèves inscrits dans les écoles chrétiennes sont issus d'autres communautés, selon la même source.

Depuis le 7 octobre, des dizaines d'écoles privées ont ouvert leurs portes à travers le pays. Le sort des écoles publiques, censées ouvrir dans deux semaines, reste suspendu à la guerre en cours entre Israël et le Hezbollah. Et si celle-ci ne s'arrête pas ? « Le sud du pays vivra comme j'ai vécu en 1982. Nous étions bombardés, et nous n'avons pas pu étudier », augure le député Hassan Mourad. ■



# NOS SOLUTIONS POUR VOTRE SANTÉ

 **Conseil**

 **Bien-être**

 **Expertise**

NOVEMBRE  
DÉCEMBRE  
2024  
JANVIER  
2025

**7,50 €**

**VOTRE NOUVEAU FIGARO SANTÉ MAGAZINE**  
EN VENTE ACTUELLEMENT  
dans tous les points de vente et sur [www.figarostore.fr](http://www.figarostore.fr)

Il sont une douzaine d'hommes, les épaules recouvertes du châle de prières. Certains portent les *téphillin*, les lanières de cuir rituelles enroulées autour du bras. C'est Yom Kippour à Derbent, la deuxième ville du Daguestan. Une vieille cité plusieurs fois millénaire sur les rives de la mer Caspienne de 136 000 habitants, jadis enserrée de murailles dont il reste les glorieux vestiges. C'est le jour du Pardon, de la confession des péchés et des prières de supplications, que l'on égrène telles des litanies, autour du rouleau de la Torah. Mais cette année ne ressemble pas aux précédentes. Cette fois, la fête la plus sacrée du judaïsme est célébrée à l'extérieur de la synagogue Kele-Numaz, dans une petite cour ensoleillée, surplombée par des murs noircis. Le 23 juin, l'édifice religieux a été attaqué par des assaillants qui l'ont incendié, tuant deux gardiens du sanctuaire. À quelques centaines de mètres de là, un autre commando a pénétré dans une église orthodoxe et assassiné l'archiprêtre Nikolai Kotelnikov et un policier en faction.

Au total, ce 23 juin, au Daguestan, république de 3 millions d'habitants où la population est musulmane à plus de 90 %, deux synagogues et deux églises orthodoxes ont été prises pour cible, à Derbent, mais aussi à Makhatchkala, la capitale régionale. Bilan : 22 morts, en majorité des policiers. Si les attaques n'ont pas été revendiquées, tous les soupçons s'orientent vers des éléments takfiristes (liés au salafisme). Malgré une répression sévère, des cellules radicales seraient actives dans cette région voisine de la Tchétchénie qui fut longtemps un bastion de la guérilla islamiste. D'autres menées antisémites ont eu lieu dans plusieurs régions du Caucase du Nord, à Nalchik, en Kabardino-Balkarie, à Tcherkesk, en Karatchaïevo-Tcherkessie, et à Kassaviourt, dans le nord du Daguestan.

Selon les autorités, l'un des cinq assaillants tués le 23 juin aurait également participé à l'émeute survenue quelques mois plus tôt, le 29 octobre 2023, à Makhatchkala : trois semaines après les massacres du 7 octobre en Israël, une foule hostile d'hommes scandant « Allah akbar ! » et arborant des drapeaux palestiniens a envahi le tarmac de l'aéroport, à la recherche de « passagers juifs » dans un avion en provenance de Tel-Aviv. Parmi les manifestants interpellés, une quinzaine écoperont de courte peine de prison, de trois à dix jours. Le rassemblement avait été apparemment suscité par des appels à la haine sur des réseaux sociaux débordant de fake news. Dans un climat exacerbé par la riposte israélienne au pogrom du Hamas, les anathèmes ont servi d'étincelles. Les autorités, pour leur part, ont immédiatement accusé l'Ukraine et ses alliés occidentaux. Même réflexe, quelques mois plus tard, s'agissant de l'attentat contre le Crocus City Hall (145 morts), le 22 mars 2024, à Moscou.

**« Les crapules qui ont attaqué notre synagogue n'étaient pas des habitants de Derbent. Ils venaient d'ailleurs. Les gens d'ici sont des gens bien »**

**Baroukh Ilichiev** Dirigeant de la communauté juive de Derbent

Les spécialistes du Daguestan invoquent toute une série de facteurs pour expliquer cette poussée de fièvre dans une région où le Hamas et le Jihad islamique bénéficient d'un large soutien populaire. Depuis le 7 octobre, des prières quotidiennes pour la Palestine sont organisées dans les mosquées du Daguestan et les organisations musulmanes russes collectent des fonds et de l'aide humanitaire pour Gaza. Des chaînes Telegram islamistes ont publié des listes de communautés juives de la région, les qualifiant de « centres de l'organisation terroriste Israël ». Les leaders d'opinion locaux soutiennent activement les habitants de Gaza et critiquent l'État hébreu. Ainsi, le Daguestanais Khabib Nurmagomedov, star adulée du MMA (les arts martiaux mixtes), publie régulièrement des messages de soutien aux Palestiniens. Tout ceci, relèvent les experts, sur un fond général d'islamisation, de désécularisation, de radicalisation de la jeunesse caucasienne et de tensions sociales dans cette région qui est l'une des plus pauvres de Russie. En 2022 et 2023, de nombreuses manifestations ont éclaté contre la mobilisation pour la guerre en Ukraine qui se sont soldées par des détentions massives. Au cours des premiers mois de l'invasion russe, c'est au Daguestan que l'on a enregistré le plus grand nombre de militaires tués.



La synagogue Kele-Numaz, à Derbent, a été presque entièrement détruite par le feu, à la suite des attaques du 23 juin.

## Au Daguestan, la mémoire à vif des derniers Juifs du Caucase

**Alain Barluet** Envoyé spécial à Derbent

Il y a un an, des émeutes antisémites éclataient dans cette république musulmane de Russie. Ce traumatisme hante encore les derniers « Juifs des montagnes ».

À Derbent, le cortège de violences des derniers mois rôde autour des fêtes de Kippour. Désertée, la grande salle de la synagogue a été dévastée par les flammes. Seuls les murs sont encore debout. L'édifice est toujours sous protection policière. En ce grand jour, le *minian*, le quorum de dix hommes adultes nécessaire pour la récitation des prières, est tout juste atteint. Le feu est éteint mais une peur sourde demeure. « Les crapules qui ont attaqué notre synagogue n'étaient pas des habitants de Derbent. Ils venaient d'ailleurs. Les gens d'ici sont des gens bien », assure Baroukh Ilichiev. Né en 1967, cet entrepreneur dirige la communauté juive de Derbent, où il n'y a plus de rabbin en permanence. Nommé en 2004, Ovadia Issakov, 51 ans, a été victime en 2013 devant chez lui, dans la ville, d'une tentative d'assassinat par balle attribuée à un militant islamiste. Transporté et soigné en Israël, il s'en est tiré par miracle puis s'est installé à Moscou. Il ne vient plus à Derbent qu'occasionnellement. « Nous parlons beaucoup des événements en Israël, et nous sommes inquiets. Tout le monde a des proches là-bas. Ce que nous voulons, c'est la paix et la stabilité. Surtout, que ce conflit ne vienne pas jusqu'ici. Dans ce cas, il faudrait partir. Mais qui souhaite tout quitter ? », dit Anna Davidovna, assise dans son petit bureau de rédactrice en chef de l'hebdomadaire *Vatan* (« la patrie »). Publié à la fois en russe et en jhuri, la langue traditionnelle des « Juifs des montagnes », le journal ne tire plus qu'à 500 exemplaires. « Le danger vient de certaines personnes, de radicaux, qui incitent à la violence sur internet », souligne-t-elle. « Il n'y a pas de danger », assure-t-elle, de la part des « nombreux musulmans de la ville, qui disent : lorsque les Juifs partent, nous perdons un morceau de pain ».

Les « Juifs des montagnes », comme on les appelle, ne sont plus qu'une poignée - « une goutte d'eau dans la mer », comme le glisse l'un d'eux. Il y a 1500 ans, ils ont été déplacés par l'empire perse des Sassanides jusqu'aux hautes vallées du Caucase, d'où leur surnom. Plus tard, au XIX<sup>e</sup> siècle, ils quittent leurs villages, régulièrement victimes de pogroms et de razzias, pour la plaine et les villes, en quête de protection des garnisons de l'Empire russe, qui a conquis le Caucase. À l'époque, la communauté compte 30 000 membres. Ils ne sont plus actuellement à Derbent que 500, 1500 au Daguestan, soit 300 à 400 familles - ils étaient 19 000 en 1979 -, et 10 000 environ dans l'ensemble du Caucase. « Sous l'Empire russe, nous avons reçu des droits.

Bien sûr, il y avait toujours des problèmes et des calomnies, mais moins. Les Juifs ont pu prospérer, même si ceux qui s'enrichissaient étaient parfois dénoncés et spoliés. Plus tard, sous le régime soviétique, beaucoup ont été traités de koulaks et privés de leurs biens », raconte David Mordekhaïev, le directeur adjoint du fonds de bienfaisance des « Juifs des montagnes ». Cette institution, le *Stmegi*, mène des projets culturels en faveur de la communauté et s'efforce de préserver le jhuri, le dialecte de moins en moins parlé et menacé à terme d'extinction.

L'exode remonte à la chute de l'URSS. Une période marquée par le chaos économique, l'instabilité et le banditisme. « À l'époque, je n'étais qu'un enfant, mais je me souviens que les Juifs riches pouvaient être dépossédés de leurs biens par la force », raconte Anna Davidovna, du journal *Vatan*. Ils sont partis principalement en Israël, où ils sont actuellement 70 000, aux États-Unis (environ 20 000), au Canada, en Autriche et en Allemagne (quelques milliers dans chacun de ces pays), Azerbaïdjan (quelques milliers). Et puis à Moscou (50 000 personnes), désormais leur principal centre en Russie. Au total, les « Juifs des montagnes » seraient dans le monde entre 120 000 et 150 000 personnes, selon David Mordekhaïev.

Daniil, 67 ans, a grandi et vécu rue Lénine, l'une des principales artères du centre-ville, qui file en pente douce vers la mer. Issu de la communauté des « Juifs des montagnes », il a été durant vingt ans maire adjoint de Derbent et connaît sa cité sur le bout des doigts. Ici, son ancienne école, où il côtoyait les enfants de toutes confessions. Là, des maisons

basses, avec leur portail ouvrant sur des cours ombragées où poussent les figuiers et les grenadiers. Une famille arménienne vivait jadis dans cette demeure, et dans cette autre des Juifs qui sont partis. Le calme d'une ville provinciale et méridionale. De temps en temps, Daniil croise quelques-uns de ceux qu'il appelle « les nôtres », souvent des personnes âgées, qu'il salue en jhuri.

**« Sous l'Empire russe, nous avons reçu des droits. Bien sûr, il y avait toujours des problèmes et des calomnies, mais moins. Les Juifs ont pu prospérer, même si ceux qui s'enrichissaient étaient parfois dénoncés et spoliés. Plus tard, sous le régime soviétique, beaucoup ont été traités de koulaks et privés de leurs biens »**

**David Mordekhaïev**

Directeur adjoint du fonds de bienfaisance des « Juifs des montagnes »

Tarlan, 40 ans, est, lui, musulman chiite d'origine azérie et jure ses grands dieux que Derbent est bien un « centre de tolérance » : « Mes copains de classe étaient juifs. Mes parents ont pleuré lorsque les familles juives sont parties dans les années 1990... » « Le problème, assure-t-il, c'est quand on essaie de nous diviser. Lorsqu'on secoue la boîte, les fourmis qui sont à l'intérieur commencent à s'entre-tuer », dit-il en accusant « les Wahhabites, ce cancer de l'islam »...

Plus bas, le long de cette même avenue Lénine, une tombe recouverte de fleurs : le prêtre orthodoxe tué en juin dernier a été enterré devant son église. Rue Mirza-Kazem-Bek (un célèbre orientaliste du XIX<sup>e</sup> siècle d'origine azérie), voie piétonnière prisée des touristes et bordée de restaurants à la mode, on croise des femmes revêtues du voile intégral. Le niqab a pourtant été interdit, début juillet, par le mufti du Daguestan, Akhmad Abdoulaïev - temporairement - « tant que le silence et le calme ne régneraient pas dans la région ». Une statue, grandeur nature, représente un pope orthodoxe, un imam et un juif, assis à la même table et buvant le thé. C'est l'image apaisée que Derbent veut donner d'elle-même. Une réputation de tolérance qui n'est d'ailleurs pas usurpée. « Dans l'ensemble, musulmans et juifs s'entendent bien », tient-on partout à faire savoir. On vante à l'envi une cohabitation façonnée par les siècles. C'est vrai que Derbent, la « porte de la Caspienne », a été traversée par toutes les invasions : Romains, Perses, Goths, Mongols, Avars, Russes... Et le Daguestan, véritable tour de Babel, est multinational comme aucune autre région russe : on y compte plus de trente groupes ethniques et une quarantaine de langues et dialectes. « L'État russe ne laissera jamais se développer des troubles sur des bases ethniques », veut croire David Mordekhaïev, l'un des responsables de la communauté des « Juifs des montagnes ».

La prudence reste néanmoins de mise. « Pour sa sécurité, mieux vaut être aveugle, sourd et muet », glisse Iossif, professeur à Derbent. C'est seulement la porte refermée, autour de la table familiale croulant de laksy khinkal (des pâtes bouillies servies avec du bouillon) et de tchudu (pains plats fourrés aux légumes, à la viande ou au fromage) que les langues se délient quelque peu. La corruption, l'antisémitisme « toujours présent », l'intranquillité de ne pas être suffisamment défendus, si besoin par l'État... « Je me souviens toujours de mon père levant son verre et disant : "Aujourd'hui, nous sommes ici, mais demain..." » , raconte Iossif, qui ne cache pas son soutien admiratif de l'action de Tsahal contre le Hamas et le Hezbollah. À la cinquantaine, il explique malgré tout ne pas souhaiter émigrer en Israël, comme tant de ses amis. Même conviction chez Baroukh Ilichiev, l'officier de Yom Kippour. La synagogue, promet-il, sera bientôt reconstruite, contre vents et marées. L'an prochain, à Derbent. ■

### Le Caucase russe



Les parois granitiques gris foncé de ce dédale souterrain ont 1,9 milliard d'années. À la lueur des spots orangés, elles sont surveillées en permanence par des milliers de capteurs. Deux personnes sont même employées à plein temps pour «frapper» la roche et s'assurer que l'environnement est sûr pour les travailleurs des profondeurs. C'est sur ce site d'Äspö Hard Rock Laboratory, à 450 mètres sous terre, que SKB, la société chargée de gérer les déchets radioactifs en Suède, teste depuis trente ans les conditions pour enfouir en couche géologique profonde les déchets les plus radioactifs du pays, pendant 100 000 ans.

Le projet fait écho en France à celui de Cigéo : à Bure, aux confins de la Meuse et de la Haute-Marne, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) prévoit d'enfouir 83 000 tonnes de déchets hautement radioactifs dans le sous-sol argileux. L'Andra a déposé la demande d'autorisation de création de Cigéo l'an dernier et le projet pourrait être validé dès 2027. La Suède a toutefois une bonne longueur d'avance : fin octobre, le tribunal de l'environnement a donné son feu vert au lancement des travaux en surface. SKB, détenue conjointement par les exploitants nucléaires du pays, attend désormais l'autorisation de l'autorité de sûreté nucléaire, d'ici dix-huit mois, avant de démarrer la construction du chantier souterrain.

La Suède s'est penchée sur la question de la gestion des déchets nucléaires dès la construction de ses premiers réacteurs, dans les années 1970. Mais l'enjeu a pris de l'ampleur avec l'arrivée au pouvoir il y a deux ans d'une coalition de droite qui veut donner un franc coup d'accélérateur à l'ambition nucléaire. Le pays de 10,5 millions d'habitants compte aujourd'hui 6 réacteurs en fonctionnement, représentant 30 % du mix électrique - l'hydraulique 40 %, l'éolien 20 %. Le gouvernement entend multiplier par deux la production d'électricité d'ici à 2045, notamment pour décarboner sa production de fer (la Suède produit à elle seule 90 % de tout le fer de l'Europe). Pour cela, il envisage l'installation de l'équivalent de 10 réacteurs supplémentaires.

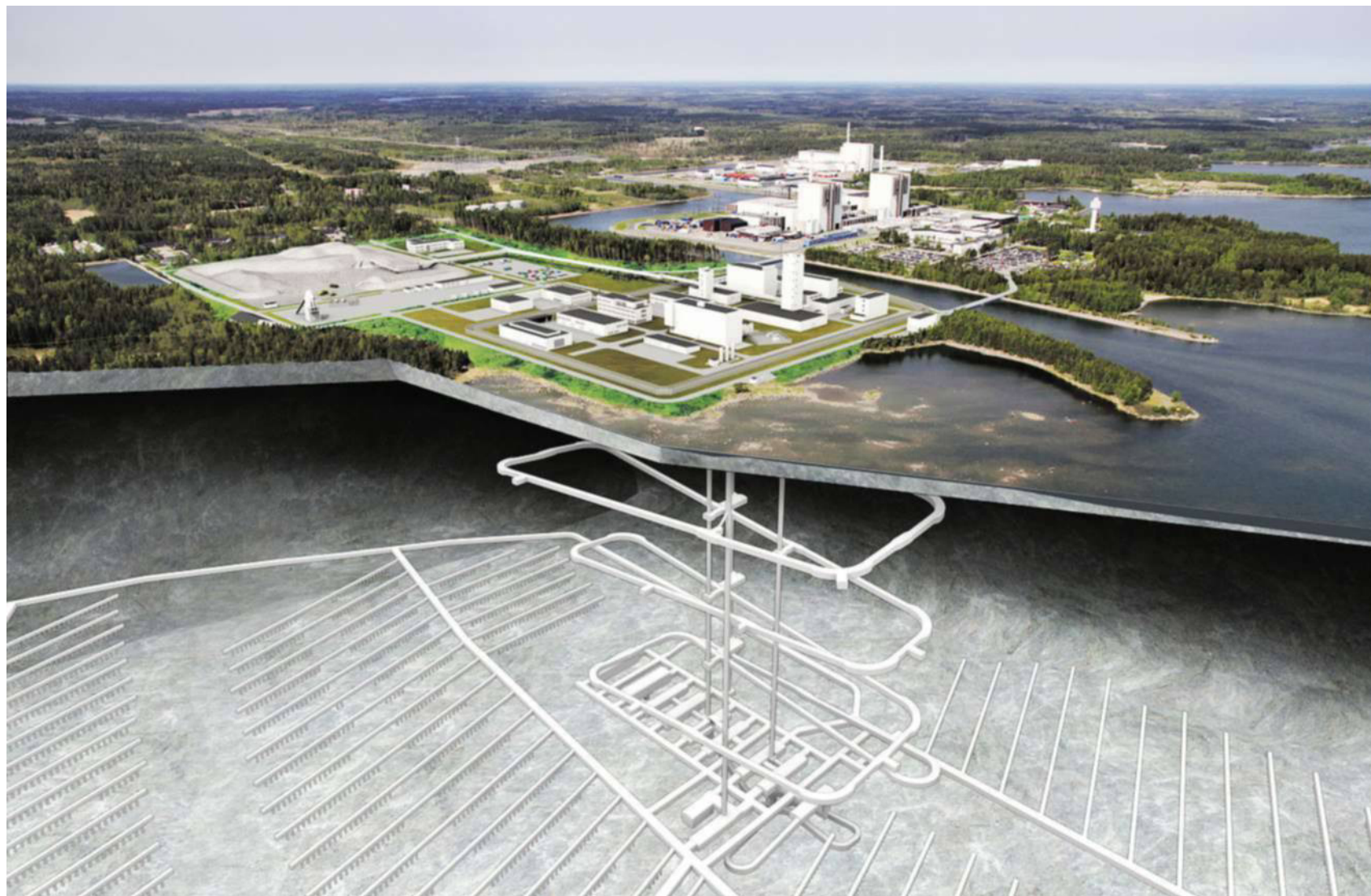
**« Il n'y a pas de solutions miracles : les déchets existent déjà et il est hors de question d'exporter le problème, donc soit on enfouit, soit on légue le problème aux générations futures »**

**Saida Laarouchi Engström** Experte en gestion des déchets nucléaires

Le projet d'enfouissement de SKB, d'un coût total estimé à environ 15 milliards d'euros, ne couvre pas les déchets nucléaires issus du futur programme nucléaire : il a pour objectif de stocker définitivement les 12 000 tonnes de déchets les plus radioactifs qu'ont déjà produits et produiront encore les réacteurs déjà construits. Et c'est déjà un défi, puisque contrairement à la France, la Suède ne retire pas ses combustibles usés pour réutiliser son uranium et son plutonium : elle doit donc trouver la solution la plus sûre possible pour ensevelir «à jamais» ces matières particulièrement dangereuses.

Le site retenu ne se trouve pas du côté du laboratoire souterrain d'Äspö (qui n'accueille d'ailleurs aucun déchet radioactif) mais bien plus au nord, à Forsmark, à 1 h 30 min de la capitale, Stockholm. La zone située en bord de mer Baltique accueille déjà une centrale nucléaire. Là, la roche granitique est semblable à celle d'Äspö «mais en mieux», assure Mathias Karlsson, responsable de l'information du public chez SKB.

Il y a plusieurs décennies, SKB avait réalisé un premier inventaire géologique à travers le pays à la recherche d'un site aux conditions optimales : un sous-sol sans minerai qui ne tenterait pas les générations futures, une couche de roche homogène peu fissurée, assez épaisse et profonde. « Dans une perspective de 100 000 ans, il est probable que le monde connaisse une nouvelle ère glaciaire et un kilomètre d'épaisseur de glace pourrait recouvrir la Suède. Il fallait donc trouver une couche située en dessous de la zone potentielle de pergélisol, à plus de 300 mètres », explique Saida Laarouchi Engström, experte en gestion des déchets nucléaires qui a travaillé sur le terrain pendant deux



Vue d'artiste du futur site souterrain de dépôt de combustibles nucléaires usagés, à Forsmark, en Suède. SKB/LASSE MODIN

## La Suède se prépare à enfouir ses déchets nucléaires pour 100 000 ans

Anne-Laure Frémont Envoyée spéciale à Oskarshamn

Après un feu vert du tribunal de l'environnement fin octobre, le pays s'apprête à enterrer définitivement les matières les plus radioactives à 500 mètres sous terre.



décennies, notamment pour SKB. Il fallait aussi un site avec une sismicité faible. Dans la région de Forsmark, sur un temps si long, le risque n'est bien évidemment pas nul, cependant aucune « trace incontestable de tremblements de terre puissants » n'a été décelée sur les derniers millions d'années, conclut un rapport Conseil national suédois pour les déchets nucléaires.

Avant de choisir Forsmark, SKB a donc prospecté un peu partout dans le pays, mais la démarche a vite suscité la défiance. Les municipalités ayant un droit de veto sur l'implantation du site (contrairement en France), l'agence s'est donc concentrée dans un deuxième temps sur celles proches des centrales nucléaires, plus faciles à évangéliser. Rencontres dans les mairies, les écoles, les hôpitaux et même les crèches : les défenseurs du projet disent avoir mené plus de 13 000 entretiens d'une heure dans la municipalité finalement retenue, afin d'expliquer leur démarche et écouter les inquiétudes liées au risque de contamination de l'eau et des terres agricoles, à l'impact sur la cueillette des champignons ou sur la chasse à l'élan... « Il a fallu dix ans pour faire évoluer les mentalités sur l'aspect éthique du projet. Il n'y a pas de solutions miracles : les déchets existent déjà et il est hors de question d'exporter le problème, donc soit on enfouit, soit on légue le problème aux générations futures », estime Saida Laarouchi Engström.

Au début des années 2000, deux municipalités restaient dans la course : Oskarshamn, où se situe le laboratoire souterrain d'Äspö, et Östhammar (où se trouve Forsmark). La seconde a fini par être choisie en 2009. Les deux communes se sont mises d'accord pour partager un « programme de valeur ajoutée » d'environ 170 millions d'euros : et ce n'est pas celle qui accueillera le site qui est le plus grassement dédommée, mais celle qui a « perdu » le contrat qui récupère 75 % de cette somme, en guise de compensation. Surprenant d'un point de vue français, quand on connaît les tensions autour du projet Cigéo de Bure.

« Dans le coin, le plus gros employeur, c'est le nucléaire : tout le monde connaît quelqu'un qui travaille ou qui a travaillé dans l'atome. Les locaux connaissent le sujet et étaient plus faciles à convaincre », reconnaît Fabian Sjöberg, le maire de la commune qui a « gagné », Östhammar (22 000 habitants). Il raconte que lors de la session municipale de veto, un seul parti sur huit a voté contre le projet, aujourd'hui soutenu par une écrasante majorité de ses administrés. Selon lui, « plus aucune ONG locale n'est antinucléaire ici ». Au niveau national, « même Greenpeace a laissé tomber, car c'est une cause perdue », admet pour sa part Johan Swahn, qui a travaillé pendant vingt ans pour l'ONG suédoise MKG, spécialisée dans les questions liées aux déchets nucléaires.

Sur le site de Forsmark, les travaux au sol vont donc bientôt pouvoir démarrer. Même si le projet est définitivement approuvé dans les mois à venir, il faudra néanmoins compter une bonne dizaine d'années avant le début du stockage des déchets.

Les combustibles usés seront d'abord entreposés dans des piscines de refroidissement pendant trente ans, le temps que leur température descende sous les 90 °C sans quoi l'enfouissement définitif serait trop risqué. Ils seront ensuite encapsulés dans des cylindres de cuivre d'un mètre de diamètre, 5 m de long et 5 cm d'épaisseur, puis transportés par bateau le long des côtes jusqu'au site de Forsmark et ses 4 km<sup>2</sup> de tunnels, à 500 m de profondeur.

Le projet souterrain repose sur « trois barrières de sécurité » : cuivre, argile et granit. Le fût en cuivre (un métal consi-

déré très résistant) sera entreposé à la verticale dans des cavités creusées dans les tunnels, assez larges pour faire circuler des camions robotisés. De l'argile bentonite sera ensuite injectée dans ces galeries : au contact de l'eau, elle gonflera et s'infiltrera théoriquement dans les fissures de la roche granitique : « Une fois saturée en eau, l'argile peut prendre 14 fois sa propre taille. Elle viendra ainsi étanchéifier les tunnels », indique Mathias Karlsson, de SKB, qui assure que « l'argile fera son office ».

Le pari peut sembler audacieux quand on voit à quel point l'eau ruisselle en permanence dans les tunnels du laboratoire d'Äspö. Car dans les projets d'enfouissement, l'eau est l'ennemi numéro un : il faut à tout prix éviter qu'elle ne s'infilte, corrode les conteneurs en cuivre et accélère leur dégradation. Des fuites après des centaines ou des milliers d'années pourraient faire remon-

**« On souhaite faire disparaître toute trace d'activité humaine et ne marquer le site d'aucun monument, car on ne sait pas comment les générations futures l'interpréteraient »**

**Mathias Karlsson** Responsable de l'information du public chez SKB

ter la radioactivité en surface et contaminer la zone, « avec le risque de créer un nouveau Fukushima, totalement inhabitable », prévient Johan Swahn. « On ne pourrait plus rien cultiver, plus boire l'eau ni manger le poisson... Ce ne serait pas une catastrophe à l'échelle du continent certes mais cela aurait un impact désastreux au niveau régional », estime le défenseur de l'environnement.

Le conteneur en cuivre a selon lui été au cœur d'une « controverse scientifique » : il y a des années, des chercheurs de l'école polytechnique de Stockholm (KTH) ont montré au terme d'une expérience de plus de vingt ans que ce fût avait déjà commencé à rouiller, risquant de s'ouvrir bien plus rapidement que prévu sous la pression de l'argile et de la roche. Les conteneurs sont pourtant censés résister pendant au moins

100 000 ans, le temps que le niveau de radiation des déchets atteigne le même niveau que celui de l'environnement naturel. « En 2018, le tribunal de l'environnement suédois avait émis des réserves et demandé de résoudre ce problème du cuivre », raconte Johan Swahn. Mais le gouvernement, conforté par les explications de SKB, a quand même approuvé le projet d'enfouissement en 2022. »

Chez SKB, on assure que des études ont été menées avec plus de 200 laboratoires et universités à travers le monde, pour parvenir à la conclusion que les conteneurs étaient une solution fiable. « Le débat ne s'est pas vraiment poursuivi après l'approbation du site de stockage. De nombreuses recherches ont été menées sur le sujet et la majorité des chercheurs ne partagent pas (ou ne sont pas en mesure de reproduire) les conclusions du groupe qui affirme que la corrosion du cuivre est très rapide », résume Sophie Grape, chercheuse en physique nucléaire à université d'Uppsala.

Si le débat, du côté de SKB comme du gouvernement, semble clos, reste une question cruciale sur laquelle planche la Suède, tout comme l'Andra en France : celle de la mémoire. Le site de Forsmark devra être scellé pour toujours. Comment s'assurer que les générations à venir ne l'oublient pas, ou si elles l'oublient, ne tombent pas dessus par accident dans plusieurs millénaires ? SKB a environ un siècle pour présenter une solution, mais l'enjeu est d'ores et déjà discuté au niveau international où l'on réfléchit par exemple à la création d'une banque commune de connaissances regroupant toute sorte d'informations. « À l'endroit même du stockage, une fois le site scellé, tous les bâtiments industriels seront démantelés et la zone rendue à la nature », indique Mathias Karlsson. On souhaite faire disparaître toute trace d'activité humaine et ne marquer le site d'aucun monument, car on ne sait pas comment les générations futures l'interpréteraient. »

Avant la Suède, un autre pays scandinave sera vraisemblablement le premier au monde à stocker définitivement ses déchets nucléaires en couche géologique profonde : la Finlande pourrait accueillir ses premiers colis radioactifs dès l'an prochain sur le site d'Onkalo... en suivant la méthode développée par ses voisins suédois. ■



01 56 52 27 27

carnetdujour@media.figaro.fr

## naissances

**M. Daniel BELLANGER et Mme,** née Isabelle Rayssiguier,

ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils

Raphaël

le 11 septembre 2024, à Paris, chez **Jean et Pauline LABORDE-LAGRAVE** 16, rue des Orchidées, 75013 Paris.

**M. Eric FREREJEAN et Mme,** née Marie-Caroline Taittinger,

**M. Rodolphe FREREJEAN et Mme,** née Maggie Sands,

ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils et fils

Raphaël

le 23 octobre 2024, frère de James et William.

Le docteur Jean-Marc Gelinet, Mme Marie Odile Lab, ses grands-parents,

**Frédéric et Camille HIRNER** ses parents, et Gustave, son frère,

ont la joie de vous faire part de la naissance de

Marceau

à Dubai, le 4 mars 2024.

**Mme Jean-François HOSCHET-VERDIER** née Dorothee Carous, en union avec son époux (†),

a la grande joie d'annoncer la naissance de

James

le 10 février 2021,

Éléa

le 10 octobre 2024,

à New York, chez **Valentine et Lance VARGA**

**Le baron Aymeric de SUBIELLE et la baronne,** née Sixtine de La Rochebrochard,

ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils

Archibald

le 31 août 2024, à Suresnes.

## anniversaires

Michel OLIVER

*C'est le moment de l'année où tu essayes désespérément de me faire croire que tu as un âge canonique !!! Quel chiffre cette année ?? 92 ? Tu veux 92 ? Ça te plaît 92 ? Et bien va pour 92 ? Joyeux anniversaire Michel. Je t'aime, Murielle.*

## communications

**L'Association des écrivains combattants (AEC)** association reconnue d'utilité publique, organise sa

93<sup>e</sup> après-midi du livre

avec la présence de 64 auteurs, le samedi 9 novembre 2024 de 15 heures à 18 h 30, dans les salons du Gouverneur militaire de Paris, en l'hôtel national des Invalides, entrée par l'esplanade des Invalides, Paris (7<sup>e</sup>).

## conférences

La prochaine Rencontre des Ternes

aura lieu le mercredi 13 novembre 2024, à 20 h 30, sur le thème,

La France du déclin au sursaut

avec Nicolas Baverez, historien, économiste et avocat.

Entrée libre. Église Saint-Ferdinand-des-Ternes, 23, rue d'Armaille, Paris (17<sup>e</sup>).

## hommages

**Amnesty International France** rend hommage aux personnes pour qui le respect des droits humains a toujours été essentiel.

*En décidant de poursuivre leur engagement par leurs legs ou contrats d'assurance-vie, elles contribuent à notre liberté de parole et d'action. Nous leur en sommes très reconnaissants.*

Amnesty International France, 76, boulevard de la Villette, 75940 Paris Cedex 19, téléphone : 01 53 38 66 24.

## L'Association Enfants du Mékong

souhaite rendre hommage aux bienfaiteurs qui l'ont soutenue par un legs. Par ce geste généreux, ils continuent de veiller sur les enfants défavorisés en Asie du Sud-Est en leur offrant l'accès à l'éducation et une vie meilleure.

5, rue de la Comète, 92600 Asnières-sur-Seine. Téléphone : 01 47 91 00 84. www.enfantsdumekong.com

## La Fondation-Hôpital Foch

souhaite faire part de sa profonde gratitude envers toutes celles et ceux qui l'ont soutenue par un legs, une donation ou une assurance-vie en 2024. Leur générosité contribue à améliorer chaque jour le quotidien des soignants et patients de l'Hôpital Foch. *Nous ne les oublierons jamais.*

Fondation-Hôpital Foch, pavillon Balsan, 40, rue Worth, 92150 Suresnes. Téléphone : 01 46 25 27 74.

## La Fondation pour la Recherche Médicale

rend hommage à ses généreux testateurs. En leur nom, et grâce à leurs legs et assurances-vie, la fondation a accompagné près de 400 projets de recherches en 2023 et fait ainsi avancer la recherche médicale pour sauver plus de vies.

Fondation pour la Recherche Médicale, 54, rue de Varenne, 75007 Paris.

## La Fondation Claude Pompidou

se souvient avec gratitude et reconnaissance de toutes celles et ceux qui lui ont fait confiance et permis grâce à leur legs de poursuivre ses missions.

Fondation Claude Pompidou, 42, rue du Louvre, 75001 Paris.

En ce jour de souvenir,

**Orphéopolis** orphelinat mutualiste de la Police nationale, placé sous le haut patronage de la présidence de la République,

s'associe aux Polices nationale et municipale dans la mémoire vivante de leurs agents qui ont péri dans l'année.

*Il invite chacune et chacun à avoir une pensée pour leurs orphelins, leurs conjoints, qu'il accompagne et soutient.*

*Il fait aussi mémoire de ses bienfaiteurs disparus, donateurs et testateurs, qui ont permis depuis 1921 un soutien quotidien à ces familles endeuillées.*

## deuils

Nantes.

En union avec Anne (†), son épouse,

Alix, Olivier, Thomas, Marie, Sylvain, ses enfants, Anne-Laure, Christophe, Mathieu, Vanessa, ses belles-filles et gendres,

Hugo, Clément, Arthur, Martin, Zoé, Inès, Titouan, Maxence, ses petits-enfants,

Gonzague (†), Olivier, Yvan (†), Bruno, Patrice, ses frères,

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

M. Éric de BROUCKER

le 26 octobre 2024.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale.

Éric, Isabelle et Olivier Bruzek, ses enfants, Vincent et Antonin Galtier, ses beaux-enfants, Coline, Léa, Hector, Marie-Alix, Agathe, Iris, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

**Maurice BRUZEK** journaliste, ancien président de la Fédération française de randonnée pédestre, colonel (r.c.) de l'armée de l'air, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 14 octobre 2024, à l'âge de 89 ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église Sainte-Cécile, à Boulogne-Billancourt, dans l'intimité familiale.

Mme Robert Michael Cumins, son épouse, Caroline Cumins, Christopher et Charlotte Cumins, Gregory et Béatrice Cumins, Nicholas et Béatrice Cumins, ses enfants et leurs conjoints, Diane, Juliette et son fiancé Eric, Jeanne, Hélène, Emma, Ingrid, Matthieu, Anne-Sophie, Benoît, Alice, Laure, James, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Robert Michael CUMINS

survenu le 26 octobre 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 4 novembre 2024, à 14 h 30, en l'église du Val-de-Grâce, à Paris (5<sup>e</sup>).

Mme Patrick Dubois, née Anne-Marie Dehan, son épouse,

Mme Sophie Dubois-Weidmann, M. et Mme Édouard Dubois, M. Christophe Dubois, M. et Mme Laurent Dubois, ses enfants,

Bérengère et Stanislas Konopka, Jean-Édouard Dubois, Mathis Dubois, ses petits-enfants,

et toute la famille

ont la douleur de vous faire part du décès de

M. Patrick DUBOIS

le 29 octobre 2024, à l'âge de 88 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 7 novembre, à 14 h 30, en l'église de Fréjeville (Tarn), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière de Carbes (Tarn).

Cet avis tient lieu de faire-part.

176, boulevard Bineau, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Le docteur et Mme Louis-Dominique Etaix, Mme Marie-Anne Etaix-Parais, ses frères, belle-sœur et sœur, ses neveux et nièces

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-François ETAIX

docteur ès sciences,

survenu le 20 octobre 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 5 novembre 2024, à 15 heures, en l'église Saint-François-Xavier, Paris (7<sup>e</sup>).

Tours.

En union avec son époux, Alain Fonquernie (†), Catherine et Éric Leveillé, Caroline et Laurent Boisroux, Xavier et Aude (†) Fonquernie, ses enfants, Pauline, Martin, Pierre, François, Laure, Hélène et Alvin, Claire, ses petits-enfants, Nejma et Yuna, ses arrière-petites-filles, ainsi que toute sa famille

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Françoise FONQUERNIE

née Graffin,

survenu à l'âge de 91 ans. La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 8 novembre 2024, à 10 heures, en l'église Saint-Pierre-ville de Tours.

L'inhumation aura lieu dans la stricte intimité. Ni fleurs ni plaques.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Toury-sur-Jour (Nièvre).

Laurent et Martine Gozard, Hélène Gozard, Marielle Gozard, Isabelle et Jean-Marc Rouget, ses enfants,

Félix et Ombeline Bonduelle, Pierre-Baudoin et Philippine Commins, Benoît Gozard, Céleste Rouget, ses petits-enfants,

Brune, Diane, Paul, ses arrière-petits-enfants,

font part du rappel à Dieu de

Mme Lucien GOZARD

née Simone Baudelot,

le 29 octobre 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 4 novembre, à 14 h 30, en l'église de Chantenay-Saint-Imbert (Nièvre).

Clotilde Bercovici, sa fille, Clémentine Castro, sa petite-fille,

ont le profond chagrin de faire part du décès de

Mme Odile GRAFFIN

née Ribout,

survenu le 26 octobre 2024, à l'âge de 79 ans, à Reims.

Dijon.

Mme Denys Harmel, née Christine Flamant, son épouse,

Rodolphe, Stéphanie, Alexis, Delphine, Marine, ses enfants, et leurs conjoints, ses 22 petits-enfants et leurs conjoints, ses 5 arrière-petits-enfants

vous font part de l'entrée dans la vie éternelle de

M. Denys HARMEL

le 27 octobre 2024, à l'âge de 84 ans.

La messe d'À-Dieu sera célébrée en l'église Saint-Michel de Dijon, le lundi 4 novembre, à 14 heures.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale, au cimetière de Dijon.

Olivier Houalla, son fils, Nadimé Hastrate, sa fille, Marie-Hélène, sa belle-fille, Emmanuel et Raphaël, ses petits-fils,

ont la tristesse de faire part du décès de

Alex HOUALLA

survenu le 30 octobre 2024, à l'âge de 99 ans.

Les obsèques auront lieu au cimetière parisien de Pantin, le lundi 4 novembre, à 11 heures.

Il a rejoint Huguette dans la paix.

Elsa et Adrien Leveillé-Nizerolle, ses enfants, Gabrielle Bilger, sa compagne, Axelle, Maxime et Quentin, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Patrice LEVEILLÉ-NIZEROLLE

survenu le 25 octobre 2024, à l'âge de 84 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Étienne-du-Mont, Paris (5<sup>e</sup>), le mardi 5 novembre, à 10 heures, suivie de l'inhumation, à 15 h 30, au cimetière de Courcival (Sarthe).

Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine).

Nicolle Mathieu, sa belle-sœur, Bertrand et Xavier, ses neveux, leurs enfants et petits-enfants, Henri Boivin, son cousin germain, et sa famille

ont la douleur de faire part du décès de

Jeannie MATHIEU

née Boivin, veuve de **Maurice Mathieu**

survenu le 29 octobre 2024, à l'âge de 92 ans, à Neuilly-sur-Seine.

75 bis, rue des Acquevilles, 92150 Suresnes.

Paris. Genève. Annemasse.

Jean-Luc et Sylvie (†) Mondanel, Christine Mondanel et Alain Pasquier, Edith et Corrado di Giulio, Denis et Nuch Mondanel, ses enfants, ses 9 petits-enfants, son arrière-petit-fils

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Mme Jacques MONDANEL

née Marie-Antoinette Vasseur,

le 24 octobre 2024, dans sa 94<sup>e</sup> année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 31 octobre, en l'église Saint-Géry de Valenciennes, dans l'intimité familiale, suivie de l'inhumation au cimetière Saint-Roch.

Mme Monnory, née Butsch, son épouse, Jean-François Monnory, Xavier Monnory, Bénédicte Monnory, ses enfants, M. Paul Monnory, son frère,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Pierre MONNORY

survenu le 27 octobre 2024, dans sa 95<sup>e</sup> année, à Versailles.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-Beauregard, à La Celle-Saint-Cloud, le mercredi 6 novembre 2024, à 10 h 30.

3, allée Mocquard, 78170 La Celle-Saint-Cloud.

Mme Elizabeth Moutet, son épouse, Florence et Sabrina, ses filles, et toute la famille

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

M. Gilles MOUTET

X 63, fondateur de eGOV-Solutions,

survenu le 27 octobre 2024, à l'âge de quatre-vingts ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 7 novembre, à 14 h 30, en l'église du Saint-Esprit, à Paris (12<sup>e</sup>), suivie de l'inhumation dans la stricte intimité familiale, au cimetière de Callian (Var).

Isabelle Prêtre-Krug et Alexandre Prêtre

vous font part du départ pour le Ciel de leur mère et grand-mère,

Gina PRÊTRE

le 16 septembre 2024.

La messe d'enciellement a eu lieu en l'église de Navès (Tarn), le vendredi 20 septembre.

Accompagnée jusqu'au bout par leur amour, **Gina** a retrouvé ses adorés mari, fils et parents, Georges Prêtre, Jean-Reynald Prêtre, Jean et Lina Marny. Nul n'oubliera son sourire.

Ils rendent grâce à Dieu car elle est passée de leur amour à l'Amour.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Hervé Chenet (†), Mme Olivier Poussard en union avec son époux Olivier (†), M. et Mme Didier Chenet, M. et Mme Henry Lemaignan, M. Yves Mergier en union avec son épouse Brigitte (†), née Chenet, M. et Mme Pierre Chenet, M. et Mme Yves Chenet, Mme Anne Marnet-Chenet, M. et Mme Yann Chenet, ses neveux et nièces,

ses petits-neveux et petites-nièces,

la famille Le Goff

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

Mme Pierre ROBERT

née Françoise Chenet,

veuve de **M. Pierre Robert**

le 28 octobre 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 5 novembre, à 10 h 30, en l'église Sainte-Cécile, 44, rue de l'Est, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine).

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, Paris (14<sup>e</sup>), dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Yvette Rolf, son épouse, et l'ensemble de sa famille ont la tristesse de faire part du décès, le 27 octobre 2024, à l'âge de 91 ans, de

**Jacques ROLF** chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite.

Les obsèques auront lieu au début du mois de novembre. jackpot.ro@orange.fr

Bazac (Charente). Bordeaux.

Mme Philippe Roux, née Françoise Ferry-Fontnouvelle, M. et Mme Bernard Pascaud, leurs enfants et petits-enfants, Christine Roux, en religion mère Marie-Vincent, osb, Caroline Roux, M. et Mme Jean-François Marguet, leurs enfants et petits-enfants, le général et Mme Benoît Roux et leurs enfants, M. et Mme Vincent Roux et leurs enfants

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

M. Philippe ROUX

leur époux, père, beau-père, grand-père et arrière-grand-père,

munis des sacrements de l'Église, le 30 octobre 2024, dans sa 95<sup>e</sup> année et 70<sup>e</sup> année de mariage.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Martial de Chalais (Charente), ce samedi 2 novembre 2024, à 15 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Bazac.

Jacques Valat, son époux,

Aurélien Valat, Nathalie et Alexis Perakis-Valat, ses enfants,

Danaé, Timothée, Mélina, ses petits enfants,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Urania VALAT

née Toupyonnais,

survenu le 23 octobre 2024, dans sa 78<sup>e</sup> année.

Un hommage lui sera rendu le vendredi 8 novembre 2024, à 15 h 30, en la salle de la Coupole du crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris (20<sup>e</sup>).

Ni fleurs ni couronnes. Un don est possible pour l'Institut Curie : <https://aider.curie.fr>

Françoise Daut-Vallier, son épouse,

Pascale, sa fille, Frédéric, son fils, et leurs conjoints, Jean-Pierre Lott, Georges Prêtre, Anne-Marie Orsini,

Manon, César, Savannah, Mallys, Simon, ses petits-enfants,

ont la douleur de vous faire part du décès de

Jean VALLIER

survenu le 27 octobre 2024, à l'âge de 87 ans.

La célébration religieuse aura lieu le mardi 5 novembre, à 14 h 15, en l'église Saint-Clodoald, place de l'Église, à Saint-Cloud.

L'inhumation se tiendra dans l'intimité, le jeudi 7 novembre, à 11 heures, au cimetière de Saint-Magne-de-Castillon en Gironde.

Thierry et Béatrice Pagezy, son beau-frère et sa sœur, Thibaut de Vaublanc, Étienne de Vaublanc, ses frères, ses neveux et petits-neveux

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Guillaume de VAUBLANC

le mercredi 30 octobre 2024, à l'âge de 55 ans, muni des sacrements de l'Église.



L'une des salles de l'exposition «Tarsila do Amaral. Peindre le Brésil moderne», au Musée du Luxembourg à Paris.

RICCARDO MILANI / HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT

# Entre Tarsila do Amaral et Blaise Cendrars, un jeu de cultures fécond



PAR  
Sébastien Lapaque

Le 6 février 1924, lorsque Blaise Cendrars a débarqué au port de Santos après deux semaines de traversée à bord du paquebot *Formose* et une courte escale à Rio de Janeiro, il a cru qu'il ne retrouverait jamais les artistes brésiliens qui l'attendaient à São Paulo, 70 km plus au nord. À l'immigration, un fonctionnaire lui a fait des misères à cause de sa main coupée. Quel emploi espérait un voyageur privé de la moitié de sa force de travail dans un pays dont l'agriculture réclamait des forçats, non pas des poètes ? Dans les milieux d'avant-garde, l'incident a fait sourire. En première page de la *Revista do Brasil*, Mario de Andrade, chef de file du mouvement moderniste brésilien depuis la Semaine d'art moderne de février 1922, l'a considéré comme un événement exemplaire.

« Le geste de la police me remplit d'un sincère orgueil. Que viennent donc faire chez nous les mutilés ? Le Brésil n'a pas besoin de mutilés, il a besoin de bras. Le Brésil n'a pas besoin de souvenirs pénibles, mais de certitudes joyales. Lors d'un débarquement de vapeur, la police ne pouvait peser les richesses spirituelles que M. Blaise Cendrars nous apportait. Elle lui a interdit d'entrer. Elle a très bien fait. Après renseignement, elle l'a laissé passer. Elle a bien fait, encore une fois. Telle doit être notre manière habituelle de procéder. Nous n'avons rien à apprendre de M. Henri de Régner, poète de France. Nous avons beaucoup à apprendre de M. Blaise Cendrars, poète du monde. »

Les modernistes brésiliens, que le barde amputé au combat avait rencontrés à Paris en mai 1923, dans l'atelier de Tarsila do Amaral, rue Hégésippe-Moreau, à Montmartre, ne voulaient plus qu'on leur raconte que la France résumait le monde. Que ce soit en politique ou en dans les beaux-arts. Des musiciens, comme Heitor Villa-Lobos, des peintres, comme Emiliano di Cavalcanti, des poètes, comme Sérgio Milliet, tous ont juré de se débarrasser de leur servitude à l'égard des maîtres européens, portugais et français d'abord, pour inventer une tradition artistique inédite, dans la conscience des richesses de leur pays.

Aux côtés de Fernand Léger, de Robert Delaunay, de Guillaume Apollinaire, de Jules Supervielle, d'Erik Satie et de Darius Milhaud, les artistes brésiliens, riches, cultivés et cosmopolites pour la plupart d'entre eux, avaient beaucoup appris à Paris. Mais ils ne voulaient plus être pris pour des touristes étonnés de plaisirs, tel le rastaquouère de *La Vie parisienne* d'Offenbach chantant « Je suis brésilien et j'ai de l'or ». Dans les années 1922-1923, à Paris et « Saint-Paul », l'heure a sonné parmi eux d'une création authentiquement indigène. Quelques années plus tard, l'agitateur culturel Mario de Andra-

La peintre brésilienne a droit à une magnifique rétrospective au Musée du Luxembourg. L'occasion de revenir sur la relation qu'entretenaient l'écrivain français et le milieu de l'art brésilien.

de, la peintre Tarsila do Amaral et son mari, l'écrivain Oswald de Andrade (sans lien de parenté avec Mario), se sont déclarés anthropophages. À la manière des guerriers Tupi-Guarani qui faisaient rôtir les vieux voyageurs avant de les dévorer, ils voulaient digérer et déglutir les traditions venues d'Europe - afin d'être capables de bannir les œuvres d'importation et de proposer des produits d'exportation. Dans son *Manifeste anthropophage* publié en 1928, illustré par le tableau *Abaporu* de Tarsila, Oswald de Andrade a résumé cette ambition dans un aphorisme : « *Tupi or not tupi, that is the question.* »

« Poète du monde », Blaise Cendrars a accepté de se laisser dévorer et même d'aider ses amis à remonter aux sources vives de leur culture. En 1924, c'est en plein carnaval qu'il a débarqué au Brésil, observant la fièvre et les couleurs de Rio depuis la fenêtre de la chambre 101 du Copacabana Palace. Au bar de l'hôtel, Tarsila do Amaral et Oswald de Andrade avaient mis à la mode un cocktail à base de citron vert, de sucre blanc et de cachaça - et lui avaient même trouvé un nom, inspiré par le titre d'un tableau de Tarsila qui, depuis la fin de l'année 1923 et son retour de Paris, avait imposé sa manière : *A Caipirinha*. En portugais du Brésil, le mot *caipira* désigne le paysan de l'intérieur de l'État de São Paulo, mais aussi le malandrin des faubourgs de Rio auquel on prête l'invention du coup de nombril des sambas et de l'art de l'esquive sur les terrains de football. Affublé d'un suffixe, le petit *caipira* se nomme avec tendresse : *caipirinha*.

C'est cette incarnation emblématique de l'homme cordial brésilien, sensible à la puissance des émotions et affichant ses affects que célèbre le tableau *A Caipirinha*, que l'on peut admirer jusqu'au 2 février 2025 au Musée du Luxembourg\* dans le cadre de l'exposition « Tarsila do Amaral. Peindre le Brésil moderne ». Si les parfaits lecteurs de Blaise

Cendrars connaissent le nom de cette artiste qui a illustré *Feuilles de route I. Formose*, le livre dans lequel le poète laisse éclater son émerveillement face aux merveilles géométriques et folkloriques, naturelles et industrielles du Brésil, la découverte de l'œuvre de Tarsila provoquera un plaisir inédit chez la plupart des visiteurs. Formée à Paris à l'apogée du dadaïsme, passée par l'atelier de Fernand Léger en octobre 1923 sur les conseils de Blaise Cendrars, entrée dans l'intimité de Braque et Picasso, cette femme née dans une grande famille de barons du café de São Paulo est celle qui a le plus complètement réalisé le programme de l'Anthropophage : « *Le fait de dévorer l'ennemi vaincu pour que ses vertus passent en nous. Une communion. Nous absorbons le "Tabou" pour le transformer en "Totem" : l'ennemi sacré se transforme en "ami".* »

Vingt ans avant que l'architecte brésilien Oscar Niemeyer ne fasse onduler les lignes droites de Le Corbusier pour substituer un chant nouveau, lyrique et érotique, au style rigide du Français, la plus grande peintre sud-américaine de sa date a cannibalisé les angles droits d'Albert Gleizes pour imposer une géographie picturale à part.

Les tableaux de Tarsila accrochés au Luxembourg pendant quatre mois montrent à la fois São Paulo, ville cubiste, Rio de Janeiro et son carnaval, le Minas Gerais et ses arbres fabuleux. C'est partout le combat entre l'homme et la nature rendu à l'aide de couleurs vibrantes, d'arrondis généreux et de formes pleines. Le meilleur d'une œuvre, à l'exception de *Abaporu* (1928), le tableau emblématique acheté par un collectionneur argentin et aujourd'hui conservé à Buenos Aires. Dans *Palmei-*

**C'est partout le combat entre l'homme et la nature rendu à l'aide de couleurs vibrantes, d'arrondis généreux et de formes pleines**

*ras* (1925), *Estrada de ferro central do Brasil* (1924), *A Feira* (1924), *Moro da Favela* (1924), la végétation tarsilienne impose sans cesse sa loi. Elle surgit entre les maisons aux murs bleus, roses, blancs, et bouleverse l'espace en montant vers le ciel. Dans *São Paulo* (1924), les lignes sont droites et parallèles. La métropole semble au garde-à-vous. Mais dès que l'artiste s'éloigne de la grande ville et retrouve les paysages de son enfance passée à Capivari, dans l'intérieur de l'État de São Paulo, peindre redevient un acte magique.

Pour définir son art, Tarsila n'a pas évoqué par hasard un « *cubisme mystique* ». De sa phase *Pau-Brasil* (1924-1928) à sa phase anthropogique (1928-1929), celui-ci s'est épanoui en donnant au paysage brésilien des formes inédites, sans oublier les animaux et les êtres humains, esclaves affranchis quarante ans auparavant, femmes noires aux formes étranges et enfants « *caboclos* », nés d'un

sang européen et indien à la fois, tous témoins d'un métissage heureux entre les cultures autochtones, portugaise et africaine, qui a émerveillé Stefan Zweig au moment de sa découverte du Brésil en 1936.

À cette époque, Tarsila était passée à autre chose. À l'école du muralisme mexicain, cette latifundière ruinée par la crise de 1929 s'est mise à rêver d'un art du peuple, témoignant de son travail, de sa souffrance et de ses luttes, avec une insistance nouvelle sur la condition féminine (*Costureiras*, 1950) et la ségrégation raciale (*Trabalhadoras*, 1938).

Dans les années d'après-guerre, la peintre est revenue à la stylisation géométrique des maisons et des routes et à la mélancolie des petites villes de sa période *Pau-Brasil*, en employant des couleurs plus douces, des tons pastel rose, bleu, jaune. Après 1932, elle n'a plus jamais revu Paris, où ses expositions avaient connu un grand succès, en 1926 et 1928 à la Galerie Percier, rue La Boétie, et, en 1931, au Salon des surindépendants, boulevard Raspail, en compagnie de peintres constructivistes russes qui ont notamment inspiré sa lumière nouvelle et son intérêt pour la question sociale.

Mais elle est revenue en rêve sur les bords de la Seine. Elle avait placé la tour Eiffel au cœur de *Carnaval em Madureira* (1924), l'une de ses plus belles toiles, prêtée au Musée du Luxembourg par la Pinacothèque de l'État de São Paulo, dont Tarsila do Amaral a brièvement été la conservatrice, en 1930, quelques mois avant le coup d'État de Getúlio Vargas. Madureira... Du nom d'un quartier populaire de la *zona norte* de Rio, dont Nino Ferrer a fait une rue (qui n'existe pas) dans l'une de ses plus fameuses chansons. Hommage à l'aviateur Alberto Santos-Dumont, qui a doublé la tour Eiffel avec son dirigeable n° 6 en 1901, *Carnaval em Madureira* est le témoin vibrant d'une inspiration authentiquement franco-brésilienne. En 1923, déjà, Blaise avait offert à Tarsila une huile sur carton intitulée *Tour Eiffel*, peinte en 1913. « *Calligrammée* » par Apollinaire, saisie en contre-plongée par Delaunay, la « *bergère de fer* » demeurait de part et d'autre de l'Atlantique l'emblème le plus éclatant de la modernité mécanique et marchande, le signe d'une confiance sans fin dans le progrès, dans l'avenir et dans la possibilité, pour tous les pays, pour tous les peuples, de se rencontrer. « *A torre Eiffel noturna e sideral* », écrit Oswald de Andrade dans son poème *Morro Azul*... La tour Eiffel nocturne et sidérale... Transportée au cœur de Rio par le pinceau de Tarsila, peinte dans un paysage tropical plein de nègres joueurs, Babel s'est humanisée, brésilianisée, par le moyen d'une palette de couleurs variées. Elle n'est plus si parisienne. Comme les poèmes de Cendrars, elle est du monde entier. « *Mãe Eiffel, mãe do céu* » (mère Eiffel, mère du ciel) : la sainte patronne d'un fécond jeu de cultures croisées entre la France et le Brésil. ■

\*L'exposition «Tarsila do Amaral. Peindre le Brésil moderne» se tient au Musée du Luxembourg jusqu'au 2 février.

# Patrick J. Deneen : « Une défaite de Kamala Harris face à l'ancien président Trump est de plus en plus probable »

PROPOS RECUEILLIS PAR  
**Ronan Planchon**

LE FIGARO. - Donald Trump a été largement sous-estimé dans les sondages en 2016 et 2020. Il est aujourd'hui au coude-à-coude avec Kamala Harris, selon les sondages. Qu'est-ce qui a changé ? Patrick J. DENEEN. - Kamala Harris a bénéficié d'un engouement initial en tant que symbole de renouveau pour le Parti démocrate, avec un soutien enthousiaste de la part des médias grand public, des célébrités et des élites politiques. Cependant, cet enthousiasme n'a pas durablement affecté les sondages pour trois raisons principales. Premièrement, Harris avait déjà démontré ses limites en tant que candidate lors des primaires de 2020, où ses résultats étaient si médiocres qu'elle s'est retirée de la course avant même le premier vote en Iowa, sans obtenir un seul délégué. Sa seule expérience de campagne nationale où elle figurait en tête de liste s'est soldée par un échec notable. Rien dans la campagne actuelle ne laisse supposer qu'elle ait acquis de nouvelles qualités de candidate. Deuxièmement, durant les primaires de 2020, Harris a tenté de se positionner aussi à gauche que Bernie Sanders, un choix qui lui valait le soutien d'une partie de la base démocrate et auquel elle espérait devoir son investiture. Cependant, ces positions étaient impopulaires auprès d'un électoral plus large. Troisièmement, l'électorat est profondément pessimiste quant à l'état de la nation face aux tensions dues à l'inflation élevée et à la précarité économique. Les deux principaux sujets qui mobilisent les électeurs sont la dégradation de l'économie et la perception d'une insécurité croissante due à l'immigration incontrôlée. Cela favorise Trump. L'ensemble de ces éléments rend désormais de plus en plus probable une défaite de Harris face à l'ancien président Trump, ou, au mieux, une victoire très serrée. Tous deux se présentent comme des candidats du « changement », mais cela s'avère plus complexe lorsqu'on est le titulaire du poste (comme Trump l'a constaté en 2020). L'élection sera disputée, mais Harris doit convaincre les électeurs modérés des États clés du Midwest, du Mid-Atlantic et du Sud-Ouest, or elle y enregistre des résultats faibles dans plusieurs États qu'elle doit impérativement remporter pour gagner.

En 2016, Donald Trump a gagné en incarnant l'opposition aux élites progressistes et en se positionnant comme le candidat anti-establishment. Ce discours est-il toujours audible dans l'électorat américain ? Trump n'a pas sensiblement dévié des principaux thèmes qui ont animé ses campagnes de 2016 et 2020. Il demeure fermement opposé à l'immigration sans restriction, défend la relance de la production manufacturière américaine et promet des sanctions commerciales telles que des tarifs douaniers contre les producteurs étrangers qui profitent indûment de l'ouverture des marchés américains. Par ailleurs, il semble fortement enclin à adopter une politique étrangère plus mesurée, ce qui le rend impopulaire auprès des « faucons » néoconservateurs opposés à Trump, tels que l'ancien vice-président Dick Cheney et William Kristol.

Un fait marquant est la reconnaissance par le Parti démocrate de l'attrait de certaines positions adoptées par Trump en 2016, dont plusieurs ont même été reprises. La vice-présidente Kamala Harris a promis de renforcer la frontière sud, et le président Biden a maintenu, voire étendu, de nombreux tarifs douaniers initialement imposés par Trump durant son mandat. Par ailleurs, Trump a assoupli sa position publique sur la question de l'avortement, reconnaissant que l'opinion publique penche davantage en faveur du droit de choisir que vers la position traditionnellement « pro-vie » du Parti républicain. Bien que cela puisse potentiellement réduire l'impact négatif auprès de certains électeurs après l'annulation de l'arrêt Roe vs Wade, il reste à voir si cette tentative de neutraliser la question affectera son soutien parmi les chrétiens conservateurs. Les principales divergences entre les partis aujourd'hui portent désormais sur la question des politiques identitaires et woke ainsi que sur le soutien continu des États-Unis à la guerre en Ukraine (et l'engagement américain vis-à-vis de l'Otan).

Donald Trump a choisi JD Vance comme vice-président. Un républicain nationaliste profondément ancré dans le monde élitiste du mouvement intellectuel conservateur

Assiste-t-on aux États-Unis à une nouvelle forme de populisme, un populisme 2.0, plus mature et tourné vers le monde des idées ?

Le choix de JD Vance est frappant et laisse penser que Donald Trump pense davantage à son héritage politique qu'au calcul habituel qui consiste à utiliser le candidat à la vice-présidence comme un moyen d'atteindre un « équilibre » au sein de la coalition. C'était le rôle joué par l'ancien vice-président Mike Pence. En revanche, Kamala Harris a sélectionné le gouverneur Tim Walz du Minnesota pour des raisons classiques de « rééquilibrage » : un homme blanc modéré, issu du Midwest, qui compense son identité, ses positions plus progressistes et son ancrage géographique sur la côte Ouest, très démocrate. Il est admis que Walz ne serait pas le successeur de Harris en cas de victoire, tandis que la sélection de Vance se révèle ambitieuse et tournée vers l'avenir, traduisant la volonté de Trump de laisser une empreinte durable, plutôt que de se livrer au marchandage électoral habituel. Vance incarne l'essor d'une nouvelle génération formée dans les milieux intellectuels de la « nouvelle droite ». Il représente le rejet de la « vieille droite », façonnée durant la guerre froide et consolidée avec l'élection de Ronald Reagan. Son conservatisme a émergé en dehors des canaux institutionnels habituels, souvent en opposition aux organes de la « droite officielle », comme les think-tanks traditionnels, les institutions académiques conservatrices et les médias hérités du mouvement conservateur. Il puise ses idées dans divers médias en ligne de la « droite alternative » et auprès d'intellectuels conservateurs en marge des réseaux établis, comme Yoram Hazony, Rod Dreher et Peter Thiel. Notamment, Vance rejette l'orthodoxie du libre marché et le militarisme

La rupture la plus marquante de la réforme conservatrice version « trumpiste » réside sans doute dans son rejet de l'idéologie de libre marché qui dominait le Parti républicain depuis plus d'un demi-siècle »

me issu de l'ère Reagan. Cela le rend aussi impopulaire dans les cercles conservateurs traditionnels qu'auprès de la gauche. Plus intéressant encore, il s'oppose au refus de l'intervention gouvernementale dans les politiques sociales, un pilier du conservatisme reaganien. Plutôt que de répéter des formules creuses sur les « valeurs familiales » sans offrir de soutien concret, Vance plaide pour une politique familiale forte, incluant des incitations au mariage et au soutien des familles avec enfants. Donald Trump avait intuitivement perçu en 2016 l'existence d'une base conservatrice favorable à ces positions, mais, une fois élu, il s'est révélé peu habile dans la gouvernance nécessaire pour concrétiser ces objectifs. Peu porté sur les détails de la politique publique et les exigences pratiques du gouvernement, Trump a cédé cet espace à Vance, qui, lui, montre une grande expertise en matière de politique et une réelle volonté de coopérer avec des sénateurs d'horizons différents, notamment la sénatrice progressiste Elizabeth Warren du Massachusetts, pour atteindre ses objectifs. Que le tandem Trump-Vance l'emporte ou non, le sénateur Vance semble destiné à hériter de l'élan politique de Trump dans quatre ans, consolidant ainsi la réorientation conservatrice aux États-Unis.

Est-ce également un signe de l'émergence d'une droite qui allie critique du capitalisme sauvage et défense de la dignité du travail ?

La rupture la plus marquante de la révolution conservatrice version « trumpiste » réside sans doute dans son rejet de l'idéologie de libre marché qui dominait le Parti républicain depuis plus d'un demi-siècle. Ce rejet se manifeste non seulement par une opposition à l'ouverture des frontières et à la mondialisation, mais, plus étonnamment encore, par une prise de position en faveur des travailleurs au détriment du « capital ». Cela vise en particulier les effets de la mondialisation et de la financiarisation de l'économie américaine, qui ont

souvent été néfastes pour les conditions de vie de la classe ouvrière. L'appui réciproque entre les travailleurs de base des syndicats du secteur privé et le Parti républicain - illustré par la place de choix réservée au président des Teamsters dans les discours de campagne - représente un renversement radical de l'orthodoxie du Parti républicain des cinquante dernières années, période durant laquelle les syndicats étaient perçus comme des adversaires.

Ce changement reflète en réalité une réorganisation politique profonde et spectaculaire aux États-Unis. Pendant la majeure partie de l'histoire américaine, le Parti républicain a été celui des classes aisées et des milieux d'affaires, tandis que le Parti démocrate représentait la classe ouvrière. Toutefois, à partir des années 1960, des évolutions marquantes dans la coalition démocrate ont progressivement fait de ce parti le porte-voix des zones urbaines et des nouvelles fortunes, issues notamment de l'économie technologique, ainsi que des individus très instruits, des étudiants et de divers groupes identitaires, incluant les Afro-Américains, les féministes, les LGBTQ, etc. De leur côté, les républicains se sont de plus en plus appuyés sur les électeurs de la classe ouvrière - un électoral qui avait massivement soutenu les victoires de Nixon, Reagan et des deux présidents Bush -, bien que leurs politiques économiques demeurent orientées vers les intérêts de leur base traditionnelle aisée, en particulier le milieu des affaires et le secteur financier. La panique provoquée par Trump, tant à gauche qu'à droite, est en réalité moins liée aux critiques concernant son caractère qu'à la menace qu'il représente pour l'équilibre des alliances politiques en place depuis les années 1960. Cette inquiétude a également gagné l'Europe, où la présidence de Trump suscite des préoccupations similaires. En effet, Trump a ouvert la voie, sans stratégie délibérée mais plutôt par intuition, à ce qui pourrait devenir le premier parti ouvrier postlibéral multiracial, en opposition à un parti représentant les classes professionnelles et managériales libérales. Cette possibilité, si l'on en croit l'augmentation du soutien de la classe ouvrière non blanche, pourrait se concrétiser dans le cadre de l'élection actuelle.

En 2016, la victoire de Donald Trump a parfois été interprétée comme la « revanche des gens ordinaires », d'une Amérique blanche et ouvrière souvent méprisée. En 2024, cette grille de lecture est-elle toujours pertinente ?

Donald Trump n'est pas le premier candidat à s'adresser à l'« homme oublié ». Ce que l'on désigne aujourd'hui comme la « classe ouvrière blanche », souvent perçue comme la bénéficiaire de « privilèges blancs », constitue en réalité un ensemble diversifié de citoyens aux origines ethniques, culturelles et religieuses variées. Historiquement, les membres de cette classe - comprenant notamment des groupes ethniques comme les Italiens et les Irlandais, qui n'étaient même pas considérés comme « blancs » au sens strict - formaient une sous-classe marginalisée en dehors de l'élite politique anglo-saxonne. Cette classe ouvrière, dont une grande partie est catholique, a longtemps soutenu le Parti démocrate au cours du XX<sup>e</sup> siècle. L'expression « homme oublié » avait d'ailleurs été popularisée en 1932 par Franklin Delano Roosevelt. Mais, dans les années 1960, cette « classe ouvrière blanche » est venue à voter pour les républicains, se sentant de plus en plus délaissée, voire méprisée, par la nouvelle coalition démocrate en mutation depuis 1968. En 1980, une grande partie de cette classe s'est vu attribuer une étiquette : les « démocrates de Reagan ». Pourtant, cette adhésion aux républicains est demeurée fragile, ces électeurs changeant souvent d'allégeance lors des élections présidentielles.

Néanmoins, au cours des cinquante dernières années, ce groupe n'a été convenablement représenté par aucun des deux partis, quel que soit le candidat qu'il soutenait. Bien que les républicains de l'ère Reagan aient profité des votes de la « classe ouvrière blanche », leurs politiques de libre marché et de mondialisation ont gravement affecté les perspectives économiques de ces électeurs. Insatisfaits, ces derniers ont oscillé entre les républicains et les démocrates pendant plusieurs décennies, votant tour à tour pour Reagan, les présidents Bush, Bill Clinton et Barack Obama. Chaque parti a finalement déçu cette base en raison de ses engagements libertaires distincts. Les républicains défendaient un libéralisme économique inflexible, tandis que les démocrates adoptaient une posture de plus en plus hostile aux valeurs sociales de la classe ouvrière - centrées sur la famille, la foi et la communauté - tout en se tournant eux aussi vers des politiques économiques globalisantes. Donald Trump est le premier candidat à rejeter à la fois le libéralisme économique et culturel qui imprégnait les deux partis. C'est pourquoi le terme « postlibéral » s'est popularisé pour qualifier les instincts de Trump, ainsi que les engagements plus élaborés de JD Vance. ■

\* Professeur de philosophie politique à l'université Notre Dame (Indiana), Patrick J. Deneen est connu pour ses travaux sur la critique du libéralisme et de ses conséquences sur la société contemporaine. Il a notamment publié « Pourquoi le libéralisme a échoué » (2019), traduit en français en 2020 et publié aux Éditions L'Artisan.

➤ Lire aussi PAGES 8 ET 9

## GRAND ENTRETIEN

À quelques jours de la 60<sup>e</sup> élection présidentielle américaine, tous les regards sont tournés vers la première puissance économique mondiale pour savoir qui, de Kamala Harris, vice-présidente démocrate, ou de l'ancien président Donald Trump, investi par le Parti républicain, sera élu le 5 novembre. À cette occasion, le professeur à l'université de Notre-Dame (Indiana)\*, auteur d'un ouvrage remarqué sur l'« échec » du libéralisme, analyse la transformation profonde du Parti républicain. Pour lui, Trump a ouvert la voie à ce qui pourrait devenir le premier parti ouvrier postlibéral et multiethnique.

1/3





## Retour au réel avec Pierre Lellouche



CHRONIQUE  
Mathieu Bock-Côté

Allons-y d'abord d'un constat brutal : depuis la fin de la guerre froide, la philosophie des relations internationales s'est confondue avec une entreprise spéculative stérile et mondaine. Elle s'est voulue au service de la construction d'un nouvel ordre global, substituant la « société civile » aux peuples et aux États, pour mettre en place une gouvernance globale, censée délivrer le monde de la violence, ou, du moins, parvenant à l'encadrer dans le droit international. L'aile droite de ce système, l'aile néo-conservatrice, si on veut, rêvait de son côté d'exporter la démocratie à travers le monde avec des bombardiers en s'appuyant sur la théorie du changement de régime. Le monde entier devait s'américaniser de force. On sait où elle nous a conduits. Mais tout ce système rêvait d'un monde homogénéisé.

Ce fantasme habermassien avait un grand défaut : nous couper du réel, qui n'avait pas cessé d'exister malgré nos efforts pour nous en détourner. Et c'est justement avec le réel que nous invite à renouer Pierre Lellouche dans son nouvel ouvrage, *Engrenages*, consacré à la guerre d'Ukraine et ses conséquences sur la recomposition du monde. Je ne crois pas aller trop loin en disant qu'il s'agit d'un livre exceptionnel, remarquable et, surtout, essentiel. Lellouche nous rappelle d'abord l'existence du « brouillard de la guerre ». La plus mauvaise manière de comprendre un conflit consiste à adhérer spontanément à la propagande des belligérants - ce qui implique même de garder une certaine distance avec celle de l'État qui a notre faveur. Il ajoute qu'il faut toujours s'intéresser à la singularité d'un conflit, à ses causes profondes, aux identités qui s'entrechoquent, aux mémoires qui se réveillent.

C'est avec ce souci de méthode qu'il aborde la

guerre d'Ukraine, en rappelant la complexité de cet État et son ancrage géopolitique à la frontière de deux mondes. Lellouche, comme tout esprit éclairé, condamne sans réserve l'agression russe de 2022, et ne lui cherche pas de circonstances atténuantes. Il ne s'interdit pas toutefois de l'expliquer, en cherchant à voir de quelle manière elle aurait pu être évitée. Pour cela, il cherche à comprendre la vision du monde propre aux différents acteurs du conflit. On pourrait dire qu'il s'intéresse à la psychologie des peuples, à leur inconscient collectif. Entre l'aspiration impériale démocratique des États-Unis, la psychologie obsidionale des Russes, qui rêvent de leur côté d'un empire continental défensif, le mondialisme désincarné des Européens et le « Sud global », qui profite de ce conflit pour rompre clairement avec l'ordre international de 1945, les éléments d'un engrenage global sont rassemblés.

L'ordre international de 1945, revenons-y, se décompose devant nous. Il devient polycentrique, mais nous peinons à le comprendre, tellement nous avons pris l'habitude de voir la planète comme un Occident en devenir, l'étranger n'étant qu'une image dupliquée de nous-mêmes. Notre universalisme fanatisé nous empêche de voir que les « autres » ne voient pas le monde comme « nous ». Plus encore, il nous empêche de prendre conscience de notre propre identité et de nos propres intérêts, comme en témoigne notre approche de la question migratoire. Les Occidentaux, du moins leurs élites, ne croient plus à la diversité des peuples, mais à l'interchangeabilité des populations, ce qui les amène à ouvrir leurs frontières en multipliant les filières migratoires, ce qui est une manière de pratiquer le suicide civilisationnel par consentement à la submersion démographique.

La grande force de Lellouche est de ne pas voir

dans l'ordre international un simple système, fait de processus, de règlements, mais des forces vivantes, des peuples, des civilisations, des réalités organiques, autrement dit, animées par des passions, des rancœurs, des désirs récurrents. Dès lors, la politique ne consiste pas à expliquer doctement aux uns et aux autres ce qu'est le bien et le mal, mais à éviter que les tensions inévitables ne dégénèrent et n'enclenchent un engrenage fatal. Un bon système international est un système de pare-feu empêchant un conflit local de se globaliser. On veut l'oublier, mais la guerre d'Ukraine porte en elle la possibilité d'un conflit généralisé, comme si le système d'alliance de 2024 faisait écho à celui de 1914, mais dans un environnement technologique pouvant conduire à la guerre nucléaire.

Pierre Lellouche nous offre avec *Engrenages* un des vrais ouvrages importants des dernières années, conjuguant réflexion internationale, analyse politique et expérience des affaires publiques. On y trouvera enfin une méditation sur le rôle de la France, l'invitant à se délivrer de toutes idéologies, structurelles, l'europhisme étant probablement la plus toxique, pour retrouver le rôle d'équilibre qui peut être le sien, conforme à sa vocation de gardienne de la diversité du monde. ■



■ **ENGRENAGES**  
LA GUERRE D'UKRAINE  
ET LE BASCULEMENT  
DU MONDE  
De Pierre Lellouche,  
Odile Jacob, 368 p., 23,90 €.

## Qui imagine le général de Gaulle inviter trois repris de justice lors d'une visite d'État ?



ANALYSE  
Albert Zennou

Emmanuel Macron a réussi la passe de trois. Sur plus de 130 membres de la délégation française invités par le président de la République pour sa visite d'État au Maroc, qui s'est achevée mercredi, le chef de l'État aura réussi à emmener trois condamnés par la justice française : François-Marie Banier (abus de faiblesse), M'jid El Guerrab (violences volontaires) et Yassine Belattar (menace de mort). Une présence - surtout pour le dernier - qui a fait polémique et a éclipsé une bonne partie de ce voyage important à plus d'un titre.

Il faut dire que le président est parvenu, encore une fois, à surprendre tout le monde en conviant un humoriste-influenceur soupçonné d'avoir des liens avec les Frères musulmans et dont les positions sur la laïcité sont sujettes à caution. Emmanuel Macron l'a intégré dans la liste d'invités en sachant tout cela. C'est même Yassine Belattar qui aurait conseillé au chef de l'État ne pas se rendre à la marche contre l'antisémitisme organisée à l'initiative de Gérard Larcher, le président du Sénat, et de Yaël Braun-Pivet, la présidente de l'Assemblée nationale juste après le pogrom perpétré par le Hamas en Israël le 7 octobre 2023. Mais pourquoi le chef de l'État l'a-t-il invité ? Le choix a, semble-t-il, été pris en toute connaissance de cause.

Inviter une personnalité publique à une visite officielle, c'est envoyer un message fort. Dans ce contexte, Emmanuel Macron a sans doute cherché à réaffirmer sa proximité avec les minorités et à envoyer un signal à une partie de la jeunesse française d'origine maghrébine. Mais, en invitant dans la délégation trois condamnés par la justice française, on est loin de la verticalité que le président élu en 2017 a tenté d'imposer sitôt après son élection. Voulant trancher avec François Hollande, accusé d'avoir dégradé la fonction présidentielle, il entendait, lui, restaurer une dignité perdue en se plaçant très au-dessus de tout le monde. Mais, pour plagier la célèbre formule de François Fillon : qui imagine le général de Gaulle inviter dans une visite d'État trois repris de justice ?

On le savait : le président jupitérien a disparu depuis longtemps. En termes d'image, cette séquence avec Belattar n'est pas à l'avantage du président. Dans la tradition française, le chef de l'État, garant des institutions, est aussi un modèle de responsabilité. Or,

comme il l'a fait à plusieurs reprises pendant ses sept années de pouvoir, Emmanuel Macron cherche à dépasser les limites et à casser les codes. Mais il ne le fait pas toujours à bon escient. Il montre certaines limites quand il cherche à se présenter comme un président moderne attaché à la défense d'une posture présidentielle tout en voulant s'en extraire. Une sorte de « en même temps » positionnel. Or, depuis Ernst Kantorowicz et sa description des « deux corps du roi », on sait qu'un dirigeant a un corps terrestre et mortel et un autre, politique, qui, lui, est immortel. Un président s'appartient tandis qu'une autre partie lui échappe et va bien au-dessus de sa propre personne. Macron, qui maîtrise parfaitement la pensée de Kantorowicz, semble pourtant très souvent l'oublier. Il expose la présidence à des critiques sévères sur son manque patent de discernement ou même de mépris pour la fonction. Car la question se pose depuis 2017, pourquoi choisit-il de convier ou de se lier à des personnalités aussi clivantes, au risque de dévaloriser son action et/ou son image ? Est-ce un choix politique dicté par une volonté de s'adresser à un public particulier ou une simple opération de communication ? Dans les deux cas, l'objectif n'est clairement pas atteint.

Le choix ne cesse d'interroger. Le problème n'est au fond pas tant l'invité que l'inviteur. Yassine Belattar est connu, le chef de l'État n'a pas été pris par surprise. Dans cette histoire, le problème, c'est Macron. Que Belattar, franco-marocain, se rende au Maroc, le pays de ses parents, est évidemment gratifiant pour lui. Mais en est-il de même pour Macron ? Ce qui étonne, c'est que le président lui ait demandé de l'accompagner. Une telle légèreté mêlée d'une bonne dose de provocation interroge véritablement sur le devenir de la présidence Macron. Cette invitation est un signe supplémentaire de la déconnexion entre le président et les Français. Tous ont compris qu'elle était le fait d'un prince qui ne se soucie qu'assez peu de leurs sentiments. Car, malgré toutes les polémiques suscitées par les paroles et les positions de Belattar, Emmanuel Macron n'a jamais véritablement coupé les ponts avec lui, au point demander à ses conseillers de le recevoir pour avoir son avis sur une éventuelle participation du président à la marche contre l'antisémitisme après le 7 Octobre. Condamné pour menace de mort à 4 mois de prison avec sursis avec obligation de soins et interdiction d'approcher

les victimes, le metteur en scène Kader Aoun et le comédien Kevin Razy, il est aussi connu pour ses liens supposés avec le CCIF (Collectif contre l'islamophobie en France), dissous par Gérard Darmanin en 2021 et pour avoir clamé qu'il n'était ni Charlie ni Nice. En emmenant Yassine Belattar, le président lui offre symboliquement une légitimation.

La présence de Belattar a aussi réussi à masquer une partie des résultats de la visite, présentée comme stratégique pour les deux pays, avec au menu des enjeux sécuritaires, économiques et diplomatiques. Est-ce que la monarchie marocaine a vu d'un bon œil l'arrivée de l'humoriste ? On peut légitimement en douter. Le chef de l'État a même été obligé de réagir à la polémique devant les journalistes en estimant qu'elle était « sans intérêt » et que tout cela ne relevait que de « choses très anecdotiques ». Bref, selon lui, elle ne signifie rien... Or, phagocytter une visite d'État par la présence de personnes un tantinet sulfureuses est un risque dont on ne sait pas s'il est véritablement calculé. ■

## LES RENCONTRES DU FIGARO



**YASMINA REZA**  
Le 4 novembre, à 20h, Salle Gaveau.

**SYLVAIN TESSON**  
Le 2 décembre, à 20h, Salle Gaveau.

Tarif : 28 €.

**Réservations : 01 70 37 18 18**  
ou [www.lefigaro.fr/rencontres](http://www.lefigaro.fr/rencontres).

P. VICTOR/ARTCOMPRESS VIA OPALPHOTO, F. BOUCHON/LE FIGARO

## LE FIGARO

**Dassault Médias**  
(actionnaire à plus de 95%)  
23-25, rue de Provence  
75009 Paris

**Président-directeur général**  
Charles Edelstenne

**Administrateurs**  
Thierry Dassault,  
Olivier Costa de Beauregard,  
Benoît Habert,  
Rudi Roussillon

**SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS**  
(société éditrice)  
23-25, rue de Provence  
75009 Paris

**Président**  
Charles Edelstenne

**Directeur général,  
directeur de la publication**  
Marc Feuillée

**Directeur des rédactions**  
Alexis Brézet

**Directeur délégué de la rédaction**  
Vincent Trémolet de Villers

**Directeurs adjoints de la rédaction**  
Gaëtan de Capèle (Économie),  
Laurence de Charette  
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie  
von Claer (Style, Art de vivre, F.),  
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuilleme (Édition,  
Photo, Révision, DA),  
Jacques-Olivier Martin (directeur  
de la rédaction du Figaro.fr),  
Étienne de Montety (Figaro  
Littéraire), Bertrand de Saint-  
Vincent (Culture, Télévision),  
Yves Thérard (Enquêtes,  
Opérations spéciales, Sports,  
Sciences).

**Directeur artistique**  
Pierre Bayle

**Rédacteur en chef**  
Frédéric Picard (Web)

**Directeur délégué  
du pôle news**  
Bertrand Gié

**Éditeurs**  
Robert Mergui  
Anne Pican

**FIGAROMEDIAS**  
23-25, rue de Provence, 75009 Paris  
Tél. : 01 56 52 20 00  
Fax : 01 56 52 23 07

**Président-directeur général**  
Aurore Domont

**Direction, administration, rédaction**  
23-25, rue de Provence  
75009 Paris  
Tél. : 01 57 08 50 00  
[direction.redaction@lefigaro.fr](mailto:direction.redaction@lefigaro.fr)

**Impression** L'Imprimerie, 79, rue de Roissy  
93290 Tremblay-en-France  
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux  
ISSN 0182-5852

**Commission paritaire** n° 0426 C 83022

**Pour vous abonner** Lundi au vendredi de 7h à 18h :  
sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70, Fax : 01 55 56 70 11.  
Gérez votre abonnement, espace Client : [www.lefigaro.fr/client](http://www.lefigaro.fr/client)

**Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine**  
Club Prestige : 599 €. Club : 509 €. Semaine : 415 €. Week-end  
Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.

**Origine du papier** : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%.  
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Écolabel européen  
sous le numéro FI/011/001. **Eutrophisation** : Ptot 0,002 kg/tonne de papier.

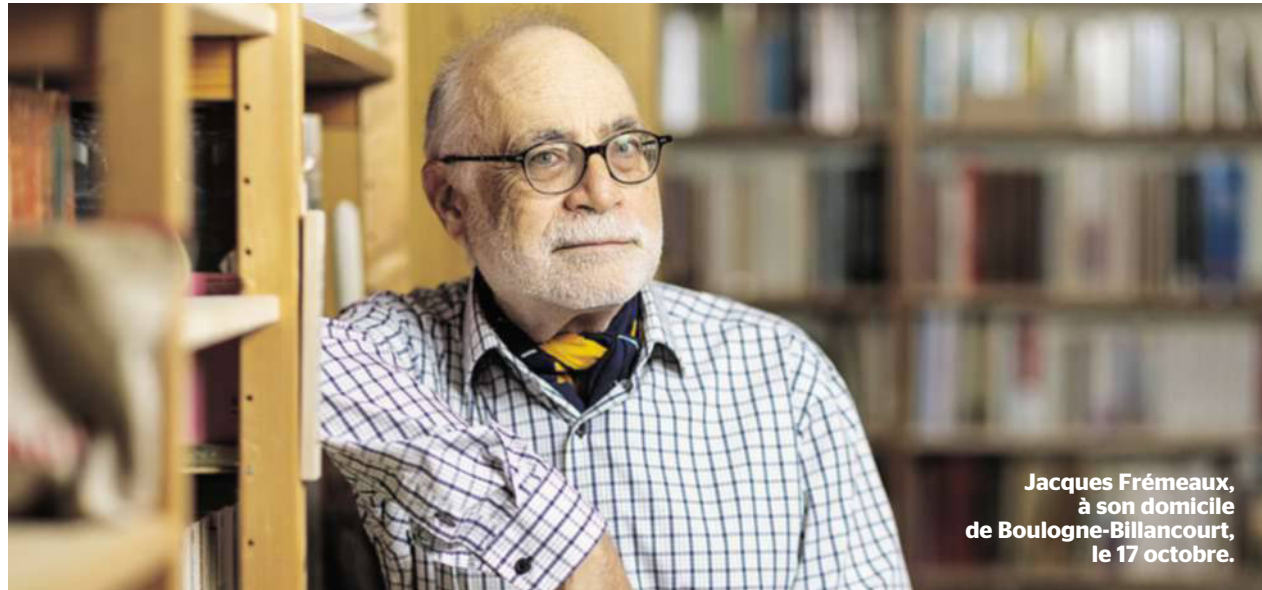
**Ce journal se compose de :**  
Édition nationale  
1<sup>er</sup> Cahier 18 pages  
Cahier 2 Économie  
6 pages  
Cahier 3 Le Figaro  
et vous 12 pages  
Sur certaines éditions :  
Supplément  
4 Magazine 164 pages  
Cahier TV 60 pages  
Supplément 5 Madame  
192 pages

# Jacques Frémeaux : « Accuser la France de génocide en Algérie n'a pas de fondement »



PROPOS RECUEILLIS PAR  
**Marie-Laetitia Bonavita**

Sahara occidental, accusations liées à la colonisation, accords de 1968, l'historien réagit aux multiples différends qui opposent l'Algérie et la France depuis soixante ans, et procèdent souvent de postures stériles.



Jacques Frémeaux, à son domicile de Boulogne-Billancourt, le 17 octobre.

FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO

c'était une administration étrangère, l'administration ottomane, qui contrôlait le pays en 1830. Malgré tout, l'Algérie avait des frontières, une diplomatie particulière, des populations ayant suffisamment conscience de leur identité pour refuser la conquête, et rendre celle-ci injustifiable. On peut donc parler de nation. Il n'appartenait sans doute pas à un président de la République française, alors que celle-ci a longtemps refusé l'émergence d'une République algérienne, de prendre parti sur ce sujet.

Il n'empêche, les observateurs reconnaissent que jamais l'Algérie n'avait eu un président français aussi bien disposé qu'Emmanuel Macron, notamment sur la mémoire de la guerre d'Algérie.

Ces efforts ont-ils été suffisants ?

On peut dire qu'en tout cas ils n'ont pas suscité de la part du gouvernement algérien une véritable contrepartie, ni même une certaine détente. Il est vrai que la reconnaissance par le président Macron de la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental a suffi à bloquer tout progrès, entraînant par là l'effondrement de tout un pan de la diplomatie africaine et saharienne prorusse de l'Algérie, alors que l'affaire de Gaza et le conflit Iran-Israël enflamment le Proche-Orient.

La campagne électorale pour la réélection du 7 septembre de Abdelmadjid Tebboune, sur fond de répression politique et de luttes des clans, a servi de combustible à « la haine de la France ».

Alors que 4 millions de personnes avec une ascendance algérienne vivent en France, n'est-ce pas un risque pour la cohésion nationale ?

La France a toujours été un pays difficile à gouverner. C'est sur le peuple tel qu'il est qu'il convient de fonder des politiques, et non sur des idéaux divers. L'acceptation de règles communes par l'ensemble de ses habitants (ce qu'on peut appeler « cohésion nationale ») me paraît plus menacée par les divisions politiques et le développement des mafias que par les ressentiments, souvent confus et sans direction, fondés sur les origines de tel ou tel groupe.

L'Algérie vient d'exclure la France de la liste de ses fournisseurs de blé. Face à d'éventuelles autres mesures de rétorsion économique, qui a le plus à perdre ?

La question est complexe. La France est un partenaire commercial important de l'Algérie, alors que l'Algérie ne compte que relativement peu dans le commerce extérieur français. Ce serait donc sans doute l'Algérie, si le face-à-face allait trop loin, qui aurait le plus à perdre. Mais le risque pour l'Algérie résiderait surtout dans la baisse des investissements français, la menace sur les transferts de fonds des Algériens vivant en France vers l'Algérie, et enfin sur les intérêts que la classe dirigeante algérienne possède en France. Malgré tout, on peut penser ou du moins espérer que la multiplicité des liens incitera à la modération des deux côtés.

En butte à des difficultés croissantes avec le Maroc, le Sahel, la Libye, l'Algérie n'a-t-elle pas à craindre une réélection de Donald Trump, qui veut une implication de plus en plus grande d'Israël dans la région ?

De toute façon, les affinités de l'Algérie avec la Russie feront que, quels que soient les résultats de l'élection, le gouvernement algérien excitera la méfiance de l'Administration américaine, dont, au surplus, les relations avec le Maroc sont étroites. Le choix de Donald Trump ne devrait pas peser de façon déterminante.

L'archevêque d'Alger, Jean-Paul Vesco, ancien avocat d'affaires devenu dominicain, a été nommé cardinal par le Vatican. Français, naturalisé algérien en 2023, cet homme de dialogue sera-t-il le maillon clé de la relation entre la France et l'Algérie ?

Je n'ai pas, pour l'instant, des raisons de le penser. L'histoire semble démontrer que, depuis la guerre d'Algérie, la volonté de l'Église catholique est de se distancier des relations franco-algériennes. Par ailleurs, les personnalités de bonne volonté susceptibles de servir de médiateurs ne manquent pas, d'un côté comme de l'autre. Encore faut-il leur donner la possibilité d'intervenir. ■

La guerre, menée par la France de 1954 à 1962, a laissé d'énormes cicatrices, toujours présentes. Professeur émérite à Sorbonne Université et grand spécialiste de l'histoire de la colonisation en Algérie, Jacques Frémeaux s'interroge sur les raisons de la difficile

réconciliation entre les deux pays, plus d'un demi-siècle après. Il publie *La Guerre d'Algérie* aux Éditions du Cerf.

LE FIGARO. - La reconnaissance par Paris de la « marocanité » du Sahara occidental et la remise en cause par le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, des accords de 1968

qui facilitent les circulations, l'emploi et le séjour des ressortissants algériens en France ont contribué à une nouvelle crispation entre les deux pays.

Excluant de se rendre en France, le président Abdelmadjid Tebboune a accusé la France de « génocide » pendant la colonisation. Que pensez-vous de cette accusation ?



Il est de ces voyages qui changent une vie

## LE VOYAGE DE VOTRE VIE

NAGER DANS DES EAUX CRISTALLINES. DÉGUSTER DES VINS D'AUTREFOIS. SAUTER ENTRE LES ÉTINCELLES. SE RÉVEILLER ENTRE MONTAGNES ET LACS. RENCONTRER DES ARTISTES DE GÉNIE. VIVRE UNE HISTOIRE D'AMOUR. ÉCHANGER AVEC DES HÔTES FORMIDABLES. DÉGUSTER DES PRODUITS LOCAUX. S'ABANDONNER AU BORD DES PLAGES ET RIVIÈRES. SENTIR LES PARFUMS DE LA CAMPAGNE. ARPENTER LES CHEMINS DU PASSÉ. EMPORTER DES SOUVENIRS INDÉLÉBILES. S'ÉMERVEILLER DEVANT UN GRAND FESTIVAL.



COMMENCEZ VOTRE VOYAGE MAINTENANT !  
[cestchezvous.catalunya.com](https://cestchezvous.catalunya.com)



Generalitat de Catalunya  
Gouvernement de Catalogne

# LE FIGARO économie



**TRANSPORT**  
COMMENT LES « CARS MACRON » SONT DEVENUS RENTABLES EN FRANCE **PAGE 21**

**LE GRAND TÉMOIN**  
« LE VIEILLISSEMENT DE LA FRANCE PROVOQUERA UN CHOC ÉCONOMIQUE » **PAGE 22**

Sylvain Rabuel, président de DomusVI.



## Entreprises : la ruée vers l'Inde

TotalEnergies déploie, avec son partenaire indien Adani, la plus grande centrale électrique au monde.

Les fleurons tricolores multiplient les investissements dans ce pays à la croissance dynamique, devenu l'un des marchés les plus prometteurs au monde. **PAGE 20**

### > FOCUS

## AIR FRANCE DEVANCE LA HAUSSE DE LA TAXE DE SOLIDARITÉ

Depuis le 24 octobre, le groupe Air France-KLM applique déjà une hausse sur le prix de ses billets pour des voyages à compter du 1<sup>er</sup> janvier prochain. En cause, un amendement déposé par le gouvernement dans le projet de loi de finances de 2025 qui prévoit d'augmenter le montant de la taxe de solidarité pour un rendement de 1 milliard d'euros. Concrètement, le montant de cette taxe pourrait tripler et représenter 9,50 euros supplémentaires par voyage pour les vols en Europe et 120 euros pour un Paris-New York en classe affaires. L'amendement, toujours en discussion à l'Assemblée nationale, n'est pas encore adopté par les députés. Pour se défendre, Air France justifie une avance sur trésorerie « pour éviter une perte de plusieurs dizaines de millions d'euros ». Le groupe s'engage par ailleurs, « en cas de modification du barème, d'abandon ou de rejet de l'amendement » de procéder « à une régularisation pour que le montant collecté soit égal au montant effectivement dû au titre » de la taxe de solidarité.

Le gouvernement, lui, estime que le surcoût de 9,50 euros « restera abordable par rapport au prix du billet ». « Je ne pense pas que, pour les vols en Europe, une taxe de 9,50 euros remette en cause les équilibres. De même que 120 euros sur un Paris-New York en classe affaires, proposé à plusieurs milliers d'euros », insiste le ministre des Transports, François Durrovray. Une justification qui interroge les usagers sur le réseau social X : « L'État français est l'actionnaire majoritaire d'Air France-KLM. On taxe l'État pour financer l'État ? »

EMMA CONFRÈRE

## Boeing améliore encore son offre pour en finir avec la grève

Vers la fin de la grève chez Boeing ? Le géant américain a en tout cas mis sur la table vendredi une nouvelle offre améliorée, la quatrième depuis septembre, pour en finir avec ce conflit qui dure depuis sept semaines. Il propose une hausse de salaire de 38 % (contre 35 % précédemment) sur quatre ans, très proche de la demande des grévistes (+40 %) et le

versement d'une prime de 12000 dollars (contre 7000 dollars précédemment), à la signature de l'accord. Boeing s'engage à abonder davantage le système de retraite par capitalisation de ses salariés mais se refuse à remettre en place le système plus avantageux, abandonné en 2008. C'était jusqu'ici la condition sine qua non pour la majorité des 33000 grévistes, en particulier les plus âgés, pour voter la fin de la grève. Toutes les offres de Boeing ont jusqu'ici été rejetées, la dernière à 64 % voici dix jours.

Le conflit a mis à l'arrêt la production des 737 Max, 777 et 767 et accéléré l'hémorragie de la trésorerie du groupe. L'antenne locale de l'IAM, le syndicat des ouvriers et des techniciens spécialisés de

l'aérospatiale, « recommande » à ses adhérents de ratifier le « dernier projet d'accord social ». Boeing précise que « le salaire moyen annuel des salariés syndiqués allait passer de 75608 dollars actuellement à 119309 en 2028 ». La balle est désormais dans le camp des grévistes, qui doivent se prononcer ce lundi 4 novembre.

VÉRONIQUE GUILLERMARD

### le PLUS du FIGARO ÉCO

**CACAO**  
Les ambitions de l'Équateur sur le marché mondial **PAGE 21**

### LA SÉANCE

DU VENDREDI 01 NOVEMBRE 2024

	<b>CAC 40</b>	7409,11	+0,80%
	<b>DOW JONES</b>	42145,39	+0,91%
	<b>ONCE D'OR</b>	2755,00	(2755,00)
	<b>PÉTROLE (Brent)</b>	73,370	(73,170)
	<b>EUROSTOXX 50</b>	4877,29	+1,03%
	<b>FOOTSIE</b>	8177,15	+0,83%
	<b>NASDAQ</b>	20088,71	+1,00%
	<b>NIKKEI</b>	38053,67	-2,63%

### L'HISTOIRE

## À 25 ans à peine, ils vont gérer un portefeuille de 100 millions d'euros

Gérer un portefeuille de 100 millions d'euros d'actifs financiers quand on n'a pas 25 ans, c'est un peu vertigineux. C'est pourtant ce que vont pouvoir faire, trois mois durant, douze équipes de quatre à six jeunes, étudiants en fin de cycle de master en école de commerce, d'ingénieurs ou universitaires. Pas de risque toutefois de provoquer des pertes, façon Jérôme Kerviel. Ces jeunes, qui peuvent présenter leur candidature à partir de lundi prochain, participeront à la cinquième édition du Students Challenge organisé par Natixis IM en partenariat avec FactSet et Morningstar Sustainalytics. Si la société affiche 1200 milliards d'euros d'actifs sous gestion, le portefeuille diversifié que les étudiants géreront restera virtuel. « Ce programme offre aux participants une expérience concrète de l'investissement et de la gestion de

portefeuille, tout en leur permettant de bénéficier d'un mentorat direct et d'échanges avec des professionnels reconnus », explique Christophe Lanne, directeur des ressources humaines chez Natixis IM.

L'objectif n'est pas simplement d'afficher la meilleure performance financière à la fin de la compétition mais de respecter des règles en matière de diversification, de liquidité ainsi que des critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) auxquels est soumise la « finance durable ». À la clé, pour l'équipe gagnante désignée les 22 et 23 mai à l'issue d'une finale, une récompense financière, réelle cette fois. Et parfois même un emploi. Ce fut le cas pour Anne-Sophie, lauréate de la troisième édition, aujourd'hui embauchée chez Natixis IM, comme gestionnaire de portefeuille. ■

FABRICE NODÉ-LANGLOIS



## Les ventes de voitures chutent encore en France

Le paysage automobile est resté sombre en octobre. Malgré la réussite du Mondial de l'automobile à Paris où les constructeurs du monde entier ont fait briller leurs nouveaux modèles, les ventes de voitures neuves ont continué à reculer de 11 % en France par rapport à l'an dernier. « Cela confirme de mois en mois que le marché automobile s'enfonce dans la crise un peu plus, puisque c'est le sixième mois de suite que nous observons un retrait par rapport à l'année dernière », a souligné Marc Mortureux, le directeur général de la Plateforme automobile, qui regroupe les entreprises de la filière automobile en France.

Les ventes restent inférieures de 28 % par rapport à octobre 2019. Celles de véhicules électriques ont même chuté de 18 % par rapport à octobre 2023, alors que le parc doit réduire ses émissions de CO<sub>2</sub>. En octobre, la part de marché des voitures électriques a représenté 15 %, contre 17 % en octobre 2023. « Depuis le mois de juillet, on vend moins de véhicu-

les électriques que l'année dernière, donc on voit que le gain du début d'année est en train de s'effacer », observe Marc Mortureux. Le coup de frein sur l'électrique est un problème pour les constructeurs, parce qu'ils ont des objectifs à tenir dans le cas de la réglementation européenne. « Une lueur d'espoir pour 2025 existe du côté des carnets de commandes, en progression de 7 % de janvier à septembre 2024, et du leasing social, qui pourrait être de retour l'année prochaine », commente Marie-Laure Nivot, analyste du marché automobile. Mais le budget 2025, actuellement en discussion au Parlement, laisse plutôt présager des réductions de dépenses. Le leasing social destiné à faciliter l'accès des véhicules électriques aux ménages modestes a fait carton plein en deux mois avec 50 000 dossiers en 2024. La prochaine édition sera moins généreuse.

VALÉRIE COLLET

Le projet est immense, tentaculaire... Dans le désert indien de Kutch, à 80 kilomètres de la ville Khavda, TotalEnergies déploie la plus grande centrale électrique au monde. Une fois achevée, elle affichera une capacité de 30 gigawatts avec ses 60 millions de panneaux solaires et ses 770 éoliennes de 200 mètres de haut. Le tout sur une superficie équivalente à cinq fois celle de la ville de Paris. Pour ce chantier immense, la compagnie française s'est associée au conglomérat indien Adani pour prendre pleinement pied dans le pays. Preuve d'un changement d'époque, le deuxième distributeur tricolore Carrefour fait une nouvelle tentative de conquête. En 2010, il avait ouvert cinq magasins de gros mais n'avait jamais réussi à s'imposer dans un marché dominé par les acteurs locaux, et avait quitté l'Inde quatre ans plus tard. Début septembre, l'enseigne a conclu un partenariat de franchise avec Apparel Group, un spécialiste de la vente de détail fondé par la femme d'affaires indienne Sima Ganwani Ved. Le but : ouvrir des supermarchés et petits hypermarchés à New Delhi l'an prochain. Et s'étendre ensuite à d'autres mégapoles comme Bombay et Bangalore.

Comme TotalEnergies, L'Oréal, Carrefour, Capgemini, Saint-Gobain, Lactalis, Decathlon ou encore Danone, plus de 700 entreprises françaises ont désormais une filiale locale sur place, dont 39 des fleurons du CAC 40. Signe que les affaires semblent y être plus faciles pour nos champions hexagonaux, la France est passée, depuis le Covid, de la 11<sup>e</sup> à la 7<sup>e</sup> place des investisseurs étrangers sur place, avec plus de 11 milliards d'euros investis dans le pays.

**« Sur la prochaine décennie, l'Inde verra sa population en âge de travailler grossir de 100 millions de personnes, c'est plus que les 30 pays émergents réunis »**

**Nikhil Ojha**

Associé chez Bain & Company

Ce progrès symbolise l'attrait retrouvé pour l'Inde de la part des entreprises françaises. Dans les années 2000, beaucoup d'entre elles avaient déjà misé sur le sous-continent pour s'internationaliser en profitant de la croissance promise des pays émergents, à commencer par les Bric : Brésil, Russie, Inde et Chine. Mais l'empire du Milieu avait fini par devenir leur priorité numéro un, tant son développement était plus rapide et plus constant que celui des autres pays. À l'inverse, l'Inde, par la complexité de son marché et de son système politique, avait refroidi les ardeurs de nombreux géants français. Parmi les exceptions notables, les sociétés de services numériques, qui représentent encore 48 % des investissements français sur place, avec en chef de file Capgemini (plus de 150 000 salariés en Inde) profitant d'une main-d'œuvre très bien formée à des salaires attractifs, ainsi que les acteurs de la défense (Safran, Airbus, Dassault...) attirés par l'intense collaboration bilatérale militaire entre les deux pays.

La sortie de la pandémie de Covid a marqué un tournant. Les investissements ont alors pris une autre dimension. Tout d'abord, le pays est devenu incontournable à l'heure où l'économie mondiale tourne au ralenti. La Chine est enclavée dans une crise immobilière qui pousse les ménages à freiner leurs dépenses; la guerre en Ukraine a coupé l'accès au marché russe; l'économie brésilienne peine à dégager une croissance stable. Devenu le pays le plus peuplé au monde en 2022, l'Inde est aujourd'hui le seul des Bric à tenir, tardivement, ses promesses.

« Sur la prochaine décennie, l'Inde verra sa population en âge de travailler grossir de 100 millions de personnes, c'est plus que les 30 pays émergents réunis », explique Nikhil Ojha, associé chez Bain & Company en charge de la région Asie-Pacifique. Et le revenu par habitant va grimper de 70 % sur la même période. » Avec 1,4 milliard d'habitants majoritairement jeune, une croissance du PIB moyenne de 7 % à 8 %, une urbanisation rapide, et l'émergence d'une classe moyenne plus aisée, le marché indien est un des plus prometteurs au monde.

Cela n'a pas échappé aux acteurs de l'agroalimentaire et de la grande consommation. Arrivé en 2018, Bel est en train d'imposer sa Vache qui rit dans 60 000 points de vente du pays, grâce à son partenaire local Britannia, ce roi du biscuit présent dans deux millions de points de vente. Leur coentreprise vient



**En octobre 2024, Britannia et le Groupe Bel ont inauguré dans l'État de Maharashtra la nouvelle usine de production de La Vache qui rit en Inde, soutenant les producteurs laitiers locaux.**

## L'Inde, nouvel eldorado des entreprises françaises

Olivia Détryat (avec le service Entreprises) et Emmanuel Derville (New Delhi)

Depuis la fin de la pandémie, les fleurons tricolores multiplient les investissements dans un pays à la croissance dynamique et constante. Et le seul à tenir ses promesses au moment où d'autres pays émergents calent.



**Dans le désert indien de Kutch, à 80 kilomètres de la ville de Khavda, TotalEnergies déploie la plus grande centrale électrique au monde, fonctionnant aux énergies solaires et éoliennes.**

d'injecter près de 25 millions d'euros dans une usine produisant cet iconique fromage. « Nous restons humbles dans notre approche », explique Stéphane Dupays, à la tête des opérations chez Bel. L'avantage d'un produit comme La Vache qui rit, c'est qu'à moins de 10 roupies l'unité et avec une conservation longue à l'air ambiant, il répond bien aux contraintes géographiques du pays et financières de sa population. » Bel veut faire de l'Inde le premier pays pour sa marque phare, notamment avec une recette vitaminée.

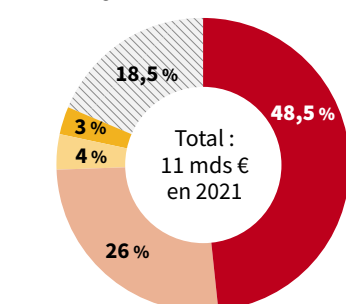
Le luxe commence aussi à s'intéresser sérieusement au pays, alors que l'accession des femmes aux études secondaires gonfle leur pouvoir d'achat. « L'Inde s'impose comme le seul marché qui peut relayer la Chine dans les vingt ans », confirme Jean-Christophe Babin, le PDG de l'horloger de luxe Bulgari (LVMH), qui va tripler ses ventes dans le pays cette année. Alors qu'elles s'étaient jusque-là limitées à ouvrir des magasins dans les rares hôtels de prestige, les marques de luxe commencent à développer leurs propres réseaux. « Le pays est encore en travaux, mais les conditions de marché sont réunies pour enfin y réussir », résume Bénédicte Epinau, la déléguée générale du Comité Colbert qui regroupe une centaine de maisons de luxe françaises. Un point d'inflexion semble être atteint, notamment sur les freins administratifs et fiscaux élevés jusque-là. »

De son côté, le poids lourd des cosmétiques L'Oréal n'est pas novice dans le pays : il fête cette année la troisième décennie de sa filiale locale. Mais il compte sur la hausse du niveau de vie pour accélérer dans une zone à la culture de la beauté profondément ancrée. Objectif :

### 4 secteurs pèsent 75% des investissements français

Stocks des IDE français en Inde, en 2021

- Services (financiers, informatiques...)
- Énergie (pétrole, gaz naturel...)
- Automobile
- Industrie pharmaceutique
- Autres (grande conso, luxe, distribution...)



Sources : Banque de France, Ambassade de France

dépasser le milliard d'euros de chiffre d'affaires à moyen terme.

Outre la croissance du marché, un élément crucial a donné à l'Inde un supplément d'attrait : l'unification de la TVA locale (la GST, une taxe sur les produits et services) entre les différents États du pays. Entreprise en 2017, « elle simplifie considérablement le transit des marchandises dans le pays », témoigne Carrefour.

C'est un exemple parmi d'autres des efforts d'harmonisation, comme l'ont été aussi l'instauration de guichets uniques. De fait, cet afflux nouveau d'investisseurs découle aussi des facilités déployées par la droite nationaliste hindoue du premier ministre, Narendra Modi. Dès son arrivée au pouvoir en 2014, il n'a de

parti de ce terreau favorable : le gestionnaire des aéroports de Roissy et d'Orly a signé en 2020 un accord sur le rachat, pour 1,36 milliard d'euros, d'une participation de 49 % du groupe indien GMR Airports. Et il compte bien aider son partenaire indien à se développer en Asie.

Cette ouverture à des soutiens extérieurs ouvre aussi des boulevards d'opportunités pour les énergéticiens, alors que les capacités de production du pays passeront de 350 gigawatts (GW) à plus de 1000 GW. Les spécialistes de l'énergie (pétrole, gaz naturel) représentent désormais 16 % des investissements français sur place. TotalEnergies, présent en Inde depuis 1993, est ainsi passé à la vitesse supérieure depuis son partenariat avec Adani en 2018. Mais aussi Engie dans les renouvelables. « L'État a simplifié l'accès au foncier, en créant des "solar parks", des zones d'implantation de parcs solaires », témoigne Catherine MacGregor, la directrice générale du groupe. Ainsi, plus besoin de négocier avec des centaines, voire des milliers de (très) petits propriétaires terriens pour acquérir le foncier. « Nous comptons ajouter 1 GW par an d'ici 2030 dans le pays, qui représente une part importante de notre croissance dans les renouvelables », précise-t-elle.

Les écueils dans le pays n'ont toutefois pas totalement disparu. « Il ne faut pas croire que l'Inde n'est qu'un marché low cost où il suffit de vendre des produits bon marché. Les consommateurs indiens savent valoriser la qualité, même si pour les entreprises qui veulent s'implanter localement, il est important d'être économes pour rester compétitifs », complète Nikhil Ojha, chez Bain & Company. C'est un défi de tous les jours chez des laitiers comme Lactalis ou Bel, où l'on souligne les difficultés de collecte dans le plus grand marché laitier au monde (200 milliards de litres de lait). « Les fermes locales ont en moyenne 2 vaches, et on récupère le lait à moto pour alimenter nos centres de collecte », rappelle Stéphane Dupays, de Bel. « L'administration locale garde du poids », glisse-t-on chez Lactalis.

**« L'Inde s'impose comme le seul marché qui peut relayer la Chine dans les vingt ans »**

**Jean-Christophe Babin**

PDG de l'horloger de luxe Bulgari (LVMH)

De fait, malgré la volonté affichée du gouvernement d'alléger l'administratif, la bureaucratie reste lourde et les contentieux juridiques peuvent durer plusieurs années. Conséquence : malgré l'incontestable vivier de compétences locales, notamment en ingénieurs, certains hésitent à sauter le pas. Comme Airbus Aviation qui, malgré une hausse attendue de 7 % du trafic aérien indien d'ici 2045, juge que la construction d'une usine sur place n'est encore pas d'actualité.

Ainsi, il n'y a pas une Inde, mais des « Indes ». Chacun des 28 États garde sa législation et ses pouvoirs locaux. Le sous-continent compte 22 langues officielles et de multiples traditions. Pour faciliter leur implantation « culturelle », certaines marques misent sur des égéries ou des personnalités influentes dans le pays. Comme Bulgari qui s'appuie sur l'actrice Priyanka Chopra. Les initiatives à portée sociale ont aussi leur importance, notamment celles qui freinent l'exode rural, un point auquel le gouvernement Modi est attentif. Ce qu'a compris TotalEnergies qui a construit avec Adani, au sud de New Delhi, un méthaniseur, accolé à une « maison de traite » pour vaches pour produire du biogaz, sans en attendre de rentabilité économique.

Enfin, la concurrence locale peut être redoutable. « Du point de vue des autorités comme de la concurrence, il est en effet illusoire de croire que l'on peut arriver en terrain conquis dans le pays, rappelle Nikhil Ojha. Les concurrents indiens sont souvent excellents et il faut compter avec eux. » C'est le cas dans l'automobile, où percer localement reste ultra-difficile malgré les 4 millions de voitures vendues par an. Si tous les constructeurs européens ont lancé des offensives sur place, les marques locales y sont très puissantes et les trois grands constructeurs indiens (Maruti, Tata, Mahindra) détiennent 65,5 % du marché. Renault avait remporté un succès commercial avec le Kiger et le Tribler, des petits modèles lui offrant une part de marché de plus de 2 % au début de la décennie. Mais le Losange est, depuis, retombé à 1 % en 2023. Citroën (Stellantis) ne brille pas davantage. Pour certains, l'autoroute indienne n'est pas encore totalement dégagée. ■

# L'Équateur veut monter en puissance dans un marché du cacao en pleines turbulences

Clara Galtier

Les ventes de ce pays sud-américain, premier exportateur de fèves d'une très haute qualité, sont en plein essor.

Un parfum intense de chocolat flotte dans l'air, porté par des notes de fruits et d'épices envoi-vrantes. Au Salon du chocolat, à Paris, qui se tient jusqu'à ce dimanche, le stand de l'Équateur attire les regards. Prêts à être goûtés par les visiteurs, des échantillons sont disposés avec soin. Confiseurs et producteurs de ce petit pays sud-américain partagent leur savoir-faire, racontent l'histoire de leurs plantations de cacao et les particularités de leurs produits. En trente ans d'existence du salon, c'est la deuxième année seulement que l'Équateur occupe tout un espace, preuve qu'il veut s'affirmer parmi les grands du marché mondial.

Jamais le cacao n'aura fait autant parlé de lui qu'en 2024 : les cours de la matière première ont atteint jusqu'à 10 000 dollars la tonne en avril en raison de la faible production en Afrique de l'Ouest (son prix standard tourne autour de 2500 dollars), touchée par des conditions climatiques défavorables et des maladies qui ont affecté les cultures. Depuis quatre ans, la demande mondiale de chocolat dépasse l'offre, créant un déséquilibre sur le marché et beaucoup de spéculations face aux perspectives de pénurie. « Avec la crise africaine du cacao et le nouveau règlement européen contre la déforestation, les exportations de l'Équateur devraient augmenter de 45 % cette année », se réjouit la chambre de commerce franco-équatorienne.

## Produit premium

Le pays représente aujourd'hui environ 6 % à 7 % de la production mondiale, très loin derrière les deux premiers, la Côte d'Ivoire et le Ghana, qui se partagent plus de 60 % du marché. La matière première d'origine équatorienne est considérée comme la meilleure au monde dans la variété cacao fin, qui désigne des fèves de haute qualité provenant de variétés spécifiques de cacaoiers car ils ne poussent qu'en Équateur. Le pays est le premier exportateur de ce produit premium, très apprécié des fabricants de chocolat de luxe en Europe et en Amérique du Nord. Depuis 2021, l'exportation de cacao en Équateur a montré une croissance constante, de plus de 12 % par an.

« J'espère rencontrer des chocolatiers qui seront intéressés par ma pâte de cacao bio pour développer des micro-ex-

portations », témoigne, tout sourire, la jeune Nathaly Hidrobo. Sa famille exploite les cacaoiers au nord ouest de l'Équateur depuis quarante ans : son grand-père, agriculteur, puis son père Ignacio, et enfin ses deux frères, qui exportent la matière première en Asie et en Europe. Elle est la seule à transformer sur place, dans son petit laboratoire, des fèves en tablettes à raison de 1500 par mois.

Certes, le pays fait face à des défis en matière de rendement et de concurrence avec les cacaos de qualité plus standardisés d'Afrique de l'Ouest. Une course à l'échalote qui conduit à une surexploitation. Mais le cacao équatorien tend de plus en plus à répondre aux normes européennes, ce qui attire une clientèle soucieuse des impacts environnementaux et sociaux. La nouvelle législation européenne contre la

déforestation, qui impose aux entreprises de prouver que leurs chaînes d'approvisionnement n'y contribuent pas, vient d'être repoussée d'un an, plusieurs acteurs mondiaux ayant exprimé leurs inquiétudes face à l'échéance, compte tenu des tensions sur le marché.

La transparence, c'est le travail de Baptiste Quidet, présent sur le salon. Cet expert des matières premières, ancien de Dreyfus - géant du négoce agricole - est le cofondateur de la start-up Verito, basée à Genève. Alors que très souvent, les fermiers dans le monde qui exploitent cacao et café ne captent qu'une infime partie de sa valeur par rapport à leur prix sur les marchés internationaux, Verito s'efforce de leur redonner du pouvoir. Cette plateforme d'informations de traçabilité, qui repose sur les technologies décentralisées

de la blockchain, aide les entreprises à améliorer la transparence de leur chaîne d'approvisionnement.

## Circuit court

« Sur les marchés financiers, la spéculation peut entraîner des fluctuations de prix qui ne reflètent pas la réalité de l'offre, explique-t-il. Si les prix du cacao sont connus et visibles, les producteurs peuvent voir exactement combien ils devraient recevoir pour leur produit. Cela leur permet de négocier de meilleurs prix avec les acheteurs, plutôt que d'être à la merci de prix dictés par des intermédiaires ou des spéculateurs. » Il se tient aux côtés de Véronique Galvan, suisse et directrice opérationnelle du chocolatier artisanal Ecuacao, situé à deux heures de Genève. Cette ancienne chef pâtissière dirige le laboratoire de production qui tra-

vaille en circuit court avec des producteurs de l'Équateur, pays d'origine du directeur de l'entreprise.

Si le secteur reste peu subventionné par l'État équatorien, qui se cantonne à des campagnes publicitaires, les perspectives pour le marché sont telles que pour la première fois, c'est l'association des préfets de l'Équateur (Congole), qui regroupe toutes les provinces du pays, qui a organisé le déplacement au salon. Au cours de son séjour parisien, la délégation équatorienne a eu l'opportunité de rencontrer des élus, et de visiter l'école de pâtisserie Lenôtre. Elle se prépare surtout à un moment fort, prévu lundi : la remise au Musée du chocolat d'une reproduction d'une jarre contenant les premières traces de cacao de l'histoire, remontant à 5500 av. J.-C. et retrouvée en Équateur. ■



L'Équateur ne représente aujourd'hui que 6 % à 7 % de la production mondiale. Mais la culture du cacao équatorien tend de plus en plus à répondre aux normes européennes, ce qui attire une clientèle soucieuse des impacts environnementaux et sociaux. MARCOS PIN / AFP

# Comment les « cars Macron » sont devenus rentables en France

Jean-Yves Guérin

Depuis la fin de la pandémie, FlixBus et BlaBlaCar ont renforcé les fréquences sur des trajets plébiscités.

Un redémarrage en mode diesel. À la façon des compagnies aériennes plutôt que du train. Dès l'été 2022, la SNCF avait enregistré une fréquentation record dans ses TGV et Intercités (23 millions de passagers). Selon une note récente de l'Autorité de régulation des transports (ART), les cars Macron n'ont retrouvé l'activité d'avant-Covid qu'au premier semestre de 2024 sur le marché français, avec 4,5 millions de clients. Heureusement que les lignes internationales de ces bus low cost connaissent un vrai succès. Du coup, ce secteur, libéralisé en 2015, a transporté 8 à 9 millions de personnes. Mais avec des prix qui ont reculé de 10 % sur un an, son chiffre d'affaires reste stable à 70 millions d'euros.

Sur toute l'année 2023, les ventes étaient comprises entre 154 millions et 184 millions, selon l'ART. Or, dans ce contexte chahuté, les deux acteurs de ce marché, FlixBus et BlaBlaCar, sont rentables en France même s'ils ne l'affirment pas haut et fort. « Quand nous avons repris Ouibus, cette entreprise avait perdu plus de 150 millions en cinq ans. Depuis 2022, l'activité est à l'équili-

bre », affirme Aurélien Gandois, vice-président BlaBlaCar Bus qui fait la course derrière FlixBus dans l'Hexagone, sans que leurs parts de marché respectives soient publiques. Avare de données financières, le groupe français BlaBlaCar (covoiturage courte et longue distance, cars Macron) a seulement indiqué avoir dégagé des profits pour la première fois en 2022 pour un chiffre d'affaires de 253 millions.

Et l'allemand FlixBus, présent dans une quarantaine de pays ? L'année dernière, le leader mondial des cars longue distance a dégagé un résultat (Ebitda ajusté) de 104 millions pour un chiffre d'affaires de 2 milliards. Des profits qu'il réalise forcément dans les pays « matures », ceux où il s'est implanté aux débuts de son histoire, comme la France. Pourtant, la partie n'était pas gagnée d'avance pour les cars longue distance. « Entre le covoiturage très développé dans l'Hexagone, les TGV low cost Ouigo et les Ouigo train classique, qui vont plus lentement mais à des prix écrasés, la concurrence est implacable », estime Arnaud Aymé, spécialiste des transports au sein du cabinet de conseil Sia Partners.

Et la sortie du Covid n'a pas été simple. « Si nous avions pu, nous aurions remonté notre offre plus rapidement dès l'été 2022, explique Vincent Hays, directeur de FlixBus France. Mais il manquait plusieurs milliers de conducteurs. » « En 2020, les cars longue distance étaient complètement à l'arrêt, pas les trains, raconte Aurélien Gandois. Nous avons donc dû quasiment repartir de zéro et reconstruire notre réseau de A à Z. » Mais les deux opérateurs qui ont le même modèle économique n'ont pas touché à leurs fondamentaux. D'abord : offrir des prix imbattables ou presque.

## Plateforme de réservations

Pour un Paris-Biarritz, le 31 octobre, la veille d'un week-end de trois jours, le covoiturage ou un siège dans un bus sur BlaBlaCar est vendu un peu plus de 50 euros. FlixBus le commercialise à près de 62 euros. Évidemment, le trajet est beaucoup plus long qu'en train ou en avion. Mais la différence de prix est abyssale : 130 euros en TGV et 112 euros avec Transavia. L'autre point commun entre FlixBus et BlaBlaCar ? Pas question, pour eux, d'exploiter des bus directement : entre les cars à acquérir et les conduc-

teurs à recruter en CDI, ce serait beaucoup trop de charges fixes à supporter.

En revanche, les deux groupes développent une plateforme de réservations où les clients sont mis en relation avec les autocaristes. Tout en gardant des tarifs très attractifs, ils les font varier en permanence en fonction de la demande. Et mettent en œuvre les moyens de développer la notoriété de leur marque. Du coup, comme Uber qui ne détient pas de flotte de VTC, FlixBus et BlaBlaCar se rémunèrent en prélevant une commission sur les trajets réalisés. Cette formule leur a permis d'acquérir les uns après les autres des acteurs plus petits ou mal positionnés.

En quelques années, avant la crise sanitaire, FlixBus a racheté la division Europe continentale du britannique Megabus, puis Eurolines et Isilines. De son côté, BlaBlaCar a mis la main sur Ouibus, qui avait déjà acheté un autre opérateur, Starshipper. Dans tous les cas, les anciennes marques ont été supprimées. « L'intérêt de ces rachats est notamment d'amortir, sur une base de clients plus importante, le système informatique qui permet de vendre les billets ainsi que les coûts marketing pour entretenir la marque »,

souligne Arnaud Aymé. Ces outils ont permis aussi à ces acteurs du transport 2.0 de s'adapter à la demande, qui a évolué depuis la fin du Covid. Sur ce plan, les deux concurrents sont sur la même longueur d'onde : ils ont plutôt tendance à proposer dans la même journée plus de fréquences sur des trajets très demandés qu'à ouvrir de nouvelles lignes. Ainsi, BlaBlaCar propose aujourd'hui beaucoup de plus de Lyon-Grenoble et de Paris-Orléans quand FlixBus augmente l'offre sur Paris-Lille, Paris-Barcelone ou Paris-Toulouse.

Mais, pour élargir encore la clientèle, Jean-Sébastien Barrault, président de la FNTV (Fédération nationale des transports de voyageurs) en est persuadé : « Il nous faut des gares routières dignes de ce nom. Dans ce domaine, nous sommes en retard sur l'Espagne car notre culture est profondément orientée sur le transport ferroviaire. » La gare routière de Bercy à Paris est un bon exemple d'une infrastructure à minima inhospitalière. Son éventuel déménagement focalise l'attention à cause de sa dimension politique. « Mais, à Marseille ou à la Défense, il y a aussi un problème car ces gares routières sont saturées », soupire Vincent Hays. ■

# LE GRAND TÉMOIN

## SYLVAIN RABUEL

PRÉSIDENT DE DOMUSVI

Propos recueillis par  
Ivan Letessier et Marie Bartnik

Le patron du géant des Ehpad appelle à la « mobilisation générale » pour répondre au défi démographique qui attend la France.

LE FIGARO. - Le nouveau gouvernement est-il conscient de l'ampleur du défi que représente le vieillissement de la population ?

SYLVAIN RABUEL. - Dans son discours de politique générale, le premier ministre, Michel Barnier, a dit qu'il dirait la vérité aux Français. Il a parlé de la dette publique, mais il a ignoré la dette démographique, qui se constitue chaque jour, lentement mais inexorablement. Dans dix ans, la France comptera plus de personnes âgées que de jeunes : 18 millions de plus de 65 ans (12 millions aujourd'hui) et 12 millions de moins de 25 ans. Parmi elles, 2,5 millions seront en situation de dépendance, soit 800 000 de plus qu'aujourd'hui. Pour la société française, qui a toujours été composée majoritairement de jeunes, ce sera un bouleversement social, économique et anthropologique. Ce choc risque d'emporter nos finances publiques, notre système de santé et notre système de retraite. Pis. Il mettra à mal la fraternité entre générations. En 2035, 30 milliards d'euros de plus seront nécessaires pour financer nos retraites, et il faudra 20 milliards de plus pour prendre en charge les pathologies liées au vieillissement. Il faut cesser de regarder ailleurs et sonner la mobilisation générale. Sinon, notre pays ne saura plus innover et prendre de risques, et il sera plus difficile à vivre pour les jeunes générations.

Pourquoi ces enjeux sont-ils absents du débat public ?

La vieillesse concentre beaucoup d'a priori négatifs, car elle est associée à la notion de fardeau. Il est urgent de changer d'état d'esprit. Nous devons donner une vision politique et dynamique de la vieillesse, et cesser de l'associer à l'immobilisme et à l'incapacité. Ne considérons pas les personnes âgées comme un tout indistinct : à 65 ans, on ne vit pas comme à 85 ans. Il faut cesser d'opposer les actifs et les inactifs et intégrer que les

Dans dix ans, le pays comptera 18 millions de plus de 65 ans pour 12 millions de moins de 25 ans. Un bouleversement auquel il n'est pas préparé, selon le patron de DomusVi.

## « Le vieillissement de la France provoquera un choc social et économique »

personnes âgées sont créatrices de richesse. Les retraités sont appelés à continuer d'enseigner ou de soigner. Dans dix ans, nous aurons les seniors les mieux formés au monde. De même que l'on demande aux plus jeunes de faire un service civique, nous pourrions demander aux personnes âgées de continuer à contribuer à l'activité. Les seniors seront un levier de création de richesses, notre pays doit l'envisager de façon stratégique pour préparer son avenir.

Dans dix ans, il y aura aussi beaucoup plus de personnes âgées en situation de dépendance. Sommes-nous préparés à cet afflux ?

Depuis l'affaire Orpea, on répète qu'il

faut favoriser le maintien à domicile des personnes âgées. Mais on mélange tout en opposant les solutions les unes aux autres. À chaque âge sa solution. Être à domicile, c'est formidable quand vous êtes autonome, mais c'est maltraitant quand vous souffrez d'une forte déficience cognitive. Vous êtes isolé et vous dépendez entièrement d'auteurs qui s'épuisent. Pour ces personnes-là, il n'y a pas mieux que les Ehpad. Peut-on les améliorer ? Oui, bien sûr. Peut-on les remplacer ? Non. Nous avons besoin de toutes les offres disponibles, dont certainement un millier d'Ehpad supplémentaires. Nous devons aussi développer l'offre d'habitats intermédiaires (résidences seniors, habitats inclusifs...) et les soins à domicile. Mais l'essor de

ces derniers sera limité par la pénurie de personnel disponible, car la population active va décroître.

Pourtant, l'offre aux personnes dépendantes se raréfie, et le secteur est traversé par une crise financière. Comment expliquez-vous ce paradoxe ? Les Ehpad publics creusent chaque jour leur déficit, et les contribuables les renflouent à fonds perdu. Certains Ehpad privés associatifs et commerciaux peuvent fermer du fait d'un modèle économique fragilisé. Les voyants sont aussi au rouge dans les services d'aide à domicile, surtout gérés par des acteurs publics et associatifs. Ils sont encore moins bien financés que les Ehpad. Le secteur du grand âge est structurellement

### BIO EXPRESS

**1996**  
Diplômé de Sciences Po Paris et d'un master de l'ESCP, il débute sa carrière dans le groupe Mondelez.

**2000**  
Directeur marketing de Tiscali.

**2004**  
Rejoint le Club Med au poste de directeur marketing France. Il gravit les échelons et en devient, en 2015, directeur général France, Europe et Afrique.

**2019**  
Président du groupe DomusVi.

ment sous-financé depuis vingt-cinq ans. La dernière loi régissant ses ressources date de 1999. Mais en vingt-cinq ans, le public touché a changé. Aujourd'hui, 65% souffrent de déficiences cognitives et les financements n'ont pas suivi. À cela se sont ajoutées des difficultés conjoncturelles. L'inflation a fait grimper nos coûts de 15% à 20% sans un rattrapage tarifaire suffisant. Cela a plongé le secteur dans une grande précarité. Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale ne remédie pas aux carences de financement de ces vingt-cinq dernières années. Pis, la volonté de réformer les allègements de charges sur les bas salaires va toucher de plein fouet le secteur. Pourtant, les élus locaux sont bien conscients de ce problème, comme en atteste la « révolte des maires bretons ». Ils savent, eux, qu'on ne peut se passer des Ehpad.

Comment financer les besoins à venir ? Une augmentation de la CSG me semble plus juste que la création d'une nouvelle journée de solidarité, qui ferait peser sur les seuls actifs le financement du grand âge. Nous pouvons aussi fléchir l'épargne des Français dans cette direction. Mais la priorité, c'est d'avoir un débat de société. Il faudra ensuite réformer le système de financement, trop complexe et siloté. Enfin nous pourrions y mettre davantage de moyens. Les besoins tournent autour de 1 milliard à 1,5 milliard supplémentaires chaque année.

Le secteur privé doit-il prendre en charge une part plus importante des soins aux personnes âgées ?

Pourquoi pas ? Le privé contribue à 25% de l'offre d'Ehpad en France. Il a construit les 1000 derniers Ehpad et le parc actuel de résidences seniors. Il faut lui demander d'aller plus loin en lui offrant une visibilité économique. Mais nous avons besoin d'une offre publique comme d'une offre privée. Les deux sont complémentaires et permettent de rendre ces solutions accessibles à tous. ■

FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO



## LES DÉCIDEURS

**ANTOINE JOUTEAU**  
Leboncoin

Directeur général du Boncoin de 2015 à 2022, Antoine Jouteau renoue avec cette fonction après avoir officié comme PDG de la maison mère, Adevin. Il remplace Amandine de Souza et espère « conduire l'entreprise vers de nouveaux sommets ». En parallèle, il préside l'organisation European Tech Alliance (ETA).

**JEAN-CHARLES VOLLERY**  
Systra



Après la prise de participation de Latour Capital et de Fimalac à hauteur de 58% du capital de Systra, aux côtés de la RATP et de la SNCF, les actionnaires historiques, Jean-Charles Vollery succède à Pierre Verzat en qualité de président du directoire. Dans l'entreprise depuis 1996, membre du comex depuis 2016 et du directoire depuis 2019, il exerçait dernièrement comme directeur général adjoint opérations.

**CHARLÈNE GRISON**  
Yespark

Précédemment DRH de Smash Group, une start-up qui accompagne les dirigeants et entreprises sur les fonctions support, Charlène Grison endosse des responsabilités similaires auprès de la société de location de places de parking Yespark. Elle siège au comité de direction.



**Un nouveau président pour la coopérative Intersport**

Enfant, Gérard Leclerc rêvait de superviser un hypermarché avec 600 caisses. À l'heure où ses camarades s'enthousiasmaient encore pour les jeux vidéo ou les histoires de cour de récréation, il entretenait déjà une étrange obsession : la distribution.

Une passion héritée de son père, qui y a consacré sa carrière, assumant avec succès la présidence de la coopérative Intersport en France de 1998 en 2006. Il suit ses traces en accédant à cette fonction près de deux décennies plus tard, à 61 ans.

Au terme de son cursus à l'école Neoma, cet amateur de vélo et de ski intègre rapidement l'entreprise familiale, qui possédait plusieurs magasins Intersport. Son père, Guy Leclerc, avait ouvert le premier en 1985, à Albertville (Savoie) et son fils en a repris les rênes en 1990. Progressivement, la société a élargi son périmètre, s'étendant dans le Centre, l'Est et le Rhône-Alpes. En parallèle, il a gravi les échelons, aux commandes d'une région, puis du commercial, avant d'exercer à la direction générale à partir de 2008. Le groupe compte désormais 27 points de vente.

Il s'est investi dans les comités à partir de 1996 et a œuvré sur le concept, l'offre, le

marketing ou la RSE. « Le système coopératif nous garantit un supplément d'âme, qui nous incite à nous engager. J'ai pratiqué l'intégralité des services, j'en connais chaque couloir et chaque porte », sourit-il.

**Maillage territorial**

Avec cette élection à l'unanimité des 300 adhérents, il s'agit dorénavant pour lui de rendre au collectif ce qu'il lui a donné. « Notre ensemble est stabilisé, structuré, donc je dispose de davantage de temps à consacrer à la stratégie d'Intersport », explique-t-il. Sa mission consiste à établir le plan à horizon 2030.

Le numéro deux du secteur dans l'Hexagone, derrière Decathlon, a absorbé le réseau de son concurrent Go Sport l'année dernière, afin de renforcer sa présence en Île-de-France, qui représente 12 millions de consommateurs potentiels. Cela répond à l'objectif de maillage territorial rappelé par son prédécesseur, Jacky Riouet. Celui-ci officiait à la tête de l'enseigne depuis 2010. Sous son impulsion, le géant, qui fête aujourd'hui son centenaire, a réalisé 3,65 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2023, ce qui correspond à une croissance de 11% par rapport à 2022.

MAUD KENIGSWALD  
MKENIGSWALD@LEFIGARO.FR

[nominations@lefigaro.fr](mailto:nominations@lefigaro.fr)

**BENJAMIN VUCHOT**  
Peninsula



Après plus de trente ans passés dans la vente de détail de luxe, au sein de Richemont puis de LVMH, s'occupant notamment de Cartier, Van Cleef & Arpels et Sephora, Benjamin Vuchot prendra les rênes de The Peninsula Hotels, qui regroupe douze établissements, le 3 mars 2025. En prenant la suite de Clement King Man Kwok, il compte écrire « l'avenir de l'hôtellerie de luxe, qui soit durable et adapté à notre époque, en respectant les valeurs qui ont présidé à la réussite et à l'héritage ».

**S. CHABRIER-BREIL MARTIN**  
Colas

Sandra Chabrier-Breil Martin accède à la direction du développement stratégique et des projets du groupe Colas, branche de Bouygues spécialisée dans les infrastructures de transport. Elle a œuvré par le passé dans d'autres divisions de Bouygues et présidait Aximum depuis 2021.

**JARKA HOUSSIN**  
Voltaïca

Après avoir évolué dans l'audit, puis chez Engie dès 2010, Jarka Houssin est nommée DG déléguée de Voltaïca, filiale du groupe Giudicelli dédiée au déploiement, à l'exploitation et à l'optimisation de centrales solaires photovoltaïques.

M. K.

# Les géants de la grande consommation évoluent en ordre dispersé

Olivia Détryat

Avec la fin de l'inflation, certains poids lourds des rayons ont vu leurs volumes reprendre des couleurs. D'autres pâtissent toujours des arbitrages des consommateurs, ou de la météo mornne de l'été.

Un an après les premières baisses de prix en rayon, signant la fin de la violente période inflationniste de 2022-2023 dans les principales économies mondiales, les géants de la grande consommation évoluent en eaux plus calmes. Mais les tensions sur le pouvoir d'achat des consommateurs restent importantes. Et tous ne naviguent pas avec la même aisance dans cet environnement toujours contraint.

Attrait retrouvé pour les marques chez certains consommateurs, maintien des arbitrages pour d'autres, retour de l'innovation, des produits santé et des aliments plaisirs, poids persistant des marques de distributeur (MDD)... Les attentes dans les rayons des supermarchés restent diverses. Dans ce contexte, certains arrivent à tirer leur épingle du jeu, comme Danone. Après deux années d'efforts de rationalisation de son portefeuille, et d'innovations (Actimel, Activia ou HiPro...), les volumes du géant laitier ont progressé de 3,6% sur les trois mois d'été 2024. Et ce, pour le quatrième trimestre consécutif.

C'est aussi le cas des quelque 400 marques de l'anglo-néerlandais Unilever (Knorr, Dove, Maille, Amora, Magnum...), dont les volumes sont repartis à la hausse depuis un an. Notamment grâce aux performances de ses 30 «power brands» (marques piliers, comme Dove, Magnum ou Rexona), qui ont retrouvé leur place dans les Caddie. Le groupe a aussi misé sur de nouveaux produits, no-

tamment dans l'hygiène. Ses embellisseurs d'habits (marque Comfort) ou ses billes de glaces Magnum ont largement conquis les consommateurs. De même, Colgate-Palmolive, dans un environnement de consommation dégradé, profite de la force de ses marques. Il affiche une hausse de ses volumes pour un deuxième trimestre consécutif. Confiant, le géant américain a relevé légèrement ses perspectives de croissance pour 2024, attendue entre 3% et 5%. Mais le roi du dentifrice n'a pas été récompensé en Bourse : son action se replie de 7% sur les trois derniers mois, notamment en raison de craintes sur son marché domestique.

## Baisse des étiquettes

À l'inverse, avec des performances opérationnelles récurrentes et une constance dans le soutien de leurs marques, Danone et Unilever semblent bien avoir retrouvé la confiance des investisseurs. Confrontés à une crise de croissance à la sortie du Covid, et donc boudés en Bourse, ces groupes voient désormais leur cours rebondir, respectivement de 12% et 20% depuis janvier. Ce qui n'est pas encore le cas du leader mondial de l'alimentation, Nestlé. Ses marques (Nescafé, KitKat, Maggi, Nespresso, Purina...) sont certes des incontournables des placards, avec une légère hausse de leurs volumes (+0,9%) sur les neuf premiers mois de 2024. Mais les scandales sanitaires à répétition (Buitoni, eaux minérales...), les contestations sur la qualité nutritionnelle de ses produits et son constat, le mois dernier, d'une «de-

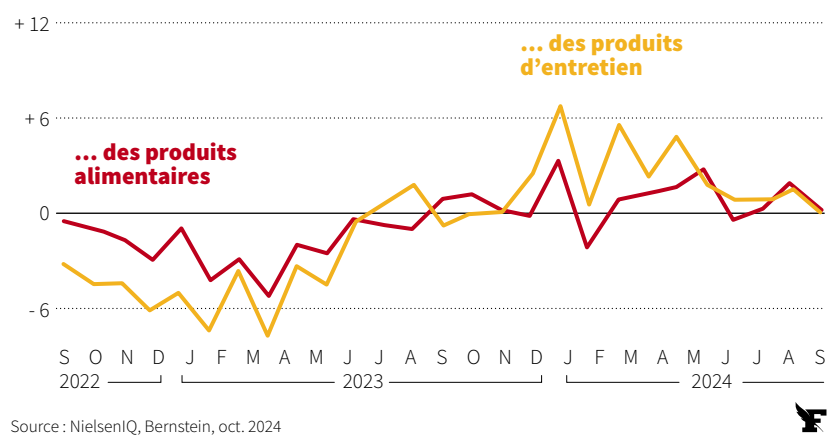
mande des consommateurs en baisse» ont refroidi les marchés. Son cours de Bourse a baissé de 16% depuis janvier.

Même si la baisse des étiquettes a regonflé les volumes, la météo de l'été a contrarié l'activité des spécialistes des boissons alcoolisées ou non. Chez les multinationales de la bière, comme AB InBev ou Carlsberg, la pluie et la fraîcheur en Europe cet été ont fait chuter respectivement de 2,4% et 0,2% leurs volumes de petites mousses consommées au troisième trimestre. Couplé à une demande en berne en Chine, cet environnement reste délicat pour les deux groupes, dont le manque de perspectives a fait chuter leur titre de 6% et 10% depuis janvier. Seul Heineken a réussi à faire progresser (+0,7%) ses unités de bières écoulées cet été. Sans avoir à ce stade convaincu les marchés (le titre a cédé 18% depuis janvier), après un premier semestre marqué par des déboires en Chine.

Du côté des rois des sodas, Coca-Cola (Coca, Fanta, Sprite...) et PepsiCo (Pepsi, Doritos, Lay's...), la pression sur les volumes s'est aussi maintenue entre juillet et septembre, avec des reculs limités (entre -1% et -2%). Dans ce contexte, les marchés devraient surveiller, d'ici la fin 2024, la capacité des meilleurs élèves à confirmer la vigueur de la reprise de leurs volumes. Notamment aux États-Unis et en Chine, où, contrairement à l'Europe (lire ci-dessous), la consommation reste en berne. Les industriels du secteur affichant la meilleure capacité à compenser la baisse de volume par des produits mieux valorisés devraient être recherchés en Bourse. Comme Coca-Cola (+10% depuis janvier), qui a revu en octobre à la hausse plusieurs de ses prévisions pour 2024, en misant sur des hausses de prix sur plusieurs marchés inflationnistes. Le géant suisse du chocolat Lindt a, lui aussi, démontré son talent à défendre son marché et ses volumes, sur un marché du chocolat pourtant mis sous haute tension par les prix élevés du cacao. De quoi afficher une stabilité de son action à la Bourse de Zurich, depuis janvier. ■

## Les volumes des produits de grande consommation se reprennent en Europe

Croissance mensuelle des volumes dans les grandes surfaces en Europe... en %



Source: NielsenIQ, Bernstein, oct. 2024

## QUESTIONS D'ARGENT AVEC



# Comment se défendre face aux clauses illégales de ses contrats d'assurance ?

Le médiateur de l'assurance, Arnaud Chneiweiss, en a fait son cheval de bataille. Depuis plusieurs années, il alerte sur la présence de clauses d'exclusion contrairement à la loi dans les contrats d'assurance habitation, automobile, santé ou encore emprunteur. C'est désormais l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) qui rappelle à l'ordre les assureurs pour qu'ils révisent rapidement leurs contrats. Dans une enquête réalisée fin 2023, le gendarme de la profession a passé en revue un peu plus d'une centaine de multirisques habitation (MRH) et d'assurances-auto commercialisées à des particuliers par 17 organismes. Presque tous les assureurs interrogés avaient au moins un contrat contenant une clause d'exclusion invalidée par la Cour de cassation.

«Les clauses d'exclusion sont souvent ambiguës dans beaucoup de contrats», déplore Hervé Mondange. Par exemple, certaines clauses remettent en question une garantie pour le « défaut d'entretien » d'une habitation, pour la « négligence » de l'assuré ayant facilité le sinistre ou encore pour des travaux de construction ou de rénovation qui n'ont pas été réalisés dans « les règles de l'art ». « Pour les assurés, il est difficile de saisir ce que l'assureur entend précisément par « les règles de l'art », ironise Romain Bouriel, chef de service adjoint à l'ACPR. Il faut aussi se méfier des termes utilisés fréquemment par les assureurs dans la rédaction des clauses, comme « notamment » ou « tels que », car ils ne donnent qu'une liste indicative - et donc non exhaustive - des situations où l'exclusion s'applique. Ces formulations ont d'ailleurs été censurées depuis longtemps par la jurisprudence parce qu'elles ne sont ni formelles ni limitées. Elles ont aussi été critiquées à maintes reprises par le médiateur de l'assurance.

### 1 Qu'est-ce qu'une exclusion de garantie ?

Elle précise les situations dans lesquelles un assuré n'est pas couvert par sa garantie. Cette clause vise à responsabiliser les assurés, en encourageant la prévention des risques et en limitant les fraudes. « Les assureurs en intègrent systématiquement à leurs conditions générales », observe Hervé Mondange, juriste à l'Association Force ouvrière consommateurs (Afoc).

Mais pour être valable, une clause d'exclusion doit remplir trois critères. Tout d'abord, figurer en caractères très apparents dans les contrats, par exemple en couleur, en majuscule, en gras ou dans un encadré. Il faut qu'elle ressorte visuellement par rapport aux autres clauses pour attirer l'attention du souscripteur. Ensuite, une exclusion de garantie doit être formelle et limitée. « Il faut que les clauses d'un contrat d'assurance soient rédigées de façon claire et compréhensible pour les assurés, sans créer de déséquilibre significatif entre les droits et obligations de chacun », explique Clémentine Vilcoq, directrice adjointe du contrôle des pratiques commerciales à l'ACPR.

### 2 Comment repérer une clause illégale ?

De nombreux assureurs ne respectent pas ces obligations. « On trouve encore des clauses d'exclusion floues, va-

### 3 Comment contester une clause douteuse ?

Si un assureur refuse de vous indemniser en invoquant l'une de ces clauses controversées, examinez attentivement les conditions générales du contrat. « Il ne faut pas se résigner et accepter immédiatement ce qu'affirme le service de gestion des sinistres », avertit Hervé Mondange. En cas de doute, il est toujours possible de solliciter l'aide d'une association de consommateurs. »

La clause peut être contestée en rédigeant un courrier à l'attention de l'assureur (il est essentiel de conserver une preuve écrite). Sans réponse après un délai de deux mois ou si la réponse ne vous convient pas, saisissez le médiateur de l'assurance (mediation-assurance.org), cette procédure est gratuite. Ce dernier étudiera le dossier et vous communiquera une proposition de solution dans un délai de trois mois à partir de la date de la notification de la recevabilité de la demande.

Par ailleurs, avant de souscrire un contrat d'assurance, ou de modifier les garanties, il est conseillé de lire les conditions générales en portant une attention particulière aux pages consacrées aux exclusions de garanties, qui doivent être bien visibles (en couleur, en caractères gras...). Si vous manquez de temps, il est possible de se limiter au document d'information qui synthétise les principales garanties et exclusions. Mais en gardant à l'esprit qu'il n'est pas toujours complet. Enfin, si vous souscrivez un contrat par l'intermédiaire d'un agent général ou d'un courtier, interrogez-le sur les exclusions de garantie. ■

PAULINE JANICOT

à suivre sur [lefigaro.fr/bourse](https://lefigaro.fr/bourse)

- Les matières premières et les produits dérivés
- Le crible des sicav et des fonds
- Les cotations en direct sur iPhone



## LA SÉANCE DU VENDREDI 1ER NOVEMBRE

LE CAC						LA VALEUR DU JOUR							
JOUR	%VAR.	HAUT JOUR	BAS JOUR	%CAP.ECH	SI/12	JOUR	%VAR.	HAUT JOUR	BAS JOUR	%CAP.ECH	SI/12		
ACCOR	4185	+0,46	4192	41,28	0,137	+20,95	LVMH	611	+0,2	614,1	608,4	0,053	-16,71
AIR LIQUIDE	166,3	+1	166,76	164,28	0,082	-5,58	MICHELIN	31,1	+0,16	31,18	30,86	0,105	-4,19
AIRBUS	1416	+103	143,04	139,12	0,134	+1,3	ORANGE	10,06	-0,35	10,165	10,055	0,179	-2,37
ARCELORMITTAL SA	22,68	0	22,83	22,56	0,169	-11,67	PERNOD RICARD	115,3	+0,92	115,75	114,1	0,191	-27,82
AXA	34,28	-0,7	34,5	34,16	0,125	+16,24	PUBLICIS GROUPE SA	98,3	+0,29	98,06	97,48	0,1	+16,67
BNP PARIBAS ACT.A	63,04	+0,46	63,42	62,35	0,262	+0,72	RENAULT	41,08	-1,96	41,94	40,61	0,379	+11,31
BOUYGUES	29,71	+0,95	29,84	29,41	0,132	-12,92	SAFRAN	210,5	+1,3	211,1	207,8	0,128	+32,01
CAPGEMINI	164	+3,02	164,4	159,15	0,291	-13,11	SAINT GOBAIN	84,48	+1,81	84,48	82,88	0,159	-26,73
CARREFOUR	14,77	+1,62	14,83	14,555	0,219	-10,84	SANOFI	98,7	+1,64	99,04	97,45	0,087	+9,96
CREDIT AGRICOLE	14,13	+0,32	14,235	14,05	0,128	+9,94	SCHNEIDER ELECTRIC	239,9	+1,14	241,9	239,15	0,137	+31,97
DANONE	66,06	+0,55	66,28	65,34	0,14	+12,58	SOITEE GENERALE	27,275	+3,37	27,595	26,67	1,03	+13,53
DASSAULT SYSTEMES	32,1	+2,03	32,25	31,43	0,11	-27,43	STELLANTIS NV	12,722	+0,97	12,82	12,512	0,072	+39,83
EDENRED	29,76	+0,71	29,76	29,01	0,302	-45,03	STMICROELECTRONICS	24,845	-0,72	24,985	24,265	0,448	-45,09
ENGIE	15,42	+0,03	15,545	15,35	0,143	-3,13	TELEPERFORMANCE	97,9	+1,03	98,7	96,82	0,201	-25,86
ESSILORLUXOTTICA	217	+0,74	217,7	214,9	0,086	+19,49	THALES	149,45	+0,88	150,3	148,4	0,052	+11,57
EUROFINS SCIENT.	45,88	+1,55	46,1	44,84	0,18	-22,21	TOTALENERGIES	57,9	+0,87	58,7	57,53	0,157	-6,01
HERMES INTL	2081	+0,34	2090	2069	0,033	+8,45	UNIBAIL-RODAMCO-WE	75,24	+0,48	75,84	74,46	0,154	+12,43
KERING	230,7	+0,81	232,15	227,25	0,117	-42,18	VEOLIA ENVIRON.	29,29	+0,41	29,46	29,08	0,148	+2,56
L'OREAL	346,5	+0,65	348,95	342,15	0,07	-23,11	VINCI	103,2	+0,49	103,55	102,35	0,112	-9,23
LEGRAND	105,3	+1,64	105,6	104,4	0,142	+11,9	VIVENDI SE	9,776	-0,18	9,966	9,776	0,158	+1,03

## LES DEVICES

DEVISE	COURS	%VAR.
AUSTRALIE	1,653	AUD
CANADA	1,5144	CAD
GDE BRETAGNE	0,84	GBP
HONG KONG	8,466	HKD
JAPON	165,54	JPY
SUISSE	0,9427	CHF
ETATS-UNIS	1,0885	USD
TUNISIE	3,352	TND
MAROC	11,103	MAD
TURQUIE	37,3758	TRY
EGYPTE	52,77	EGP
CHINE	7,7403	CNY
INDE	91,4955	INR
ALGERIE	144,53	DZD

## L'OR

PRODUIT	COURS	%VAR.
Lingot 1kg	81298€	+35,23%
Lingot 100g	81418€	+35,17%
Lingot 50g	4076,4€	+35,01%
Lingot ONCE (31,10g)	2540,76€	+35,03%
Lingot 10g	823,18€	+34,65%
Lingot 2,5g	213,97€	+33,09%
20FR NAPOLÉON	506,16€	+35,25%
20FR SUISSE	501,5€	+35,25%

## CRYPTOMONNAIES

CRYPTO	COURS	%VAR.
Bitcoin	70 395,41€	+61,65%
Ethereum	2 519,546€	+7,74%
BNB	576,886€	+23,37%
Solana	169,377€	+56,65%
XRP	1,51€	-18,74%

## LA VALEUR DU JOUR

# L'escalade au Proche-Orient fait grimper les prix du pétrole

Le cours du pétrole remonte, sur fond de risque d'escalade du conflit au Proche-Orient. Alors qu'en début de semaine, il perdait près de 4% - les frappes israéliennes ayant épargné les installations pétrolières iraniennes -, le prix de l'or noir remontait ce vendredi 1er novembre, le cours de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, le cours passait à 14,66 dollars, soit une hausse de 2,54%. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en décembre, prend quant à lui +2,76% pour atteindre 71,17 dollars. Une remontée que Han Tan, analyste chez Exinity, explique par la réapparition des « craintes géopolitiques (...) sur les marchés à la suite d'informations selon lesquelles l'Iran pourrait lancer des attaques de représailles contre Israël ».

Sachant que l'Iran a promis une réponse « brutale » à l'attaque israélienne contre ses installations militaires, Israël a répondu en promettant de son côté « une frappe très dure sur l'Iran si une

autre attaque de missiles se produisait », selon John Passard, analyste chez Mirabaud. Le marché y a ainsi vu un risque sur l'approvisionnement en pétrole iranien, alors que le pays fait partie des dix plus grands producteurs de pétrole au monde. En septembre, il a fourni 3,4 millions de barils par jour, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Alors que le média américain Axios - s'appuyant sur une source du « renseignement israélien » -, avance que les représailles iraniennes pourraient partir du sol irakien, « cela risque d'entraîner l'Irak dans le conflit, le pays étant un producteur majeur de pétrole », préviennent les analystes de DNB.

Selon les investisseurs, l'Opep+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés) pourrait par ailleurs retarder d'au moins un mois l'augmentation prévue de la production de pétrole en décembre. Une manœuvre qui avait déjà participé à la hausse du cours du pétrole jeudi. ■

# Intelligence artificielle, ventes en Chine... Apple cherche à rassurer sur sa stratégie

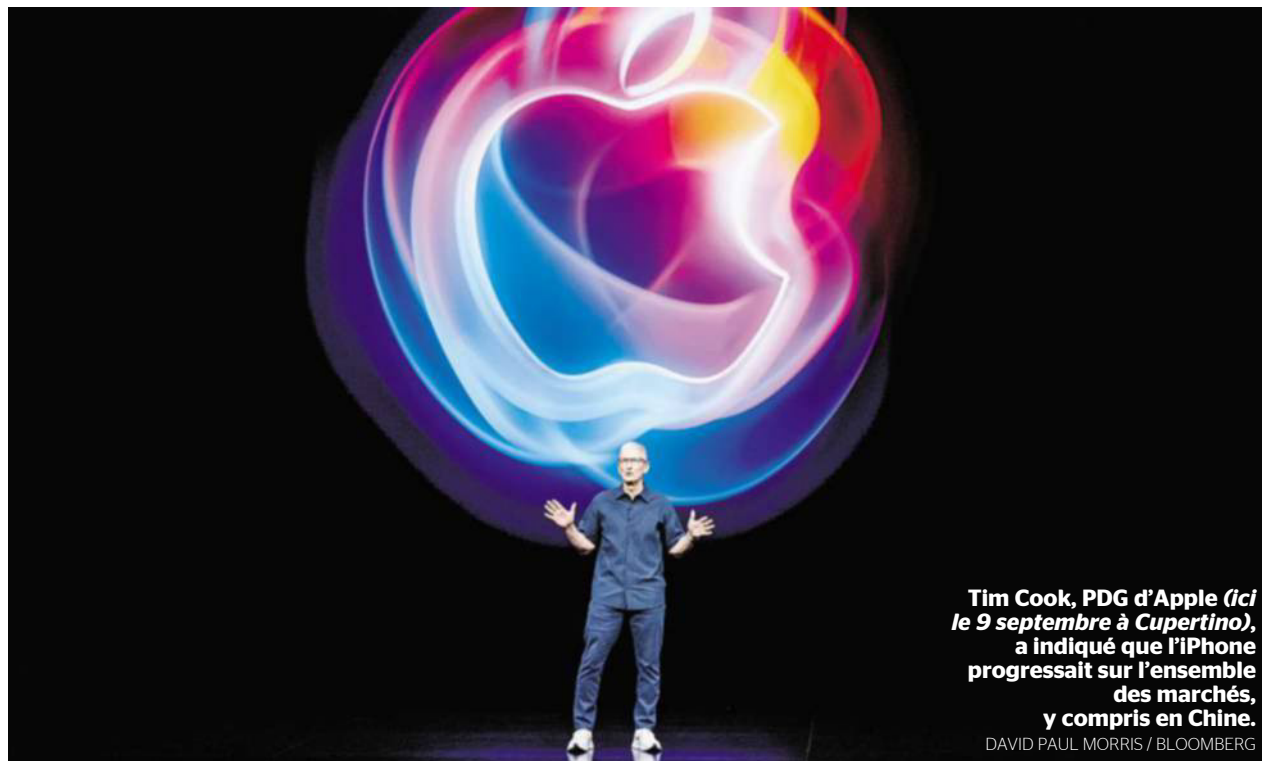
Lucas Mediavilla

Malgré un rebond des ventes d'iPhone, le groupe peine à convaincre que ces technologies engendreront une nouvelle phase de croissance.

Apple souffle le chaud et le froid sur ses ventes en cette fin d'année 2024. Le géant californien achevait, jeudi soir, son année fiscale avec la publication des résultats du quatrième trimestre. Et au passage, il a un peu douché les espoirs de Wall Street : malgré un net rebond des ventes d'iPhone ces trois derniers mois, après deux trimestres consécutifs de baisse, la période des fêtes ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices.

Les ventes de smartphones ont certes apporté 46,3 milliards de dollars à Apple entre juillet et septembre, près de la moitié des revenus totaux. Il s'agit d'une hausse de 5,5% par rapport à un an plus tôt, ce qui permet au groupe dirigé par Tim Cook de revenir à l'équilibre sur son produit phare depuis le début de l'année. Le PDG a indiqué que l'iPhone progressait sur l'ensemble des marchés, sous-entendu y compris en Chine. Une bonne nouvelle, vu l'intensité concurrentielle sur place et le retour en force d'un acteur comme Huawei.

Le groupe a néanmoins annoncé que



Tim Cook, PDG d'Apple (ici le 9 septembre à Cupertino), a indiqué que l'iPhone progressait sur l'ensemble des marchés, y compris en Chine.

DAVID PAUL MORRIS / BLOOMBERG

la hausse de ses revenus atteindrait au maximum 5% entre octobre et décembre, là où les marchés s'attendaient à une hausse de 7%. Cette période de l'année incluant Noël, est pourtant stratégique pour Apple. A fortiori en cette année 2024, marquée par la sortie en septembre de l'iPhone 16 et, il y a quelques jours aux États-Unis, de l'ensemble des fonctionnalités dopées à l'IA d'Apple, regroupées sous la bannière Apple Intelligence. Les observateurs les plus enthousiastes jugeaient que ces fonctions pouvaient susciter un engouement auprès des clients, et un nouveau cycle de vente pour les iPhone d'Apple, après des années plus délicates.

Reste que les premiers tests réalisés

autre-Atlantique sur cette batterie de nouveautés sont globalement décevants. L'IA générative permet sur l'iPhone de résumer des textes, des e-mails, des notifications, de retoucher des photos, de faire des recherches en langage naturel. Apple avait aussi promis de doper son assistant vocal Siri. Mais la plupart des critiques jugent que l'expérience n'est pas radicalement différente. La société de Cupertino a manqué l'occasion de marquer son leadership technologique sur ses concurrents Samsung ou Google.

Bien sûr, à l'image de Tim Cook qui a martelé : « Nous ne sommes qu'au début de ce que peut faire l'IA générative », Apple sait que l'IA est une course de fond. Il

doit lancer dans les prochains mois de nouvelles fonctionnalités tout en améliorant celles déjà existantes. En décembre, il pourra tirer profit de son accord de distribution avec OpenAI en lançant ChatGPT-4o de façon native sur les iPhone. Puis en 2025, Apple devrait lancer Apple Intelligence sur d'autres géographies à commencer par l'Europe en avril. Selon les analystes de Wedbush Securities, la Chine devrait suivre, le temps que la firme parvienne à tisser un accord avec un acteur local de l'IA pour satisfaire Pékin.

À Wall Street, vendredi, le cours de l'action était en recul. Il faut dire que d'autres indicateurs ne sont pas au beau fixe. À 15 milliards de dollars sur le tri-

mestre, les revenus ont encore légèrement chuté en Chine, l'un des marchés les plus stratégiques pour Apple. La division des objets connectés et accessoires (Apple Watch, AirPods, HomePod, etc.) est elle en baisse de quasiment 3%.

## Spectre d'une amende

Les services (App Store, iMusic, Apple TV+, Apple Pay, iCloud), eux, surperforment, avec une croissance du revenu de 12%. Cette activité par nature plus récurrente que la division produit car basée sur un modèle d'abonnement, pèse désormais plus du quart des revenus d'Apple. Reste à savoir si la dynamique ne sera pas enrayerée par le contexte réglementaire qui pèse sur le groupe. Aux États-Unis, le département de la justice enquête toujours sur un possible abus de position dominante concernant l'iPhone, qui pourrait déboucher sur de lourdes sanctions. En Indonésie, la marque s'est vue interdire de vendre son iPhone, le gouvernement jugeant qu'Apple n'investissait pas assez dans le pays.

En Europe, la réglementation sur les marchés numériques (DMA) va obliger l'entreprise à ouvrir davantage ses plateformes à la concurrence. Le spectre d'une amende n'est pas écarté. Apple vient aussi de se faire condamner par la justice européenne à rembourser 13 milliards d'euros au contribuable irlandais, à l'issue d'un feuilleton fiscal vieux de 10 ans. C'est la raison pour laquelle son bénéfice net a chuté de 36% entre juillet et septembre. Apple a passé une charge exceptionnelle de 10,5 milliards d'euros dans ses comptes. Pas de quoi déstabiliser le californien cependant. Le directeur financier, Luca Maestri, a rappelé que le groupe était assis sur une trésorerie de 157 milliards de dollars et qu'il avait réalisé son meilleur dernier trimestre en termes de rentabilité. ■

**NOUVEAU**

**LE FIGARO**  
PRÉSENTE

2024-2025  
**LE FIGARO**  
Placements & patrimoine

**TRANSMETTRE SON PATRIMOINE**

- Contrat de mariage
- Donations
- Testament
- Assurance vie
- Droits de succession...

**Anticipez pour protéger les intérêts de vos proches**

**LeParticulier**

En matière de succession mieux vaut éviter l'improvisation ! Car, sans action de votre part, la loi se charge de répartir vos biens sans tenir compte des intérêts de chacun de vos héritiers et sans optimisation fiscale. Or, vos objectifs ne seront pas les mêmes selon votre situation familiale et la composition de votre patrimoine. Qu'il s'agisse d'avantager votre conjoint ou partenaire de pacs, de répartir vos biens entre vos descendants, de protéger un enfant vulnérable, de transmettre dans une famille recomposée... de nombreux outils (donation, testament, assurance vie...) permettent de répondre aux multiples situations.

Ce hors-série vous aidera à trouver la meilleure stratégie pour sécuriser l'avenir de vos proches et transmettre vos biens dans les meilleures conditions juridiques et fiscales.

Hors-série Le Figaro Placements & patrimoine, 132 pages

en partenariat avec **LeParticulier**

**13€<sup>90</sup>** EN VENTE ACTUELLEMENT chez votre marchand de journaux et sur [www.figarostore.fr](http://www.figarostore.fr)

## OpenAI défie Google sur le moteur de recherche

Ingrid Vergara

La société lance ChatGPT Search, qui promet des réponses sourcées aux requêtes.

Il est pour l'instant réservé aux abonnés payants du plus célèbre des assistants conversationnels. Mais le moteur de recherche ChatGPT Search, lancé jeudi soir par la start-up OpenAI, sera accessible gratuitement dans les prochains mois à tous les utilisateurs de ChatGPT, promet la société américaine.

Présent sous la forme d'un bloc de recherche intégré au sein de l'assistant, ce nouveau service permet d'aller puiser en ligne des éléments pour satisfaire les requêtes des utilisateurs et leur présenter un résultat de recherche sous la forme d'une réponse sourcée. À la différence de ChatGPT, qui produit des réponses rédigées mais sans référence (et dont les sources n'allaient pas au-delà de l'année 2023), ChatGPT Search met en scène une réponse rédigée en intégrant à la fois des éléments de son large modèle de langage GPT-4o et ceux d'une poignée de fournisseurs de données et d'éditeurs tiers avec lesquels il a conclu des partenariats.

« Vous pouvez obtenir des réponses rapides et pertinentes avec des liens vers des sources internet appropriées, ce qui aurait nécessité auparavant d'utiliser un moteur de recherche », indique OpenAI dans un communiqué. L'interface se veut novatrice dans la façon de présenter les résultats de recherche, qui ne soient pas juste une liste de liens comme sur les moteurs classiques. Surtout, il n'y a - pour l'instant - pas de publicité. ChatGPT Search se targue de pouvoir agréger des contenus multimédias tout en maintenant un dialogue contextualisé, permettant d'affiner les recherches.

Avec ce lancement, OpenAI ouvre donc un nouveau front dans l'intense bataille à laquelle se livrent les géants du numérique. « Nous nous appuyons sur notre modèle (d'IA) pour déterminer si une source

apporte une bonne réponse à une requête de l'utilisateur », explique une porte-parole de la société. OpenAI empiète de front sur les plates-bandes de Google, qui vient de lancer AI Overview (indisponible pour le moment dans l'Union européenne) pour doper son célèbre moteur de recherche de nouvelles fonctionnalités d'IA.

### Première épreuve du feu

Google détient à ce jour plus de 90% de part de marché dans les moteurs de recherche, très loin devant Bing de Microsoft, qui est actionnaire d'OpenAI. OpenAI peut capitaliser sur la base des 200 millions d'utilisateurs actifs mensuels de son assistant à travers le monde. Le dernier né d'OpenAI va connaître une première épreuve du feu avec les élections américaines en début de semaine prochaine, qui permettront de jauger de la qualité des résultats du moteur. Adam Fry, responsable de ce nouveau produit, assure qu'OpenAI prêterait une « attention particulière » aux requêtes concernant l'élection.

La société promet aussi qu'elle ne priorisera pas les sources de ses partenaires par rapport à d'autres éditeurs de contenus, mais les conditions des partenariats ne sont pas connues. Les relations entre OpenAI et de nombreux éditeurs de presse sont tendues. Aux États-Unis l'entreprise est poursuivie en justice par le *New York Times* ou le *Chicago Tribune* qui l'accusent d'avoir entraîné son modèle d'IA sur ses contenus sans autorisation. En France, OpenAI a refusé jusqu'ici d'ouvrir des négociations groupées avec l'Apig (Alliance de la presse d'information générale) et le SEPM (Syndicat des éditeurs de la presse magazine) pour utiliser de manière payante les contenus des 800 titres de presse qu'ils représentent. ■



# LE FIGARO et vous



## ARTS

À ANVERS, TROIS EXPOSITIONS AUDACIEUSES CÉLÈBRENT L'ENFANT DU PAYS, LE PEINTRE JAMES ENSOR

PAGE 30



## TÉLÉVISION

HÔTEL DE LA MARINE : RETOUR SUR SON HISTOIRE ET SA RESTAURATION DANS UN DOCUMENTAIRE SUR LE FIGARO TV PAGE 33



## Républicains ou démocrates : le match de l'art de vivre

IMAGE MOMA, NEW YORK/SCALA - JEAN-CHRISTOPHE MARMARALE FIGARO - SERGI REBOREDO/ALAMY VIA REUTERS CONNECT - AURELIE RAIDRON

Les deux camps, qui s'affrontent lors des élections américaines, ne roulent pas dans les mêmes automobiles, ne s'alimentent pas de la même manière, ni ne fréquentent les mêmes hôtels. Deux « lifestyles » que tout oppose. PAGES 26 À 28



## Marina Viotti La mezzo soprano qui marie pop et classique

PAGE 29

## Fondation groupe EDF : le courant passe avec la danse

Ariane Bavelier

À Paris, des chorégraphes présentent leurs pièces à la faveur d'une exposition dédiée aux liens de l'art et du mouvement.

Vibration maximum à la Fondation groupe EDF. Le lieu conjugue l'énergie et le mouvement sur le thème « Dans(e) la lumière ». Aux cimaises, des œuvres chargées de volts : lithographies tirées par Raoul Dufy après avoir peint *La Fée électricité* pour le pavillon Lumière en 1937, films de Loïe Fuller, danseuse électrique, rayogrammes de Man Ray - procédé qui combine photomontages, traînées ondulées de cordon d'alimenta-

tion et serpentins de chauffage -, croissants de néons de François Morellet inspiré par la course de la lune, lithographies d'Adalberto Mecarelli explorant la lumière « comme matière invisible qui rend visible le monde ».

La scénographie ponctue le parcours de cabines. On peut s'isoler pour regarder Saburo Teshigawara danser et parler de la lumière. Ou voir émerger de l'obscurité *Continue-lumière*, de Julio Le Parc, zébrant un écran velouté en se déplaçant douce-

ment... On peut se laisser guider par les médiateurs formés par le CDCN de Toulouse à parler de danse et de lumière.

### Deux aires de spectacles

En parallèle, la fondation a dégagé deux aires de spectacles. Et commandé une programmation à Agnès Chemama, qui a passé trente-cinq ans à Chaillot, Théâtre national de la danse. Le courant passe! « J'ai voulu faire dialoguer danse et lumière, poser des mots qui les relient : intensité, éner-

gie, mouvement, émancipation, poésie », dit-elle. Et de concevoir une programmation qui puisse brancher tous les publics, aux diverses facettes de la danse.

Elle a donc convié les maîtres : Carolyn Carlson vient deux fois, pour improviser un « poetry event » sur la lumière et pour danser son *Mandala*, tissé dans le clair-obscur. Mourad Merzouki doit venir avec des extraits de *Pixel*. Angelin Preljocaj et Groupe urbain d'intervention dansé interpréteront des extraits de son

répertoire... Marion Motin se produit en solo pour *In the Mood for Night*, Maud Le Pladec reprend *Silent Legacy*, qui vibre de l'énergie du krump. Des compagnies émergentes sont aussi conviées : Mazelfreten, Alexandre Fandard et Leïla Ka.

La Fondation a également permis deux créations dédiées. Jann Gallois se donne en solo dans *Impulsion*. Un travail sur le vide intérieur et l'énergie qui s'y tapit. Raphaëlle Delaunay a créé *Flux*, pièce pour quatre danseuses du

groupe Élan pour l'égalité des chances, soutenu par la Fondation Hermès, que lui a confié le Centre national de la danse. Raphaëlle Delaunay les met en scène là où elles sont à l'aise et c'est émouvant de voir naître ces interprètes qui promettent d'aller loin. Combien de tentations dans cette programmation! À la lire, on aimerait qu'elle se répète sur plusieurs saisons. Mais inutile d'attendre pour se brancher! ■

« Dans(e) la lumière », à la fondation EDF (Paris 7<sup>e</sup>), jusqu'au 31 janvier 2025.

# Trump-Harris, deux visions de l'art de vivre

Margot Guicheteau

Les candidats à la présidentielle américaine mettent en scène des habitudes alimentaires opposées. De quoi séduire un électorat fracturé.

« J'adore McDonald's, j'adore voir de bons jobs! », s'exclame Donald Trump, tablier noué autour de la taille, le 20 octobre dernier au McDonald's de Feasterville-Trevoze, en Pennsylvanie, dans la dernière ligne droite de sa campagne électorale. Fier d'être là, il se sent dans son élément, apprenant aux côtés d'un jeune cuisinier à préparer un repas de l'emblématique enseigne. En remplissant quelques cornets de frites, il lance : « Jamais touché par une main humaine. Joli et propre! » Germaphobe avéré, Trump apprécie les normes sanitaires de la restauration rapide. Pendant cette séquence, il n'hésite pas à critiquer une nouvelle fois son opposante, Kamala Harris : « C'est vraiment inapproprié de voir quelqu'un qui prétend avoir travaillé ici affirmer que c'était difficile. Elle n'a jamais travaillé ici! McDonald's l'a confirmé. » Après cette tirade, il reprend son service et sert les clients qui l'attendent avec impatience. La culture du fast-food fait partie intégrante de l'image du candidat républicain. Comment oublier la célèbre photo, où, tout sourire dans son jet privé, il déguste un morceau de poulet KFC avec des couverts en argent? Tout comme ce fameux déjeuner qu'il organise à la Maison-Blanche, en 2019, pour les étudiants du championnat de football de la NCAA. L'image est surréaliste : un banquet où des piles de burgers et autres nuggets sont déposés par centaines sur des plateaux en argent. Au-delà du buzz médiatique, la restauration rapide est un fondement des habitudes culinaires de Trump.

Dès le matin, il opte pour la simplicité. Bien qu'il préfère sauter ce repas, lors-

qu'il est contraint de petit-déjeuner, il choisit du bacon, des œufs, des céréales ou un McMuffin de chez McDonald's. Pas de thé, ni de café. Pour le déjeuner, il ne refusera jamais un bon « meatloaf » (pain de viande). Le républicain Corey Lewandowski, expert politique, révèle dans son livre *Let Trump Be Trump*, que l'ancien président est capable de s'abstenir de manger pendant quatorze à seize heures. Le dîner est cependant un moment important : il a le choix entre un bucket de pilons de poulet frit KFC, un Big Mac de McDonald's ou un steak trop cuit nappé de ketchup. Selon Lewandowski, le menu préféré de Trump se compose, cependant, de deux Big Mac, de deux sandwiches Filet-O-Fish et d'un petit milkshake au chocolat, pour un total de 2430 calories. Pour couronner le tout, il rythme ses journées d'une douzaine de canettes de Coca-Cola light. Bennett Rea, auteur et influenceur américain, s'amuse à reproduire sur sa chaîne Cookin' with Congress les recettes et journées gastronomiques type de différents hommes politiques, dont celles de Donald Trump et Kamala Harris. Sa conclusion à propos du régime de l'ancien président après un tel festin? « C'était une journée intense. J'oscillais entre des pics de fatigue et des pics d'énergie. Le lendemain, j'avais comme l'impression d'avoir trop bu la veille. C'était difficile. »

Jo Travers, diététicienne et auteur du livre *The Low-Fad Diet*, alerte sur les habitudes alimentaires excessives de Trump : « Ce type de nourriture contient de nombreux macronutriments comme des protéines, des glucides et des graisses, mais pas sous une forme saine. Bien qu'il soit possible



Donald Trump derrière le comptoir chez McDonald's à Feasterville-Trevoze, en Pennsylvanie, le 20 octobre.



de vivre en se nourrissant ainsi, il est difficile de s'épanouir pleinement. Ces aliments sont faibles en fibres et riches en glucides raffinés, ce qui peut entraîner des pics et des chutes de sucre, affectant la concentration et provoquant de l'irritabilité. Le manque de fibres pourrait également entraîner des problèmes de constipation. Elles sont essentielles pour la stabilité des bonnes bactéries intestinales. Sans fibre, ces bactéries ne peuvent pas prospérer, et cela peut impacter le système immunitaire. »

Malgré son déséquilibre, le régime fast-food de Trump semble jouer en sa faveur. Professeur en communication pour la santé à Penn State, Jessica Gall Myrick a mené une enquête sur les habitudes alimentaires de Trump et l'impact de leur image sur la population pendant sa présidence. Elle a interrogé un millier d'Américains sur des sujets tels que l'importance qu'ils accordent aux médias au sujet de Trump et leur attention portée à son régime alimentaire, notamment lors de la publication de son bilan de santé. Elle résume, d'après son étude : « Si le président peut manger ce type de nourriture sans conséquence grave, l'opinion publique se sent plus à l'aise à l'idée de faire de même et culpabilise moins. Qu'ils soient républicains ou démocrates, les électeurs se sentent confortés dans leurs choix lorsqu'ils voient un homme politique apprécier ce type de repas. Cela les rassure et les amène à penser que c'est tout à fait normal. Avec le temps, ces images modifient subtilement ce qui est jugé acceptable. La plupart des gens ne suivent pas les nouvelles en continu, ils absorbent l'information à travers les algorithmes des réseaux sociaux. Ces représentations rendent la politique plus accessible et permettent au public de développer plus d'af-

finités avec leurs leaders. » Et de citer l'exemple du président Reagan, diagnostiqué d'un cancer du côlon en juillet 1985, entraînant une hausse du nombre d'appels à l'Institut national du cancer. Deux ans plus tard, la première dame, Nancy Reagan, subissait une mastectomie. Bien que cette procédure ne fût pas habituelle, la pratique augmenta juste après cette annonce. « Pour ceux qui appréciaient déjà Trump, cela n'a fait que renforcer leur conviction. Ces images partagées sur internet contribuent à oublier ses défauts et ses problèmes judiciaires. »

**« Qu'ils soient républicains ou démocrates, les électeurs se sentent confortés dans leurs choix lorsqu'ils voient un homme politique apprécier le fast-food. Cela les rassure et les amène à penser que c'est tout à fait normal »**

Jessica Gall Myrick

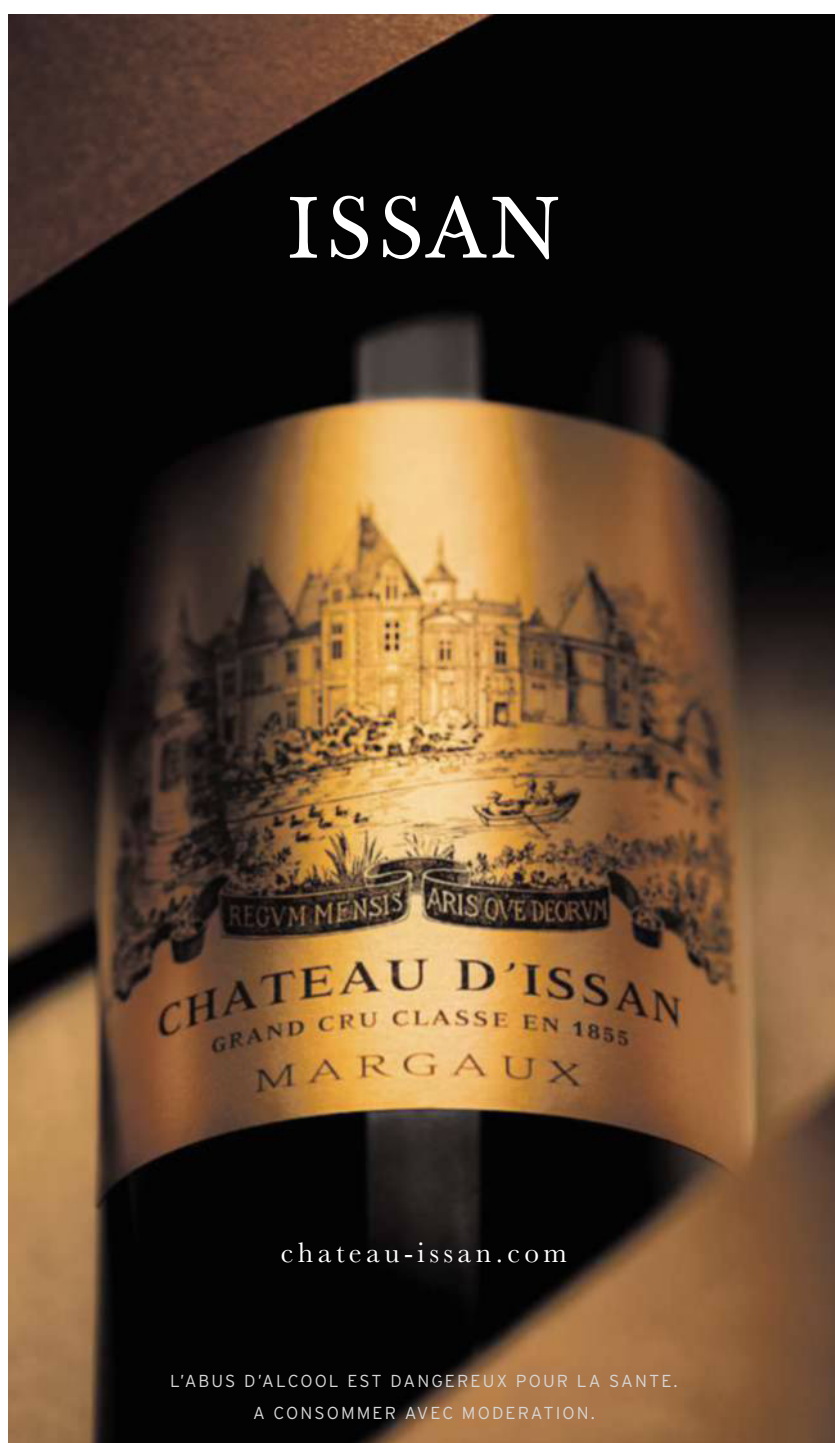
Professeur en communication pour la santé à Penn State

Qu'en est-il de Kamala Harris? Bien que plus discrète sur ses habitudes alimentaires, la candidate démocrate s'efforce de projeter une image chaleureuse et accessible. Elle veut incarner la joie de cuisiner. En 2019, la vice-présidente a ainsi publié sur sa chaîne YouTube Cooking With Kamala, une série de vidéos dans laquelle des célébrités partagent avec elle leurs talents culinaires. Celle où elle se rend chez l'actrice et productrice

Mindy Kaling, avec qui elle prépare des dosas masala, a marqué les esprits.

Dans une interview accordée à *The Cut*, Harris évoque sa routine matinale : « Je m'entraîne chaque jour, généralement sur le vélo elliptique. Parfois, je fais un peu de natation, si cela ne pose pas de problème pour mes cheveux. Au petit déjeuner, je mange du son et du raisin avec du lait d'amande, debout dans ma cuisine, tout en consultant mon agenda du jour. J'opte pour une marque générique de Raisin Bran, veillant à ce qu'il n'y ait pas trop de sucre. Avant de quitter la maison, je bois du thé avec du miel et du citron. »

Elle insiste aussi sur les bienfaits de cuisiner en famille : « Après une journée chargée, j'aime prendre un bain pour me détendre avant d'aller me coucher. Je me prépare une tisane, généralement de la camomille. En fin de journée, j'adore lire des recettes. J'ai toute une collection de livres de cuisine, si je suis à la maison, je les lis. Ce peut être Marcella Hazan ou Alice Waters. Quelquefois je regarde celles du New York Times si je suis sur la route (...). Avec le rythme effréné de mes voyages, où je peux être dans six avions par semaine, préparer un bon dîner en famille le dimanche soir me permet de retrouver une certaine normalité. Cuisiner me donne l'impression de maîtriser ma vie. » Harris apprécie surtout les plats du Sud, inspirés par la tradition cajun, à l'image du gombo, l'un de ses plats favoris. Elle aime concocter des recettes à base de légumes verts mélangés à de la graisse de bacon, de l'ail émincé, des piments et du bouillon de poulet, rehaussés de quelques gouttes de vinaigre et de Tabasco. Enfin, elle ne manque pas une occasion de déguster un bon dessert. Son péché mignon? Un gâteau au chocolat nappé de



ISSAN

chateau-issan.com

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. A CONSOMMER AVEC MODERATION.

## En Californie, le vin pour guérir des surdoses de

Stéphane Reynaud

Au pays de Google et de Meta, depuis longtemps, chacun a pris conscience des effets néfastes des écrans sur le processus d'apprentissage des plus jeunes. Dans certaines écoles fréquentées par les enfants des patrons et des cadres de la Silicon Valley, tablettes et ordinateurs portables ont été bannis. Les cahiers et les crayons, la craie et le tableau noir ont retrouvé leur place.

Le quotidien des jeunes adultes - la génération Z -, est lui aussi menacé par l'utilisation abusive des smartphones et le recours ad nauseam aux réseaux sociaux. Là encore, les Américains ont trouvé une solution simple et efficace qui est aussi un acte vieux comme le monde : la consommation de vin entre amis. C'est le sens du clip *Cultivating Togetherness* (« cultiver le vivre-ensemble ») produit par le syndicat des vins californiens et le Wine Institute.

La vidéo qui promet ce changement d'habitude radical et salvateur surprend par son audace le Français que des années d'application stricte de la loi Evin ont déshabitué de tout message positif en faveur du vin. Dans ce clip, on découvre des vingtenaires bien dans leur époque, qui commencent par se présenter. Ils sont organisateurs de communautés, jeunes investisseurs, thérapeutes amateurs, yogis, activistes du climat, entrepreneurs de business en ligne.

**« De la solitude et de l'anxiété »**

Mais il y a quelque chose de pourri dans ce royaume de la réussite individuelle. Puisque chacun d'entre eux a le regard rivé sur l'écran d'un smartphone, à chaque instant du quotidien. « Ce qui nous manque dans toute la folie de notre monde, ce sont des moments de vraie connexion, des moments chaleureux et humains. Nous sommes en train de perdre le contact entre nous, disent-ils. Nous nous isolons, et cela engendre chez nous de la solitude et de l'anxiété. » La

solution, simplissime, est mise en avant dans la foulée. Pour sortir de cette torpeur numérique, il suffit d'aller faire un tour chez le caviste, de s'équiper de quelques verres, d'un tire-bouchon et de proposer à ses amis de boire un coup avec eux. « Parce que le vin est social, parce que c'est une chose compliquée et complexe, comme nous-mêmes », confirment ces sympathiques jeunes adultes. Le clip exprime le premier besoin de cette génération Z : des raisons d'être ensemble. « Il s'agit de tous se retrouver, en personne, dans les bars, dans les restaurants, à domicile, où on veut pour partager une bouteille et être ensemble les uns avec les autres, parce que passer du temps avec des amis est bon pour l'âme. Et c'est quelque chose qui est du ressort du vin », concluent-ils.

Certes, cet éloge du vivre-ensemble en sifflant de bonnes quilles n'arrive pas par hasard. Personne n'est dupe. La période est difficile pour le secteur du vin : le changement climatique avec son lot de sécheresses et d'inondations rend la viticulture



Kamala Harris dans une vidéo de sa chaîne Cooking With Kamala, diffusée en 2019 sur YouTube.

DOUG MILLS/REUTERS/KAMALA HARRIS CAMPAIGN

# Progressiste ou conservateur : à chacun son volant !

Sylvain Reisser

**P**our ou contre la voiture électrique ? Autour de cette question centrale, l'automobile s'invite une nouvelle fois dans la présidentielle américaine. Américain progressiste contre Américain conservateur ? Ce clivage exacerbe les tensions. En fonction de son inclination, il serait possible d'en déduire le vote des Américains, donnant corps à l'adage selon lequel on peut créer l'orientation politique - démocrate ou républicain - au type de voiture possédée. Si l'on s'en tient à cette frontière, la carte montre une Amérique coupée en deux. Les États de la côte Ouest et certains de la côte Est acquis à la voiture à batterie votent pour Kamala Harris. Selon les données fournies par l'organisme américain Alliance for Automotive Innovation qui gère notamment les statistiques d'immatriculation, on trouvait au deuxième trimestre 2024 seulement douze États où la part de marché du véhicule électrique (VE) est supérieure à 10 % : la Californie loin devant le district de Columbia, Washington, le Colorado, l'Oregon, Hawaï, le Nevada, le New Jersey, le Massachusetts, le Maryland, le Vermont et le Connecticut. Les États du centre du pays mais aussi du Nord et du Sud restent partisans du moteur thermique et des pick-up, une spécialité américaine. Cette Amérique industrielle et rurale donne l'avantage à Donald Trump.

À Detroit, le fief des Big Three - General Motors, Ford et Chrysler-Jeep -, la plupart des salariés de l'industrie automobile estiment que la voiture électrique est la cause de tous les maux. Dans la presse locale, on peut lire des témoignages de personnes récemment licenciées. Elles accusent directement la vice-présidente Kamala Harris d'avoir perdu leur emploi et annoncent pour la première fois voter pour le candidat républicain. « Harris a la volonté de détruire la construction automobile traditionnelle en faveur de la voiture électrique »,

explique une employée qui a perdu son travail. En même temps, United Auto Workers, l'un des plus grands syndicats américains, a déclaré son soutien à Kamala Harris.

Au pays du fast-food, du Big is beautiful et du pick-up, les frontières ne sont plus aussi nettes que par le passé et les ressorts du vote ont évolué. Pour le candidat républicain, l'avènement de la voiture électrique porterait un coup sévère à l'industrie automobile américaine car sa production nécessite moins de main-d'œuvre et c'est la Chine qui maîtrise l'ensemble de la chaîne de valeur des composants. Il brandit la menace d'un bain de sang pour les Big Three. Ses électeurs sont climatosceptiques. De

**Sur un marché annuel compris entre 14 et 18 millions de véhicules neufs, entre 2016 et 2024, la part des modèles à essence n'a cessé de diminuer. En 2016, ces voitures représentaient 97 % des ventes. En 2024, leur part est tombée à 78 %**

son côté, Kamala Harris s'inscrit dans les pas du président Joe Biden tout en vantant le « en même temps ». L'Administration Biden a encouragé la transition vers le véhicule électrique en durcissant les normes d'émission et en subventionnant ces modèles. Ils seraient une solution au dérèglement climatique. L'ambition de Biden est qu'ils représentent la moitié des immatriculations d'ici à 2030. Dans le même temps, il a instauré des mesures protectionnistes (droits de douane) pour empêcher les constructeurs chinois de s'emparer de ce marché. Et à présent, il envisage de refuser l'homologation de tous les véhicules qui seraient équipés de technologies de connectivité chinoises pour des raisons de sécurité nationale. Les partisans du passage à l'électrique esti-

ment qu'il s'agit d'une opportunité industrielle pour le pays. Il vaut mieux que ces véhicules soient produits sur le sol américain que dans un autre pays.

Pour ne froisser aucun des camps sur un sujet aussi clivant que l'automobile, la candidate démocrate aurait renoncé à son objectif de ne plus vendre, comme en Europe, que des véhicules électriques à partir de 2035. « Je ne vous dirai jamais quelle voiture conduire », a-t-elle insisté, lors d'un meeting dans le Michigan. Pour brouiller un peu plus les cartes, Elon Musk, le milliardaire fondateur de la marque Tesla, qui carole en tête des ventes de véhicules électriques, a annoncé qu'il roulerait pour Trump.

Sur les quelque 290 millions de véhicules immatriculés aux États-Unis, moins de 2 % roulent à l'électrique, soit un parc de 5,1 millions d'unités. Reste que la trajectoire de décarbonation est bien orientée. Sur un marché annuel compris entre 14 et 18 millions de véhicules neufs, entre 2016 et 2024, la part des modèles à essence - il ne se vend quasiment pas de véhicules particuliers à motorisation diesel -, n'a cessé de diminuer. En 2016, ces voitures représentaient 97 % des ventes. En 2024, leur part est tombée à 78 %. Les Américains achètent de plus en plus de véhicules électrifiés, principalement hybrides. Au premier semestre 2024, 730 000 véhicules électriques ont été vendus, soit 9,7 % de part de marché, en hausse de 0,81 % par rapport à la même période de 2023. La croissance est portée par une offre plus conséquente - 113 modèles étaient commercialisés à la fin du premier semestre - et un éveil des consciences.

« L'avenir de l'automobile sera électrique », a martelé John Bozzella, le président de l'OICA, l'organisation mondiale des constructeurs automobiles, lors de son intervention dans le cadre du congrès de l'automobile organisé par la PFA, en marge du Mondial de l'automobile. Il a toutefois reconnu que ce marché marquait une pause. « Beaucoup de gens pensent que la technologie n'est pas adaptée à leurs besoins », a-t-il

assuré, prônant un partenariat stratégique entre les constructeurs, tous les secteurs de l'économie et les pouvoirs publics. La transition écologique bute sur un environnement réglementaire très compliqué. « Il y a trois agences de régulation et sept réglementations différentes. » La Californie et une douzaine d'États veulent accélérer la transition. Ils ont imposé pour l'an prochain une hausse de 25 % à 35 % de la part des ventes de modèles électriques. C'est le cas aussi de New York mais la marche paraît impossible à gravir. Cette année, leur part de marché ne dépasse pas 9 %. Plusieurs facteurs expliquent le ralentissement de la croissance. Sans compter les incitations gouvernementales, le prix de vente moyen reste élevé : 56 371 dollars en juin dernier. Avec un prix de transaction supérieur de 15,4 % au tarif moyen des véhicules particuliers, le véhicule à batterie s'adresse à une clientèle huppée.

Autres freins à l'adoption de ces nouveaux véhicules : 50 % du marché est accaparé par les pick-up dont les prestations sont la plupart du temps incompatibles avec la technologie à batterie ; dans certains États, les automobilistes couvrent des longues distances et les infrastructures sont à la traîne et peu performantes. Le ratio est aujourd'hui d'une prise publique pour trente véhicules électriques. Et le nombre de bornes rapides est réduit. Pour suivre la hausse des ventes de VE d'ici 2030, il faudrait 1 million de chargeurs supplémentaires sur le domaine public. Selon l'OICA, cela reviendrait à installer au moins 438 chargeurs par jour, soit près de 3 chargeurs toutes les 10 minutes. Dans le même temps, des études alertent sur la nécessité de moderniser le réseau électrique du pays, sous peine de connaître des épisodes de panne. Les VE devraient représenter 11 % de l'énergie consommée en 2030, contre 0,2 % en 2021. ■

» Lire aussi PAGES 8, 9 ET 16

caramel au beurre salé. Jessica Gall Myrick explique : « À travers ces images de cuisine familiale, elle pourrait chercher à se rapprocher de la culture des swing states comme le Michigan, la Pennsylvanie et le Wisconsin, où le partage de la nourriture est une tradition. »

La chercheuse conclut : « La nourriture est toujours liée aux classes sociales et aux cultures. Trump est unique en ce sens où il a hérité d'un empire, qu'il est riche et que la seule façon pour lui d'apparaître plus humain et accessible est de consommer du McDonald's. L'entreprise de restauration rapide est devenue son domaine de prédilection, sa manière de se rapprocher de son électeur. Lorsque Kamala a affirmé avoir travaillé chez McDonald's, il a rapidement voulu reprendre la main. Les politiques sont des figures publiques avec lesquelles les gens peuvent développer un attachement psychologique à travers l'exposition médiatique. » Jessica Gall Myrick évoque aussi le fait que, ces dernières semaines, Kamala Harris se soit mise à boire de la bière alors que Donald Trump ne consomme pas d'alcool. On l'a vue sur « The Late Show » avec Stephen Colbert et dans une brasserie dans le Michigan : « Une façon pour elle de toucher l'électorat masculin et ouvrier. Les Américains plus âgés se souviennent de l'élection présidentielle de 2000 entre le gouverneur du Texas de l'époque, George W. Bush, et le vice-président Al Gore, où de nombreux électeurs ont déclaré avoir l'impression qu'ils pourraient prendre une bière avec Bush. » Malgré leurs différences clairement affichées, Kamala Harris et Donald Trump partagent une habitude discutée : le plaisir de grignoter des Doritos (chips tortillas) lorsqu'ils ont une petite faim... ■

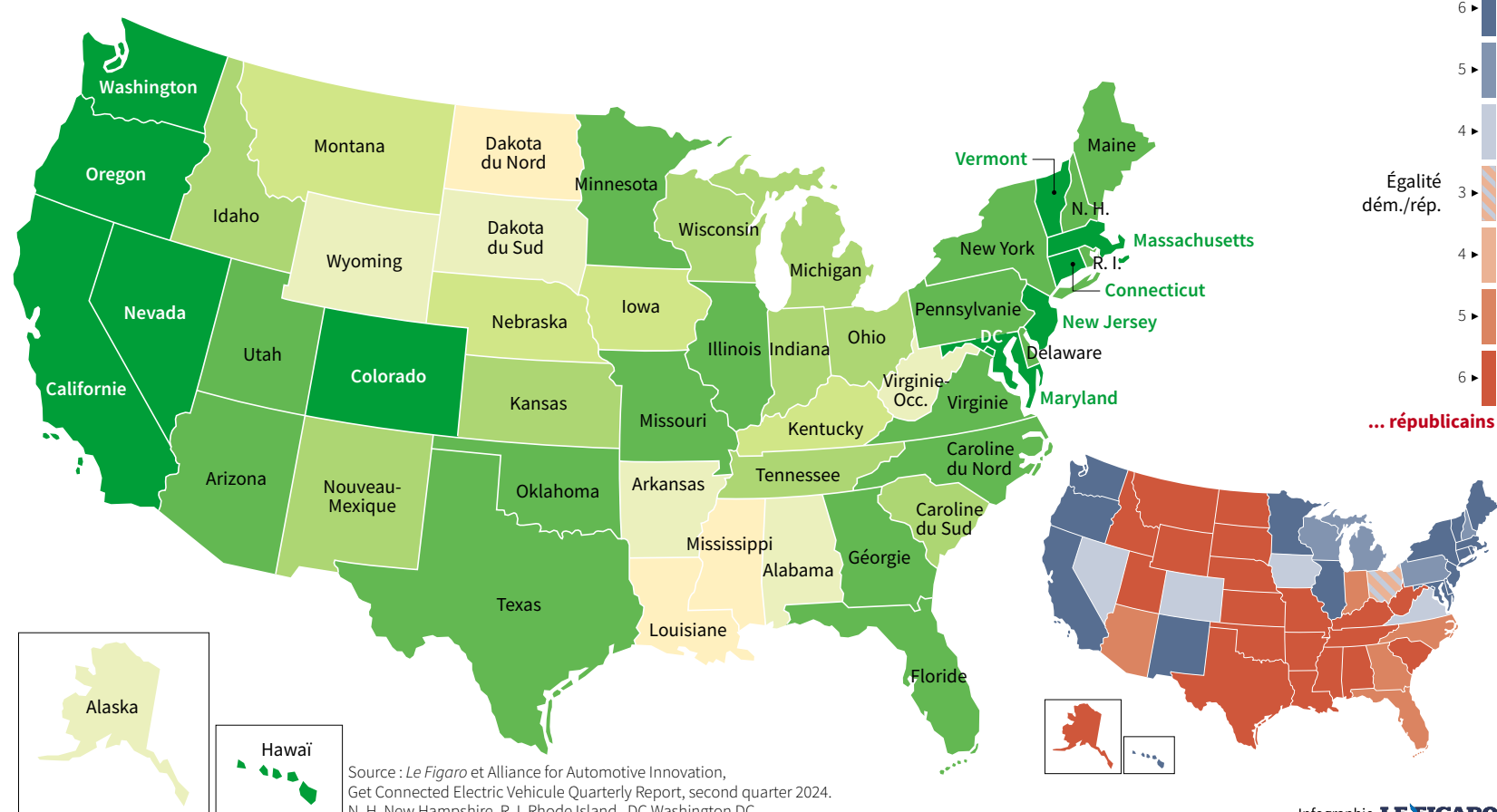
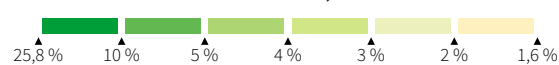


Une Tesla et un pick-up Ford F-150 se côtoient dans le quartier financier du centre-ville de Houston.

SHUTTERSTOCK/ARTISTIC OPERATIONS

## La voiture électrique reste un marqueur du vote démocrate

Part de marché des véhicules électriques au 1<sup>er</sup> semestre 2024 aux États-Unis, en %



## réseaux sociaux

plus difficile, les lobbies néo-prohibitionnistes promettent la mort au premier verre de cabernet, les volumes des ventes plongent. Sale temps pour Bacchus. Il s'agit de séduire les futurs consommateurs.

Mais les promoteurs du vin américain trouvent les arguments les mieux adaptés à notre époque. Si les réseaux sociaux nous plongent dans une vie de solitude numérique, le vin, quant à lui, rapproche les hommes, le vin nous lie, le vin est un facilitateur social. C'est même sa vocation première. Ce sont les Californiens, les plus à la pointe dans le secteur des nouvelles technologies, les promoteurs de l'intelligence artificielle, qui nous rappellent ces vérités premières. Il y a un siècle, ces mêmes Californiens sauvaient le vignoble français ravagé par le phylloxéra en nous envoyant des pieds de vigne résistants à l'insecte ravageur. Aujourd'hui, ils nous disent simplement que le vin est la base de notre civilisation. ■

<https://vimeo.com/1002133773/d6e0e1a512?share=copy>

**N**on loin de l'aéroport de Miami, l'hôtel Trump National Doral accueille ce jour-là de nombreux golfeurs et une poignée de locaux venus en famille. En ce week-end ensoleillé de fin octobre, on y partage un brunch au Champions Bar & Grill avec vue sur le parcours 18 trous : le Trump Burger est proposé à 31 dollars et le verre de Trump Cabernet Sauvignon à 14 dollars, issu de ses vignobles de Monticello, en Virginie. Un drapeau américain démesuré veille sur l'imposant bâtiment principal orné de répliques de statues grecques.

Dans ce contexte particulier de l'élection présidentielle, l'élégant hôtel de 643 chambres ne s'est pas transformé en arrière-cour militante de la campagne du Parti républicain. On peine à voir sur le coffre des voitures garées sur le parking les habituels stickers pro-Trump qui se multiplient en Floride en cette fin de campagne. Les personnes manifestant leur ferveur sont rares, à l'exception de cette jeune femme à la piscine, qui arbore fièrement un maillot et une bouée à la gloire des États-Unis. Les clameurs qu'on entend des jardins luxuriants proviennent de centaines de délégués de la convention Herbalife qui remplissent l'hôtel : on récompense les meilleurs placeurs de produits de cette société controversée pour ses méthodes de vente de compléments alimentaires. Une rumeur est lancée à la pause déjeuner : le candidat républicain pourrait venir saluer les lauréats. Las ! L'ex-président est resté dans l'État clé de la Pennsylvanie.

On se contente de peintures géantes haïographiques qui le représentent, du plus pur art pompier, dans différents salons. Une œuvre étrange retient notre attention : son portrait un tantinet effrayant, dont les yeux sont dotés d'une drôle de lueur, trône dans la salle de billard. En s'approchant, on découvre qu'il est constitué de dizaines de cartouches de fusil collées sur une toile. L'œuvre, signée de Rodrigo Camacho, lui a été offerte par Jair Bolsonaro, l'ancien président du Brésil. Elle a rejoint la collection d'art de l'hôtel aux côtés de plusieurs sculptures d'aigle en bronze trônant, au choix, sur la Constitution ou le drapeau américain.

#### Annulations de dernière minute au fil des polémiques

Donald Trump vient de citer son hôtel de Doral en exemple de son engagement pour l'environnement lors d'une rencontre avec des électeurs à Miami. « Je suis un environnementaliste, j'ai eu des récompenses pour l'eau, la façon dont j'utilise l'eau, le sable, le mélange de l'eau et du sable », leur a-t-il dit. Cependant, aucune certification environnementale allant dans ce sens n'existe. La seule trace est le petit mot usuel laissé dans la chambre sur la table de nuit : « Les draps seront changés seulement sur demande pour protéger les ressources vitales de la planète. » À l'hôtel de Sunny



## Dans les coulisses des hôtels Trump

Jean-Michel de Alberti  
Las Vegas

À l'image du parcours de l'ex-président républicain, le groupe hôtelier à son nom a multiplié les coups d'éclat. « Le Figaro » en a poussé les portes pour tenter de comprendre cet acteur à part dans le paysage touristique aux États-Unis.

Isles Beach, un autre sujet résonne avec la campagne présidentielle.

« Ne nous mentons pas : l'industrie hôtelière a évidemment besoin de travailleurs immigrés. À Miami, certaines femmes de ménage ne parlent pas anglais et je ne suis pas sûr que tout le monde ait vraiment des papiers ; on n'en parle jamais, c'est évidemment tabou », confie David, un employé. Le Trump National Doral, fleuron du groupe hôtelier Trump, est dirigé par Mickaël Damelinourt, un Français qui travaille depuis vingt ans pour la famille. Sur un salon à Singapour, il nous avait expliqué « sa fierté d'avoir lancé l'hôtel à Chicago, puis à Washington avec l'aide de la fille de Donald Trump, Ivanka Trump, qui s'était notamment beaucoup investie dans la décoration ». Recevoir « souvent » le président et la première dame à dîner était pour lui « un plaisir ». « À Washington, nous étions à deux pas de la Maison-Blanche », s'enorgueillit Mickaël Damelinourt. Et la vie au quotidien du directeur d'un hôtel Trump ? On comprend qu'au gré de l'actualité la gestion n'est pas facile.

Hôtellerie et politique ne font pas bon ménage... Les annulations de dernière minute sont fréquentes au fil des polémiques et des rebondissements judiciaires. Peu de voyageurs inscrivent les hôtels Trump au programme. En France et dans la plupart des autres pays européens, ils ne figurent dans aucun catalogue. Le Trump International Washington DC a fermé ses portes en 2023 pour devenir un hôtel du groupe Waldorf Astoria. « Les événements liés à l'insurrection du 6 janvier 2021, l'attaque du Capitole, ont été catastrophiques pour nous », glisse un ex-employé de Washington recasé dans un autre établissement du groupe. Cinq ont quitté l'enseigne Trump ces dernières années, notamment à Toronto, Hawaï et à Panama. « Le groupe a traversé une passe difficile, il a perdu un solide PDG. Avec sa seconde candidature, Donald Trump n'a pas le temps de s'intéresser à ses hôtels, ceux disposant d'un golf ont ses faveurs, c'est d'ailleurs ceux qui gagnent encore de l'argent », explique Wen, une employée rencontrée au Terrace 36, le spectaculaire bar de l'hôtel Trump surplombant la Chicago River.

#### « Les employés l'idolâtraient »

Cependant il faut reconnaître que les hôtels Trump sont partout très agréables. Celui de Doral bénéficie de quatre parcours de golfs 18 trous, un éden pour les amateurs, classé parmi les meilleurs resorts par les revues spécialisées. Différents pavillons portant le nom de champions de golf abritent des chambres où l'on profite des standards usuels d'un hôtel de luxe avec un personnel particulièrement bienveillant. Rien d'extraordinaire dans la déco néo-classique. L'ensemble a un peu vieilli, la dernière rénovation date de 2016. Sur la plateforme Booking.com, les avis des clients français sont majoritairement positifs. Comme à New York, où l'hôtel Trump International bénéficie d'un emplacement idéal face à Central Park. Les chambres et suites y sont appréciées pour leurs superbes vues, moins pour leur domotique. Le restaurant de Jean-Georges Vongerichten affiche deux étoiles Michelin. Un autre Français a croisé la carrière de Donald Trump : Didier Le Calvez (propriétaire notamment de l'hôtel Le Toiras, sur l'île de Ré) fut le directeur des années flamboyantes

du milliardaire. Il a dirigé le mythique Plaza à New York entre 1987 et 1989, qui avait été racheté par Trump avant d'être rapidement revendu. « Je me souviens que les employés l'idolâtraient. Norma Federer, sa secrétaire de l'époque, avait prédit qu'il deviendrait président des États-Unis. « Vous vous occuperez alors de ses hôtels », avait-elle ajouté. » À Manhattan, le joyau du groupe demeure The Trump International Hotel & Tower ouvert dans les années 1990 à Columbus Circle, au sud de Central Park. Les intérieurs du palace sont signés Philip Johnson. On reconnaît les lignes parfaites dans le lobby du maître du modernisme américain et auteur de la célèbre Glass House, édifée dans le Connecticut. L'architecte, disparu en 2005, a eu son lot de polémiques, les médias américains ayant largement documenté son abominable admiration pour le régime nazi dans les années 1930 et ses nombreux voyages à Berlin à l'époque. Un des sulfureux personnages dans la galaxie Trump, dont on peut découvrir certains des plus baroques dans le film *The Apprentice*, sorti récemment. D'autres figures plus que compromettantes apparaissent dans le documentaire *Opération Trump, les espions russes à la conquête de l'Amérique*, d'Antoine Vitkine, diffusé sur France 5 le 17 octobre dernier et disponible en replay, où le journaliste s'interroge sur les liens entre l'ex-président américain et le Kremlin.

Qui rencontre-t-on, d'ailleurs, dans ses hôtels en cette année d'élection ? À Miami : la plupart sont des partisans. « Je vote pour Donald Trump, sans nul doute », tranche Mary, venue avec un groupe d'amies enterrer une vie de jeune fille et qui nous demande au passage d'immortaliser l'instant par une photo devant le sigle doré Trump. D'autres avouent profiter d'un effet d'aubaine : « 280 dollars la nuit à Doral le week-end où Taylor Swift poursuit sa tournée à Miami pour plusieurs concerts, c'est une affaire ! Je vote démocrate, cela me fait un peu mal de donner de l'argent à ce groupe, mais l'hôtel est franchement bien. Pour le même prix, j'avais une horreur dans le centre-ville », explique Dennys.

À Las Vegas aussi les prix bon marché du Trump International Hotel attirent les clients. « C'est une des meilleures affaires de la ville, des chambres à 140 dollars la nuit dans un 5-étoiles ! », s'enthousiasme John Voit à l'entrée de l'immense spa de plus de 1000 m<sup>2</sup>. L'hôtel est également choisi pour son calme. À rebours de la concurrence, il ne dispose pas de casino et il est totalement non-fumeur, deux atouts que nous font observer les clients. New York est dans la lignée. Un couple venu de Bangalore, en Inde, nous confie avoir payé 675 dollars la chambre. « Les hôtels voisins 5 étoiles sont à plus de 1000 dollars la nuit. »

Hors les États-Unis, il ne subsiste que trois hôtels : deux en Écosse, l'autre en Irlande, tous adossés à des golfs. La clientèle y est à 85 % américaine, le reste provenant du Moyen-Orient. On y vient essentiellement pour profiter des golfs. Eric Trump, son second fils, veille au grain : un protocole a été récemment signé pour créer un hôtel à Dubaï, aux Émirats arabes unis, et à Djedda, en Arabie saoudite. D'autres projets, à Jérusalem et à Tel-Aviv, ont été pour le moment gelés. Un rêve caressé depuis 1987 n'a jamais été réalisé : celui d'ouvrir une Trump Tower de 100 étages à Moscou. ■

## CARNET DE ROUTE

#### TRUMP NATIONAL DORAL

L'hôtel est apprécié des golfeurs pour ses quatre parcours 18 trous, ses trois restaurants, son bar spectaculaire et son centre de bien-être et anti-âge piloté par la marque Pritikin, l'un des leaders du secteur aux États-Unis. À partir de 280 € la nuit en chambre double. Tél. : +1 305 592 2000 ; [trumphotels.com/miami](http://trumphotels.com/miami)



#### TRUMP INTERNATIONAL BEACH RESORT

En front de mer, au nord de Miami Beach, les trois imposantes tours accueillent à la fois un hôtel et des résidences privées. Deux piscines, un spa et plusieurs restaurants, dont l'agréable table italienne Azzurro. À partir de 310 €. Tél. : +1 855 736 9909 ; [trumpmiami.com](http://trumpmiami.com)

#### TRUMP INTERNATIONAL HOTEL NEW YORK

L'adresse est prestigieuse : 1 Central Park West, la tour de 44 étages accueille deux restaurants, Jean-Georges (2 étoiles Michelin) et Nougatine, les deux pilotés par le célèbre chef d'origine alsacienne, Jean-Georges Vongerichten. À partir de 600 €. Tél. : +1 212 299 1000 ; [trumphotels.com/central-park](http://trumphotels.com/central-park)

#### TRUMP INTERNATIONAL CHICAGO

L'une des plus belles vues de la ville sur la rivière, le lac et le bouquet de gratte-ciel ; l'immense sigle Trump posé sur la tour de 100 étages inaugurée en 2008 ayant fait polémique, la municipalité avait ensuite pris un arrêté pour interdire ce type de publicité. À partir de 275 €. Tél. : +1 312 588 8000 ; [trumphotels.com/chicago](http://trumphotels.com/chicago)

#### TRUMP LAS VEGAS

Inaugurée en 2008, la tour dorée de 190 m domine le fameux strip. Dépourvu de salles de jeu, l'hôtel de 1232 chambres est classé pour 2024 dans le top 5 des meilleurs établissements de la ville par le magazine *Condé Nast Traveller*. À partir de 160 €. Tél. : +1 702 982 0000 ; [trumphotels.com/las-vegas](http://trumphotels.com/las-vegas)



Claude Monet Mer agitée à Pourville 1882. Huile, 59,5 x 73,5 cm. Prov. Durand-Ruel Cat. Rais. 718. Vente le 29 nov. à Cologne. € 3,5 M.

# LEMPERTZ

1845

#### VENTES À COLOGNE

14 nov. Bijoux et Montres précieuses 15 nov. Arts Décoratifs

16 nov. Tableaux Anciens et du 19e siècle

29/30 nov. Art Moderne et Art Contemporain, Photographie

10 déc. Art Asiatique

Exposition à Bruxelles :

6-9 nov. (Art Moderne et Art Contemporain)

Cologne T +49-221-92 57 290 [www.lempertz.com](http://www.lempertz.com)

Bruxelles T +32-2-514 05 86 [bruxelles@lempertz.com](mailto:bruxelles@lempertz.com)

# Marina Viotti : « Chaque minute sur scène est une victoire sur la vie ! »

Propos recueillis par **Thierry Hillériteau**

La mezzo soprano, qui chantait avec le groupe Gojira à l'ouverture des JO, sort « Melankholia ». Elle y raconte son combat contre le cancer.

C'est un tout autre visage qu'elle présente en cette rentrée. Après avoir défrayé la chronique par son interprétation de *Carmen* et du chant révolutionnaire *Ça ira* avec le groupe de metal Gojira lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques, la mezzo soprano au passé de métalleuse, Marina Viotti, vient de publier *Melankholia* (Naïve). Entre musique de la Renaissance et pop contemporaine, elle y dévoile une facette sombre et très intime. Elle y révèle aussi une voix inattendue d'un naturel troublant. Bouleversant, même, lorsqu'elle s'approprie dans un esprit de fusion décomplexé les tubes de Neil Young ou de Lana Del Rey, *Old Man* ou *Born to Die*. Ou se fond dans la poésie gothique des mélodies de John Dowland avec la simplicité d'une raconteuse d'histoires, comme dans son inclassable *Go*, *Crystal Tears*, aux accents plus folk que renaissance.

LE FIGARO. - Après avoir marié Bizet et le metal lors de la cérémonie des Jeux olympiques, vous faites aujourd'hui dialoguer la Renaissance de Dowland et la pop gothique dans *Melankholia*... Ne craignez-vous pas que votre public ait du mal à suivre ?  
MARINA VIOTTI. - Au contraire ! Ce disque, comme le tableau auquel j'ai participé lors de la cérémonie des Jeux, est une parfaite représentation de ce que je suis. Faire un récital purement lyrique ne m'intéresse pas. Quel que soit le programme, il faut toujours que ça raconte une histoire. Que ça dépasse le seul cadre du répertoire et du classique. Et si je peux être une ambassadrice de « l'hybridation », que ce soit en créant des liens entre les personnages que j'incarne sur les scènes d'opéra et aujourd'hui, ou par des projets crossover traversant les époques et les genres, comme ici, j'en suis ravie.

D'autant que ce projet raconte une histoire très personnelle, et une face sombre de votre vie récente. Comment est-il né ?

Au départ, d'une rencontre à l'Opéra de Lucerne entre trois artistes qui ne se savaient pas venir du même univers. C'est-à-dire moi-même, le luthiste Vincent Flückiger et l'ingénieur du son Fred Chappuis. Nous avons été réunis par le metteur en scène Wouter Van Looy pour un spectacle autour d'airs de John Dowland, revisités en les confrontant à la littérature allemande contemporaine. Il s'agissait d'un concert assez expérimental, où nous déambulerions autour du public allongé. Pour moi qui connaissais très mal le répertoire de la Renaissance, ce fut une vraie découverte. Je me suis dit : « Quelle modernité ! » dans la simplicité de cette musique. Et puis en discutant avec Vincent et Fred, nous nous sommes aperçus que nous avions tous les trois eu une autre vie dans le monde du metal, du rock ou du punk... Et cela nous a donné envie de nous replonger dans notre passé. Ce que nous avons fait à la demande du metteur en scène, qui nous a demandé de travailler à quelques arrangements plus modernes de la musique de Dowland. C'est de là qu'est venue l'idée d'en faire un programme de récital complet, où nous ferions dialoguer sa musique et des chansons d'aujourd'hui.

Sauf que les choses ne se sont pas passées comme prévu...

En effet. Quelques semaines avant le premier concert de la tournée, on m'a diagnostiqué un lymphome de Hodgkin, en me disant que celui-ci pourrait m'être fatal. Dès lors, le projet a pris une tout autre tournure.

Comment avez-vous réagi ?

Ce fut un choc. Mais mon caractère très affirmé, et surtout la présence de mon entourage, m'a vraiment aidée. Je crois que je n'ai même pas pleuré. Je suis tout de suite passée en mode combat, avec un objectif très clair : la Scala de Milan, où je devais chanter six mois plus tard. J'ai dit aux médecins : « Donnez-moi un plan d'attaque et on y va ! » Et tout en commençant les chimios et la radiothérapie, je pensais au projet de *Melankholia*. Ces musiques de Dowland m'apaisaient. Et je me disais que si ma carrière devait s'arrêter après le traitement, je pourrais toujours chanter ce répertoire, que je pouvais aborder avec une voix très simple et très naturelle, sans aucun des artifices du lyrique.

Jusqu'à ce disque, illustré avec une photo de vous pendant votre chimio, vous n'aviez jamais évoqué cet épisode. Pourquoi ?

Parce que dans une société où l'on valorise en permanence la performance et la force, le moindre aveu de faiblesse est une condamnation. On sait qu'on sera vu comme une malade toute sa vie avec, dans la tête des casteurs et de certains agents, l'idée qu'on puisse rechuter et faire défection au dernier moment. Que la maladie soit un tabou chez les artistes, en 2024, n'est pas normal. Qu'on soit à ce point isolé et qu'on ne puisse être mieux accompagné par le milieu non plus. Et pourtant c'est le cas. Or ça arrive bien plus qu'on le croit. La disparition de Jodie Devos, il y a quelques mois, en est un cruel rappel. C'est pourquoi il me semblait important d'en parler, et de rendre public cet épisode si sombre et si personnel de ma vie.

**« Que la maladie soit un tabou chez les artistes, en 2024, n'est pas normal. Qu'on soit à ce point isolé et qu'on ne puisse être mieux accompagné par le milieu non plus »**

Dans ce contexte, votre participation à la cérémonie d'ouverture des JO était-elle une revanche sur la vie ?

De revanche, non. Mais de victoire personnelle, certainement. Mon traitement s'était achevé à la fin de l'année 2019, mais les premiers mois furent extrêmement difficiles. Reprendre le chant en vous rendant compte que la voix est flinguée, que tout est à recommencer. Vous sentir épuisée tout le temps. D'une certaine manière, le Covid m'a aidé en m'offrant une prolongation. Puis, en janvier 2024, j'ai eu le verdict final : rémission complète. Depuis, je savoure chaque minute sur scène comme une victoire sur la vie... Les JO, c'était un formidable bonus ! Et au-delà de ma victoire personnelle sur la vie, une victoire pour tous les adeptes de l'hybridation, comme moi.

Comme pour les metalleux, qui se voyaient presque adoués par une star du classique...

Pour les metalleux, ce fut effectivement le plus beau jour de leur vie. Pas grâce à moi, mais grâce à ce tableau qui leur permettait d'être présents pour cet événement universel et fédérateur. J'espère avoir pu participer à faire tomber quelques idées reçues sur ce genre musical, encore souvent perçu comme un exutoire pour la seule violence. Mais il y a dans le metal énormément de second degré. C'est du théâtre avant tout. Et croyez-moi, le contraste entre les personnages joués sur scène et la bienveillance des musiciens en dehors de la scène est saisissant. Ces gens-là, quand



Après cinq ans de lutte et de traitements, Marina Viotti a vaincu son lymphome de Hodgkin. AURELIE RAIDRON

ils vous aiment, c'est pour la vie. On ne peut pas en dire autant dans tous les milieux artistiques (rires) !

Vous a-t-on beaucoup parlé de cette séquence depuis ?

J'ai reçu plus de 6000 messages, tous d'une grande bienveillance. Certains venant du fin fond de l'Inde. D'autres de petites tribus du Pacifique. L'impact de cette cérémonie a été incroyable. Et tellement touchant.

Comprenez-vous les polémiques suscitées par ce tableau en particulier ?

Le débat est toujours intéressant, et cela fait partie de l'histoire de notre pays, qui est précisément un grand pays d'histoire. Mais j'ai le sentiment que beaucoup de gens n'ont pas vu ou

ont refusé de voir ce second degré, du reste inhérent au metal, dont je parlais. Certaines personnes m'ont même demandé si je me rendais compte que je soutenais la peine de mort en participant à un tel tableau ! Je leur ai répondu qu'ils étaient passés à côté. Tout cela reste du théâtre. Comme le bateau 2D sur lequel je suis arrivée. Comme le Théâtre du Châtelet en arrière-fond. D'ailleurs, je ne suis pas rancunière, puisque je me produis cette semaine au château de Versailles (rires) !

Quelle histoire allez-vous y raconter ?

J'ai été invitée par le chef Andres Gabetta et l'Orchestre de l'Opéra royal pour un programme tout en baroque, autour de Vivaldi mais aussi de contemporains moins connus, tels que

Giovanni Porta. Ce qui m'a séduit, c'est l'idée de défendre un autre répertoire que celui écrit pour les castrats. Je chanterai des airs exclusivement composés pour des femmes. L'occasion de rendre hommage à ces grandes figures de divas avant l'heure qui, au baroque, devaient rivaliser avec les castrats. ■

En concert le 4 novembre à la Galerie des Croisades du Château de Versailles (diffusion ultérieure sur le site du Figaro).

Prochaines représentations à l'opéra : *La Chauve-souris*, à l'Opéra de Zurich (avec son frère Lorenzo Viotti à la baguette), du 5 au 29 décembre.

*Werther* au Théâtre des Champs-Élysées (Paris 8<sup>e</sup>), du 22 mars au 6 avril 2025.

*Le Chevalier à la rose*, au Théâtre des Champs-Élysées, du 21 mai au 5 juin 2025.

WOODY DICK FILMS PRÉSENTE

« LES PERSONNAGES ET LES INTRIGUES FOISONNENT »

LE FIGARO ★ ★ ★

« CE FILM POURRAIT DEVENIR VOTRE COMÉDIE ROMANTIQUE PRÉFÉRÉE »

VOGUE

FESTIVAL DE VENISE 2024 COMPÉTITION

Camille Cottin Sara Forestier India Hair  
Damien Bonnard Grégoire Ludig et Vincent Macaigne

# Trois Amies

un film de Emmanuel Mouret

III COUP DE CŒUR CINÉMAS AFFICHEUR DE L'AFCAE

USC AIME

AU CINÉMA LE 6 NOVEMBRE

CANAL+ LE FIGARO Télérama arte femina InRockuptibles week-end Le Parisien RADIO CLASSIQUE

# James Ensor, éternel roi fantasque d'Anvers

Valérie Duponchelle Envoyée spéciale à Anvers

Pour clore l'année fêtant le 75<sup>e</sup> anniversaire de sa mort, trois musées de la ville belge rendent un audacieux hommage au peintre grimaçant des masques et des squelettes.

Novembre sied à James Ensor, ce diable d'homme né à Ostende le 13 avril 1860 et mort le 19 novembre 1949, à 89 ans, dans cette même ville de pêcheurs devenue royale station balnéaire de la côte flamande. Novembre, ses vents gris, ses cieus dévorants, ses lueurs diffuses, sa plongée dans le crépuscule de l'hiver, sied à ses premiers grands tableaux. Ceux qui défient l'impressionnisme et diluent presque les silhouettes d'Adam et Eve chassés du paradis terrestre (1887) dans le paysage vide, personnages fantomatiques couleur terre, comme ce qui lie la condition humaine au destin, entre histoire religieuse, darwinisme et anticléricalisme. Novembre, en souvenir des morts. Que l'on célèbre le 1<sup>er</sup> novembre la Toussaint et tous les saints de l'Église et que l'on commémore le 2 novembre les fidèles défunts. Ou que l'on fête Halloween à l'américaine, avec masques grimaçants, maquillages outranciers et costumes tirés des films les plus gore.

James Ensor est le roi fantasque d'Anvers, ville bouillonnante d'histoire, de jeunesse et de mode, en trois expositions formidables qui ne démeritent pas en audace et en érudition vis-à-vis de leur héros national. Elles closent en fanfare l'Année Ensor en Belgique, qui marque le 75<sup>e</sup> anniversaire de sa mort. Seigneur oblige, le Musée royal des beaux-arts d'Anvers (KMSKA), qui possède la plus importante collection d'œuvres de James Ensor à travers le monde, offre un bouquet final époustouflant avec la plus grande rétrospective consacrée à ce jour à ce « casseur de codes rebelle, qui fixait lui-même les règles du jeu ».

Dans les grandes salles ornées du KMSKA, on va à la rencontre de cet artiste qui sort constamment du cadre. « Ensor sait toujours plus nous surprendre par ses contrastes entre comique et macabre, raffinement et sauvagerie, salons bourgeois et squelettes morbides », souligne Herwig Todts, « senior curator » du musée et directeur de l'Ensor Research Project.

Tout l'artiste est là. Et, comme chez Edvard Munch le Norvégien dans son tout nouveau Munchmuseet à Oslo, cet expérimental vous emporte dans l'orage continu de sa création. « Ensor, rêves fantasques. Au-delà de l'impression-

nisme » réunit plus de 200 œuvres qui retracent le chemin farouchement personnel d'un peintre entêté, d'une ambition folle, d'une désobéissance innée aux règles établies, qui commence avec le réalisme de tradition au XIX<sup>e</sup> siècle et ne gardera de l'impressionnisme que ce qui l'intéresse : la liberté (*Le Christ marchant sur la mer, à gauche l'arc-en-ciel*, 1885 ou 1886). Il en utilise la manière, l'usage d'une palette aux couleurs vives, mais pour d'autres sujets que les paysages et la nature.

## Critiqué mais sûr de lui

Aspirant à être le leader de l'avant-garde belge dont Bruxelles est l'épicentre, il se veut d'abord le premier impressionniste belge. Il admire les impressionnistes français, Édouard Manet, Claude Monet et Pierre-Auguste Renoir, avant de s'en démarquer et de les traiter de « coloristes faciles ». *La Mangreuse d'huitres*, 1882, à l'énorme table blanche pour une femme seule, à la perspective bousculée et au sujet ambigu (les huitres sont tenues pour aphrodisiaques au XIX<sup>e</sup> siècle), est considéré comme le premier tableau impressionniste en Belgique. Critiqué mais sûr de lui, Ensor expose en 1886 cette grande toile codée au Salon des XX, exposition d'art internationale fondée à Bruxelles en 1884 par l'union de vingt artistes, le groupe des XX, fondé par Octave Maus, l'équivalent du Salon des refusés en France. Il défie déjà, en révolutionnaire de l'art, toutes ses influences. Il connaît et aime Bosch, Brueghel, Michel-Ange, Rubens et Rembrandt, en garde certains motifs dans ses compositions hallucinées.

Ensor, le peintre des masques ? Ce n'est qu'une petite partie de son œuvre, mais ses natures mortes, *Le Chou frisé* (1894), *Porcelaines et masques* (1929), témoignent déjà d'un fort penchant pour le surnaturel dans l'ordinaire. Comme au Centre Pompidou dans l'exposition sur le centenaire du surréalisme, la porte du Cabaret de l'Enfer à Montmartre, inspiré du parc des monstres de Bomarzo au nord du Latium en Italie, ouvre au KMSKA sur le monde des masques, des grotesques, des morts et des vivants dont Ensor est le prophète satirique dosant le macabre et l'humour (*Squelettes volant se réchauffer*, 1889, ou *Squelettes musiciens*, 1907). Ses



Le Squelette peintre, 1896, huile sur panneau. MUSÉE ROYAL DES BEAUX-ARTS D'ANVERS, KMSKA - COLLECTION COMMUNAUTÉ FLAMANDE.

tableaux jouent sur le glissement sémantique d'« art Ensor » à « hareng saur ». Démon, sorcières et fantômes se pressent à ses fenêtres, se suspendent aux lustres d'Opéra. Comme avec les impressionnistes, Ensor s'inspire à des symbolistes, Odilon Redon et ses créatures, puis les ridiculise. Mais aussi de la culture populaire flamande, qui vit dans sa propre collection de masques, dans le magasin familial d'Ostende.

Ensor l'échevelé cache un virtuose

méconnu de la gravure que le merveilleux Musée Plantin-Moretus, imprimerie historique (neuf générations, dont la cinquième sera anoblée avec quelques restrictions), centre de l'humanisme et grand concurrent de Genève dont les collections remontent au XIV<sup>e</sup> siècle, révèle l'ampleur et l'originalité dans l'exposition savante « États d'imagination d'Ensor ». Pour finir en beauté, la visite au Musée de la mode, le fameux MoMu, s'impose avec la formi-

dable exposition « Mascarade, maquillage et Ensor ». Les tableaux du maître côtoient Martin Margiela, Peter Philips, Lucy Bridge et Pat MacGrath. Cocktail détonant ! ■

Trois expositions à Anvers : « Ensor, rêves fantasques. Au-delà de l'impressionnisme », Musée royal des beaux-arts, jusqu'au 19 janvier 2025. « États d'imagination d'Ensor », au Musée Plantin-Moretus, jusqu'au 19 janvier 2025. « Mascarade, maquillage et Ensor », au MoMu, jusqu'au 2 février 2025.

## Les chevaliers à l'assaut du château des ducs de Bretagne

Simon Cherner Le Figaro Nantes

La collection du Musée Stibbert de Florence présente plus de 150 pièces d'armement de la Renaissance.

Les chevaliers reprennent leurs quartiers au château des ducs de Bretagne. Comme un retour aux sources pour cette forteresse du XIII<sup>e</sup> siècle et son Musée d'histoire, qui ont accueilli ces dernières années la fresque industrielle des biscuiteries Lu, les heures sombres de la traite atlantique nantaise, les arts sacrés du monde indien ou le legs foisonnant des hordes mongoles. Dix ans après sa première collaboration avec le Musée Stibbert de Florence, le château nantais a de nouveau topé avec cette armurerie italienne aux *militaria* rutilants. Fini l'orientalisme : aux plastrons laqués du Japon prêtés en 2014 succèdent aujourd'hui

les osts époustouffants de chevaliers en armure de plate, ceints de leurs armes de guerre. Débarquée des États-Unis, où elle a été présentée ces derniers mois, la nouvelle exposition de la résidence des ducs de Bretagne, intitulée « Chevaliers », donne de sacrés airs de caserne au château.

Harnois de cavaliers et cuirasses de fantassins, arsenaux de joute et armes de parade constituent l'essentiel des quelque 150 objets présentés. Comme une promesse, une Excalibur plantée dans son rocher veille en sentinelle à l'orée du parcours. L'évocation du cycle du Graal et de la table ronde arthurienne s'avère un rien spéculative : la chevalerie médiévale n'est pas, à proprement parler, le sujet de l'exposition. Et pour une bonne raison : si les objets les plus anciens de la collection Stibbert remontent au crépuscule du Moyen Âge, la majorité des pièces date des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Seuls les panneaux et les dispositifs ludiques rappellent l'histoire et la nature du chevalier médiéval, sa formation, son quotidien, ses légendes.

### Étourdissant de luxe

Figures emblématiques de cette excellence, Godefroy de Bouillon et Robert Guiscard apparaissent au milieu d'armures contemporaines des guerres d'Italie et de portraits peints filant jusqu'à la guerre de Trente Ans. Un grand écart de cinq cents ans ! Ces confrontations inattendues ont le mérite de révéler l'objet véritable de l'exposition, qui porte moins sur la nature des chevaliers que sur la persistance de leur figure idéalisée, de la Renaissance à l'aboutissement romantique du XIX<sup>e</sup> siècle.

Le parcours accompagne donc l'entrée du chevalier dans le mythe avec une approche « quasi anthropologique », dit le directeur du Musée d'histoire de Nantes, Bertrand Guillet. Ses équipes ont dû composer avec les contraintes de cette exposi-

tion livrée clés en main par le Musée Stibbert, exportée à l'international par l'agence Contemporanea Progetti et aménagée, à la marge, par le château nantais. Peu d'objets additionnels se sont fait une place, restreignant les quelques pas de côté imaginés pour l'occasion, comme une section passionnante sur « les femmes chevaliers », limitée à un dispositif vidéo flanqué de deux panneaux. Un peu chic.

Reste la rencontre avec les chevaliers eux-mêmes. Deux modèles en armure de plate italienne, installés sur leur destrier caparaçonné, donnent le ton. La sobriété ornementale prévaut encore sur ces soldards du début du XVI<sup>e</sup> siècle aux harnais impénétrables. Puis le développement de la poudre à canon et des armes à feu relève le chevalier aux tournois et aux joutes de festivité.

La mode fait dès lors irruption sur ces protections devenues simples rappels d'un rang social ou accessoires de pose. Des condottieri goguenards bombent leur torse de métal pour les pinceaux de Jean de Saive. L'utile cède à la fioriture. L'acier des cuirasses se cisèle de rinceaux et d'emblèmes. Une vitrine présente un ensemble milanais paré de fantaisistes épaulières léonines, dans le goût antique. Une autre expose un armet de cavalier étourdisant de luxe, le métal couvert de gravures où se débattaient dragons et monstres marins, anges aux ailes déployées et soudards aux lourds cimenterres. Cette création du XIX<sup>e</sup> siècle clôt le parcours où prime la délectation esthétique. Signe de son accessibilité, l'exposition s'achève par une séquence consacrée à la fortune critique de la chevalerie au cinéma. L'ultime objet ? Une photo de Rey Skywalker, héroïne des derniers *Star Wars*. Ou l'avatar moderne des chevaliers d'antan. ■

« Chevaliers », au château des ducs de Bretagne, à Nantes (44), jusqu'au 20 avril 2025.

# LES CLÉS DE LA VILLE À POITIERS

Ville d'art et d'histoire, étudiante, attractive sur le plan immobilier...Poitiers mène de grands projets urbains tout en conservant son identité patrimoniale. Découverte du lieu et des principaux enjeux avec la maire, Léonore Moncond'huy et de nombreux acteurs du territoire. Par Olivier Marin [@OlivierMarin1](#)

Capitale régionale et ville étudiante, située à 1h30 de Paris par le TGV, Poitiers offre une belle qualité de vie aux portes du Poitou. Surnommée la ville aux 100 clochers (églises, édifices religieux...), la capitale de la Vienne dispose de nombreux atouts. Le Futuroscope est le 1er site touristique de Nouvelle Aquitaine (après Disneyland et au même niveau que le parc Astérix) ; la Technopole du Futuroscope accueille de grandes entreprises, comme Dassault, le CNED (enseignement à distance) et des laboratoires de recherche. Il y a également le festival du film, l'assemblée de « gamers » sur les jeux vidéo, des activités culturelles et sportives extrêmement variées.

## Renouvellement urbain

Elue à la tête de la municipalité depuis 2020, Léonore Moncond'huy (Les Écologistes), également vice-présidente du Grand Poitiers, mène des opérations de renouvellement urbain sur plusieurs fronts. Parmi les grands chantiers, la jeune maire (34 ans), cite le quartier des Couronneries qui mêle la rénovation de l'habitat, la mixité sociale et le développement économique. « Les dernières opérations sortiront en 2027/2028 avec également la réhabilitation des écoles du quartier » ajoute-t-elle. D'autres opérations sont particulièrement emblématiques comme le projet du Palais, vecteur de transition et de réappropriation de l'espace culturel par les Poitevins. « Un large programme de réhabilitation de l'édifice est mené. L'idée est d'en faire à terme, un lieu de culture, un lieu citoyen lié aux arts, un lieu touristique aussi avec des restaurants et un hôtel. » précise Léonore Moncond'huy.

Parmi les orientations qui soulignent l'engagement sur le volet environnemental, la maire de Poitiers se félicite de l'implication des habitants. « Il s'agit de

réaménager la ville avec le concept des rues jardins. Concrètement, nous aidons chaque propriétaire à végétaliser sa façade. Il y a beaucoup d'enthousiasme autour de cette opération » se réjouit-elle. Parmi les autres projets de réhabilitation cités, l'incontournable quartier de la gare, situé à 500 mètres du centre-ville et qui a pour objectif premier d'améliorer la qualité de l'habitat. « C'est un grand projet qui sera mené sur le long terme. A cette occasion, le tertiaire, les activités économiques seront concernées tout en faisant plus de place à la nature en ville. »

## L'enjeu majeur de la mobilité

« Les opérations qui touchent la voirie doivent s'adapter aux nouveaux usages et à un meilleur partage de l'espace public entre la voiture, les vélos, les piétons. Nous impulsions une nouvelle ère des mobilités à Poitiers. » Il y a aussi l'ambition de réaménager l'axe entre le centre-ville et le campus universitaire avec une piste cyclable. Cela passe par la mise en place de vélos gratuits pour les étudiants de l'Université de Poitiers afin de faciliter les trajets. Depuis septembre, ils ont ainsi l'opportunité d'emprunter un vélo pour une durée de 3, 6, 9 ou 12 mois. Au total, 30.000 étudiants sont à Poitiers, ce qui



O. Marin; S. Levy-Valensi; L. Moncond'huy

qui représente un tiers de la population et constitue l'une des villes les plus étudiantes de l'Hexagone.

Lors de l'émission, Maître **Thomas Duburcq**, notaire à Poitiers, dresse un panorama complet sur l'évolution de l'activité immobilière (2 170 €/m<sup>2</sup> prix médian d'un appartement ancien, 175 000 € pour une maison ancienne, avec bien sûr, des disparités selon les secteurs). Avec la baisse des taux et des prix, il constate une reprise des transactions et cite les quartiers porteurs. Pour un investisseur, le rendement locatif à Poitiers est globalement attractif. Un récent palmarès du Figaro pour acquérir et mettre en location un studio, place Poitiers à la 12<sup>ème</sup> place sur 126 villes étudiées.

A l'occasion de la séquence « La vie ensemble », **Amury Vallé**, directeur régional Centre-Val de Loire Océan de Nexity revient sur l'implantation historique du groupe à Poitiers et fait part des opérations immobilières dans le neuf. De son côté, **Pauline Courbé Dubost**, responsable des affaires publiques de Hedio apporte son éclairage sur le parc de logement poitevin et à l'échelle nationale, fait le point sur les derniers dispositifs en matière de rénovation énergétique et les projets de lois en suspens.

En conclusion, la maire de Poitiers rappelle que si la ville se projette vers l'avenir avec les défis autour de la transition écologique, « Poitiers est aussi profondément ancrée dans son histoire. C'est une ville très riche d'un point de vue patrimonial à l'image de la réhabilitation de l'église Notre-Dame-la-Grande qui constitue un joyau de l'art Roman. Cela contribue à l'attractivité de la ville et cela fait partie des atouts que nous nous attelons à préserver et à valoriser ».



## LES CLÉS DE LA VILLE

### LES COULISSES DE L'IMMOBILIER

FIGARO  
immobilier

radio.  
immo

Avec la participation de



hedio



À retrouver en vidéo sur : [Figaro Immobilier et radio-immo.fr](#)

Kel DPE ? Kel travaux ? Kel aides ?

L'appli qui simplifie la rénovation énergétique

Estimer votre DPE en 3 min

Disponible en version web, iOS et Android

PROPRIÉTÉS

LE FIGARO

LE MEILLEUR DE NOTRE PATRIMOINE AU VERT

N°209 - Septembre | Octobre 2024 - 12 €

En vente et sur [www.figurostore.fr](http://www.figurostore.fr)

Daniel FÉAU

CHRISTIE'S  
INTERNATIONAL REAL ESTATE™

VENTE | LOCATION | NUE-PROPRIÉTÉ

Belles adresses  
à Paris et dans l'ouest parisien

01 84 75 49 34 • [www.danielfeau.com](http://www.danielfeau.com)

ESTIMEZ VOTRE BIEN





# L'Hôtel de la Marine, toutes voiles dehors

Benjamin Puech

Sur Le Figaro TV, ce beau documentaire retrace en parallèle l'histoire du bâtiment de la place de la Concorde et sa récente restauration.

Il fallait faire plus beau, plus grand. En prenant modèle sur le Roi-Soleil, Louis XV rêve, au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, d'une statue équestre à son effigie. Et d'une place qui saurait l'accueillir, plus royale encore que celle de son arrière-grand-père aujourd'hui connue sous le nom de place Vendôme. Les architectes envisagent de la bâtir à l'ouest de Paris, sur la route de Versailles, dans un lieu occupé jusque-là par les bois. Deux bâtiments jumeaux vont sortir de terre sur cette place Louis XV, renommée place de la Concorde après la Révolution.

L'édifice occidental accueille rapidement des bâtiments privés. L'autre, certains des plus beaux bijoux de la Couronne, les meubles et éléments décoratifs commandés pour le roi. Tapisseries, commodes, tapis, armes, bronzes, bijoux... La meilleure incarnation du savoir-faire à la française, acquise alors à prix d'or, que s'est employée à retrouver l'équipe en charge de la restauration de l'ancien Garde-Meuble. Ce

riche documentaire, qui offre une plongée dans le monde feutré des artisans d'exception, met en parallèle l'histoire de ce fleuron du patrimoine et les efforts prodigués en vue de sa réouverture au public, en 2021.

## Soixante corps de métiers

Un chantier à plus de 100 millions d'euros, qui a exigé la participation de 60 corps de métiers. On les voit à pied d'œuvre dans les 12000 m<sup>2</sup> du bâtiment, qui a abrité le ministère de la Marine de 1806 à 2015. Les journalistes suivent plus précisément les décorateurs Joseph Achkar et Michel Charrière, spécialistes de la rénovation et de la mise en valeur d'hôtels particuliers et demeures anciennes. Leur bible, tout au long du chantier, restera le très précis inventaire tenu par l'intendant du Garde-Meuble, Pierre-Élisabeth de Fontanieu.

À Lyon, le duo cherche des rideaux anciens. Depuis Paris, ils tentent d'obtenir une commode vendue aux enchères chez Christie's aux États-Unis. Pla-



Un salon de l'Hôtel de La Marine, place de la Concorde, ici en cours de restauration en 2009.

JEAN-CHRISTOPHE MARMARALE FIGARO

ce de la Concorde, ils observent le long et laborieux travail de décapage entrepris pour retrouver les teintes des peintures d'époque. Face à une légère fissure, les voilà qui s'interrogent : faut-il la garder ? Jusqu'où la patine du temps doit-elle faire partie des décors ? Cette exigence, dont l'on aurait aimé avoir encore plus d'exemples à l'écran, se justifie par la singularité du bâtiment. « On se trouve dans un lieu où 70 % des dispositions du XVIII<sup>e</sup> siècle sont encore en place, notamment dans la composition et la distribution des pièces », explique,

admiratif, Christophe Bottineau, l'architecte qui a conduit les travaux.

Du haut de la loggia et des colonnes corinthiennes de l'Hôtel de la Marine, trois siècles tumultueux contemplent les Parisiens. En 1793, Louis XVI et Marie-Antoinette, puis Robespierre l'année suivante, ont perdu leur tête au pied de l'édifice. Un demi-siècle plus tard, en 1848, le décret de la II<sup>e</sup> République abolissant l'esclavage était signé sous les lambris de l'hôtel. D'où allaient être également commandées les grandes expéditions maritimes françaises du XIX<sup>e</sup> siècle. Le lieu est empreint d'histoire.

Destinés à illustrer ces différents chapitres, contés en voix off pour un narrateur enthousiaste, des gravures ou des-

sins de l'époque s'animent à l'écran. L'effet est plutôt réussi. Les époques changent, les événements s'accroissent. Les Communards font trembler les murs du bâtiment, en 1871. Plusieurs coups du sort se sont abattus sur l'Hôtel de la Marine, le dernier étant d'avoir manqué d'être transformé en luxueux complexe hôtelier... Mais, plus de deux siècles après son édification, ce fleuron du siècle des Lumières continue de veiller, comme une vigie, sur la place de la Concorde. ■

« Hôtel de la Marine, renaissance d'un palais »

Samedi à 21 heures, sur Le Figaro TV  
Notre avis : ●●●●

# Le « cycle d'or » de Klimt et le mystère de son fameux « Baiser »

Valérie Duponchelle

Ce documentaire britannique décrypte le tableau le plus connu du peintre de la Sécession viennoise, célébration ondoyante de la nature.

Le *Baiser*, flamboyante toile de format carré, peinte vers 1908 par le Viennois Gustav Klimt (1862-1918), joyau du palais du Belvédère à Vienne, fait partie des tableaux les plus admirés et reproduits au monde, vision paradisiaque aux multiples effets de mosaïques qui définissent le masculin, le féminin et la nature. Créé dans une période de doute par cet artiste trapu et ardent séducteur, ce portrait d'un couple qui se fond dans le décor puise à différentes sources (mosaïques byzantines, Art nouveau, mythologie grecque, art japonais) et marque l'apogée de son « cycle d'or ». Il est bien plus mystérieux qu'il n'y paraît, analysent les

historiens de l'art, dans ce beau documentaire sur cette fin de siècle bouillonnante en Autriche.

Deuxième d'une famille pauvre de sept enfants, né le 14 juillet 1862 dans une banlieue de Vienne, Gustav Klimt grandit dans une ville impériale où la condition ouvrière et ses nombreux migrants vivent dans des conditions épouvantables. Après un cursus classique où ses dons pour le dessin ne passent pas inaperçus, il se forme à l'École des arts appliqués de Vienne. Là, il étudie le corps humain, les traditionnelles anatomies, s'imprègne des principes de la vertu sociale de la peinture prônés notamment par William Morris dans l'Angleterre victorienne. S'impo-

se bientôt une question pour ce dessinateur exceptionnel : comment améliorer le monde et sa société par son travail ?

## Crise artistique

Ce jeune peintre décorateur de bâtiments publics parvient à sa maturité artistique à un moment de grand changement à Vienne. Il se fait un nom très tôt en ornant, à grand renfort de mythologie et de poses théâtrales, la nouvelle Ringstrasse, immense avenue circulaire de 5,3 km construite pendant l'époque historiciste, entre 1860 et 1890, sur le tracé des anciennes fortifications médiévales qui protégeaient le siège du pouvoir depuis plus de six siècles. Y sont

édifiés le Parlement, la Bourse, l'opéra. Klimt œuvre au Burgtheater et au Kunsthistorisches Museum.

Une crise artistique le tenaille. D'abord inspiré par cette vitrine architecturale aux commandes prestigieuses, Klimt rompt brutalement avec l'académisme, ce culte des déesses et autres immortels qui, de l'Antiquité grecque au Globe Theatre de Shakespeare, dominant, hiératiques, le spectateur du haut de leurs fresques. Au sein de la Sécession viennoise, mouvement d'avant-garde qu'il cofonde en 1897, Klimt, lui-même fils d'orfèvre, prône l'abolition des barrières entre beaux-arts et arts décoratifs. Tout change. En France, c'est l'impressionnisme qui

bouscule les codes. Idem en Angleterre, avec l'Arts and Crafts.

Les corps nus des créatures se tortent comme des serpents dans *Les Peintures des facultés*, ensemble de trois œuvres commencées en 1900, achevées en 1907 et détruites par le feu en 1945. Le Klimt de *Philosophie* choque la bourgeoisie viennoise par son érotisme macabre et incandescent. Il y a beaucoup d'éléments Jugendstil, ce style qui se veut célébration de la nature aux lignes ondoyantes, organiques et liquides. ■

« Klimt et « Le Baiser » »  
Dimanche à 17 h 50, sur Arte  
Notre avis : ●●●●

## PLEIN ÉCRAN

Qui n'a pas rêvé, enfant, d'être transporté, d'un claquement de doigts, dans l'univers de sa bande dessinée préférée ? C'est le plaisir que s'est offert le dessinateur Jul (*Silix and the City*, 50 nuances de Grecs...) avec *Lucky Luke*, dont il est le scénariste depuis huit ans. Ce dernier a donc traversé le miroir (ou plutôt l'Atlantique) en direction du Far West pour se rendre compte, par lui-même, de ce qu'il restait du cow-boy solitaire près de quatre-vingts ans après avoir été créé par Morris et Goscinny. Son idée ? Confronter les fantasmes et les clichés des albums - qui ont forgé une certaine idée de l'Amérique dans la tête de beaucoup d'enfants - à la réalité actuelle. Il retranscrit son aventure dans le documentaire en trois parties *Dans les bottes de Lucky Luke*, diffusé ce samedi soir sur Arte.

### Un héros inconnu

Afin de mener à bien sa quête, il a d'abord choisi des personnages, objets, lieux ou images prépondérants dans l'univers de *Lucky Luke* pour tenter de les retrouver aujourd'hui. Cow-boys et Indiens, Afro-Américains, Latins, Chinois ou Cajuns, paysages grandioses, revolver, bottes mais aussi joueurs de poker, shérifs ou tenancières de bar. Paradoxe s'il en est, *Lucky Luke* s'avère



Jul, scénariste de *Lucky Luke*, juché sur une locomotive, outil emblématique de la conquête de l'Ouest.

## Jul, « lonesome cowboy » en Amérique

Emmanuelle Litaud

À l'aube du duel entre Donald Trump et Kamala Harris, l'auteur de BD se glisse dans les santiags de *Lucky Luke* pour suivre les traces du héros de Morris et Goscinny.

connu dans le monde entier (en Europe, bien sûr, mais aussi sur le continent africain et au Moyen-Orient, notamment en Turquie ou en Iran)... sauf aux États-Unis. Même si Jul rencontrera dans son périple quelques exceptions.

### Champ politique

Il a fallu deux ans de préparation au dessinateur et au réalisateur Xavier Lefebvre pour trouver les bons intervenants. Beaucoup ont aussi été débusqués au gré de leur voyage. La magie de *Lucky Luke* a fait le reste. « Tout le monde lit des bandes dessinées et tout le monde se marrait. Nous sommes rentrés dans les réserves indiennes grâce à *Lucky Luke* », note Jul, qui a ainsi pu rencontrer des descendants des peuples sioux et apaches. Ces derniers, qui ne s'expriment que très rarement, livrent ici des témoignages bouleversants.

Pendant les deux mois de tournage, Jul et Xavier Lefebvre ont traversé onze États, de l'Utah au Montana en passant par le Nouveau-Mexique et la Louisiane, pour découvrir l'Amérique d'aujourd'hui. Et ils ont été surpris. « Je m'attendais à quelque chose de décevant, comme chercher un cow-boy ou du rodéo et que cela n'existe plus. Au contraire, quasiment 100 % de ce qu'on a vu était conforme, au poil de barbe près, à la BD », explique Jul.

C'est d'ailleurs un fait marquant du film : rien ou presque n'a changé dans les États parcourus depuis la ruée vers l'ouest, ni les activités des habitants ni leur mentalité. Assez logiquement, le documentaire destiné, dans un premier temps, à une case de découverte de l'après-midi, est finalement programmé en prime time quelques jours avant les élections américaines. « La matière était telle qu'il y avait quelque chose d'important culturellement, parce qu'il y avait dans ce voyage une profondeur de champ politique, explique Jul. Même si la couleur politique est à la fois omniprésente et absente parce qu'on n'aborde jamais Trump ou Harris. »

Sur une musique de Keren Ann, l'auteur, qui sort le nouvel album de *Lucky Luke Un cow-boy sous pression* le 15 novembre, égrenant les potentiels stéréotypes relayés dans la bande dessinée, offre un portrait passionnant des États-Unis, et parfois effrayant, qui n'hésite pas à remettre en lumière des événements historiques souvent occultés, comme le génocide amérindien et l'esclavagisme. Pour offrir un juste regard sur les origines du rêve américain. ■

« Dans les bottes de *Lucky Luke* »  
Samedi à 20 h 50, sur Arte  
Notre avis : ●●●●



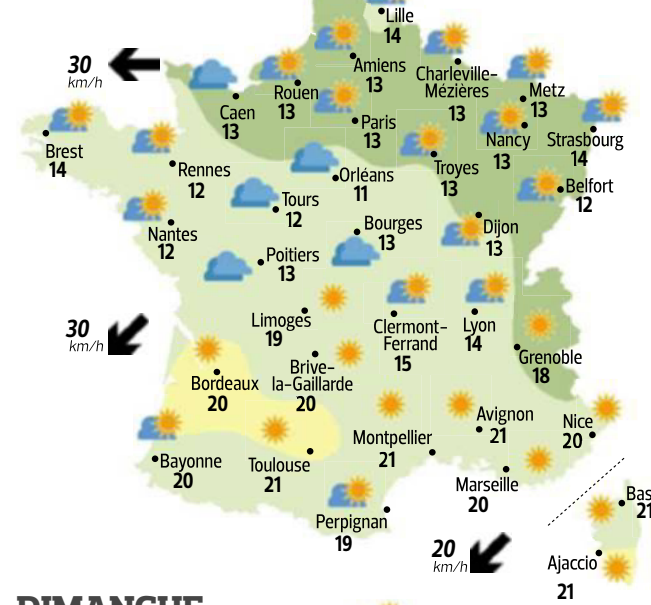
Tous les programmes dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag



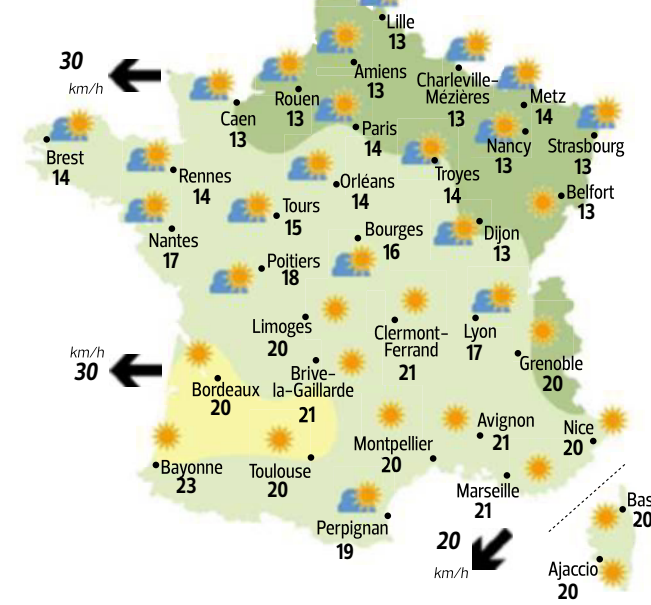
ÉPHÉMÉRIDE St-Victorin

Soleil : Lever 07h40 - Coucher 17h27 - Premier croissant de Lune

SAMEDI

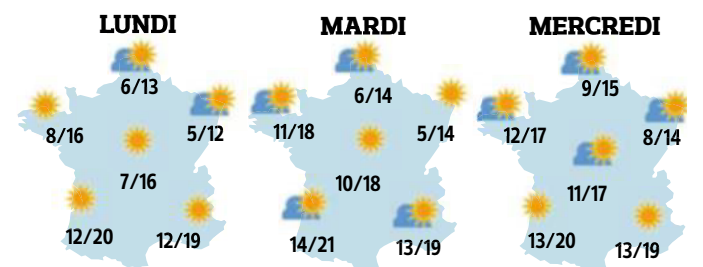


DIMANCHE



LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	17/22	AMSTERDAM	10/12	ATHÈNES	11/22
BARCELONE	18/20	BELGRADE	9/16	BERLIN	6/10
BERNE	5/12	BRUXELLES	11/13	BUDAPEST	9/17
COPENHAGUE	4/7	DUBLIN	8/15	LISBONNE	16/22
LONDRES	11/15	MADRID	11/19	PRAGUE	8/11
RABAT	14/21	ROME	9/21	TUNIS	19/25



la chaîne météo **lachainemeteo.com**  
 Par téléphone : **3201** (LIVE 24/24)  
 Sur L'APPLI **GRATUITE** (La Chaîne Météo)

**TF1**  
**21.10**  
**Star Academy**  
 Télé-réalité



Prés. : Nikos Allagas et Karima Charri. 2h20. Inédit. Ebony, Marine, Charles, Maylis, Julie, ou encore Franck, tous sont animés d'un seul et même rêve : poursuivre l'aventure au mythique château le plus longtemps possible. Ils espèrent pouvoir succéder à leurs illustres prédécesseurs.

**23.30** Star Academy. Télé-réalité.

**CANAL+**  
**21.05**  
**Rugby : Top 14**  
 Sport

9<sup>e</sup> journée : La Rochelle - Stade Français Paris. En direct. Alors que La Rochelle est à la lutte pour conserver une place sur le podium, le Stade Français, de son côté, tente de sortir de la zone de relégation.

**23.02** Canal Rugby Club le débrief.

**france 5**  
**20.05** C l'hebdo la suite. Talk-show.  
**21.00** Echappées belles Magazine. Prés. : Ismaël Khelifa. 1h30. Le Léman, entre lacs et montagnes. Inédit. Ismaël Khelifa découvre le Chablais savoyard, une terre de contraste où les sommets enneigés côtoient des villages pittoresques.  
**22.30** Echappées belles. Magazine. Bali, majestueuse et secrète.

**france 2**  
**21.10**  
**N'oubliez pas les paroles**  
 Jeu



Prés. : Nagui. 2h05. Masters. Quelques-uns des plus grands gagnants de « N'oubliez pas les paroles » ont rendez-vous pour des « Masters » qui leur permettent de se mesurer une nouvelle fois les uns aux autres.

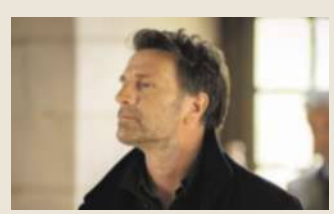
**23.15** Quelle époque ! Talk-show. Prés. : Léa Salamé. En direct.

**arte**  
**20.50**  
**Dans les bottes de Lucky Luke**  
 Documentaire

Fra. 2023. Réal. : Xavier Lefebvre. 2h45. 3 épisodes. Inédit. Aux Etats-Unis, sur les traces de Lucky Luke, le moins américain des cow-boys.  
**23.35** Le mammoth, une résurrection en laboratoire ? Doc. Inédit.

**RMC**  
 DÉCOUVERTE  
**19.40** Vintage Mekanik. Doc.  
**21.10** Australie, la ruée vers l'or Documentaire. 1h00. Les résultats sont enfin là. Inédit. Jacqui et Andrew achètent un quad pour se rendre sur le site d'une ancienne ruée vers l'or, tandis que Shane et Kate prennent de plus en plus de retard.  
**22.10** Australie, la ruée vers l'or. Documentaire. 2 épisodes.

**france 3**  
**21.05**  
**Brigade du fleuve**  
 Téléfilm. Policier



Fra. 2024. Réal. : Bénédicte Delmas. 1h35. Avec Thomas Jouannet. Inédit. La brigade de gendarmerie BFG-37, dirigée par le commandant Victor Flaubert, enquête sur la découverte du corps d'une archéologue dans la Loire, près du château de Chambord.

**22.40** Meurtres à... Série. Policière. Meurtres à La Rochelle.

**6**  
**21.10**  
**Code Quantum**  
 Série. Science-fiction

EU. 2022. Saison 1. Avec Raymond Lee. 2 épisodes. Inédit. Dans le Los Angeles des années 1980, Ben se retrouve dans la peau d'Eva Sandoval, une chasseuse de primes poursuivant une mystérieuse cible.  
**22.45** Code Quantum. Série. 4 ép.

**TMC**  
**18.15** Burger Quiz. Jeu. 3 épisodes.  
**21.15** Columbo Série. Policière. EU. 1991. Saison 10. Avec Peter Falk, Dabney Coleman. Jeux d'ombre. Columbo cherche à confondre un célèbre avocat qui a assassiné sa compagne, une ancienne star du rock qui menaçait de révéler des secrets compromettants.  
**23.05** 90' Enquêtes. Magazine.

L'essentiel du dimanche

**TF1 21.10 Doctor Strange in the Multiverse of Madness**  
 Film. Fantastique. EU. 2022. Réal. : Sam Raimi. 2h06. Avec Benedict Cumberbatch. Inédit. Le docteur Strange doit faire face aux conséquences de ses expériences hasardeuses sur un espace-temps désormais déréglé et au bord de l'implosion.

**france 2 21.10 Novembre**  
 Film. Policier. Fra. 2022. Réal. : Cédric Jimenez. 1h40. Avec Jean Dujardin, Anaïs Demoustier. Inédit. Plusieurs attentats frappent Paris, le 13 novembre 2015, ce qui a pour conséquence de mettre en alerte la sous-direction antiterroriste, avec à sa tête Héloïse et son bras droit Fred.

**france 3 21.05 Les enquêtes de Dan Sommerdahl**  
 Série. Policière. Dan/All. 2023. Saison 4. Avec Peter Mygind. Anguille sous roche. Inédit. Un lycéen fait une chute mortelle. Dans ses poches, un sachet d'ecstasy et des liasses de billets. La victime était-elle impliquée dans un trafic de drogue ?

**CANAL+ 21.05 Rugby : Top 14**  
 9<sup>e</sup> journée : Bayonne - Toulouse. En direct. L'Aviron Bayonnais sait d'avance que cette rencontre de la 9<sup>e</sup> journée contre le Stade Toulousain est un défi ardu : en effet, Toulouse subit la double concurrence en haut de tableau de l'Union Bordeaux-Bègles et du Stade Rochelais.

**arte 21.00 La poursuite infernale**  
 Film. Western. EU. 1946. Réal. : John Ford. 1h33. Avec Henry Fonda, Walter Brennan. Pour venger son jeune frère assassiné, un homme décide de devenir shérif et de s'opposer au puissant éleveur qui sème la terreur dans la ville de Tombstone.

**6 21.10 Capital**  
 Magazine. Prés. : Julien Courbet. 2h05. Ikea : le géant suédois est-il toujours le champion de votre maison ? Inédit. Le Suédois Ikea s'est imposé grâce à ses gammes de produits très étudiés. Mais est-il encore le plus compétitif alors que la concurrence s'enhardit ?

**Pour regarder le Figaro TV ?**  
 Canal 34 de la TNT  
 en Île-de-France ou sur les box  
 SFR 468 | Orange 345  
 Free 904 | Bouygues 305

**SAMEDI**  
**20.00** Version française, magazine.  
**20.30** INÉDIT : Conversations Madame Figaro, magazine présenté par Joseph Ghosn.  
**21.00** Hôtel de la Marine, renaissance d'un palais, documentaire de Nathalie Plicot.  
**22.00** Dorian Gray, un portrait d'Oscar Wilde, doc.

**DIMANCHE**  
**19.30** Horizons, documentaire.  
**20.30** Les Echos de l'Histoire, documentaire. Pie XI et Mussolini, la guerre des âmes.  
**21.00** Le Figaro la nuit, magazine.  
**22.00** Les appelés de la guerre d'Algérie, un si long silence, documentaire de Bernard George.

**MOTS CROISÉS**  
 Par Vincent Labbé  
**PROBLÈME N° 6752**  
**HORIZONTALEMENT**  
 1. Remise des prix. - 2. Blessé en faisant une vacherie. - 3. Elle passe chez Feydeau. Est assez proche du delta. - 4. Produits de nettoyage. - 5. Vitamine qui prévient la pellagre. Fondèrent un empire andin. - 6. Circulent à Copenhague. Naguère dirigée par « le Vieux ». - 7. Les jongleurs médiévaux en pinçaient pour ces ancêtres de la harpe. Pronom. - 8. Son pays est celui de la faïence, en un sens. Fromage en tranche. - 9. Ne perd jamais la boule. Cran de ceinture. - 10. Rougit facilement quand elle est blanche. Traité avec chaleur. - 11. Sans engagement. - 12. Menaces rampantes.  
**VERTICALEMENT**  
 1. Petites personnes insignifiantes. - 2. Vraiment pas convenable. - 3. On en a assez de ses airs entendus. Restaurateur devant ses casseroles. - 4. Exprime brièvement l'essentiel. Cours de l'action. - 5. Tout le contraire d'un fébrifuge. S'éclaire à la bougie. Pour lire l'avenir. Juron qui ne dit pas son nom. - 6. Ses membres sont spécialisés dans la gestion du patrimoine. Son chef était le vergobret. - 7. Le monde des chats. Assurai la mise en page. - 8. Déplacés dans une terre nouvelle.

**SUDOKU**  
 En partant des chiffres déjà placés, remplissez les grilles de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré de 3 x 3 contienne une seule et unique fois tous les chiffres de 1 à 9. Chaque jour un peu plus difficile

**GRILLE 4897 FACILE**

	1 5			4 9 6 2				
		8		3		5 4 7		
			2 6					
1	7		5 2					
9	4			6	3			
			3 4	1	5			
				8 7				
8 2 3		9		7				
5 7 6 4				8 9				

**GRILLE 4898 DIFFICILE**

				9	8 6 2			
				1				
	8 2			5				
	2			4	8			
6	4				2 9			
3		5			7			
			4		6 3			
				5				
2 3 6	7							

**GRILLE 4899 DIABOLIQUE**

4								5
			6	7				
5 7								3 8
	1							5
9				3				7
				9 7 2				
				4 1 3				
				8				1
				2	6	7		

**SOLUTION DU PROBLÈME N° 6751**  
**HORIZONTALEMENT** 1. Patapouf. - 2. Exagérer. - 3. Rêne. Ali. - 4. Sen. Alep. - 5. Oserai. - 6. Nissan. - 7. Note. eIN. - 8. Ir. Larde. - 9. Fessai. - 10. Ian. Rôti. - 11. Édité. Nue. - 12. Refasses.  
**VERTICALEMENT** 1. Personnifier. - 2. Axées. Oréade. - 3. Tannent. Snif. - 4. Âge. Riels. Ta. - 5. Pé. Aas. Aar. - 6. Oralisations. - 7. Uélé. Aid. Tue. - 8. Friponneries.

**LE FIGARO Jeux**  
 TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION

**LETTRES EN PLUS**  
 Composez un mot de six lettres avec la lettre en plus.  
 Fumer avec excès  
 P R E T E + S =   
 Force de frappe  
 M O T T E + A =   
 Le chant des arbres...  
 M A R G E + A =   
 Tomber sur le poil  
 P E R L E + I =

**LETTRES EN MOINS**  
 Dans chacun des mots horizontaux, rayez une lettre afin de créer un mot nouveau et reportez cette lettre dans la colonne vide. Vous découvrez alors verticalement le mot mystère.

M A S Q U E R		F R O N D E	
M A C H I N O		S A L I V E	
P I C V E R T		E V A S E R	
L A C H E U R		P R I S M E	
E C O U T E R		E H O N T E	

SOLUTION DES MOTS MÉLANGÉS  
 LE MOT À TROUVER EST : DÉSERT.



PAR  
**Aiyette  
Debray-Mauduy**

Ambassadeur d'un style de vie joyeux et délicat, avec sa marque de décoration Casa Lopez, il vient de sortir un beau livre qui nous fait découvrir des maisons raffinées où l'on sait recevoir.

**L**e secret d'un dîner réussi ? « De la générosité, une jolie table, de belles rencontres et des recettes qui enchantent les convives. » On le croit sur parole. Recevoir, c'est un peu son quotidien. Dans une autre vie, il a organisé des réceptions pour les plus grandes marques. Aujourd'hui, à la tête de la maison de décoration Casa Lopez, Pierre Sauvage reçoit beaucoup, chez lui, dans son appartement germanopratin à deux pas de l'Hôtel Matignon. Quand il n'organise pas de grands déjeuners pour présenter ses nouveautés à la presse, il accueille ses partenaires et ses clients, dont certains sont devenus des amis proches. Pierre Sauvage n'a pas de bureau, il travaille chez lui. Sa table de salle à manger est constamment recouverte d'échantillons de tissus, de découpages et de collages - sa manière à lui de trouver son inspiration.

Boiseries aux murs, voluptueux canapés en velours, tapis Elena, mauve et blanc, de la collection Casa Lopez - tiens, tiens. Hialta, Hoshi et Timour, ses trois shih tzu qui ne le quittent jamais, allongés dans un coin. Au salon, le

**« J'invite à regarder par le trou de la serrure pour découvrir des lieux et des personnes talentueuses et inspirantes »**

décor est feutré. L'hôte accueillant. C'est l'une de ses grandes qualités. Saluée et reconnue de tous, notamment du cercle de ses intimes. « Il a une vie hyper chargée mais il se rend toujours disponible lorsque l'on a besoin de lui. C'est quelqu'un de généreux, loyal et très fidèle », reconnaît l'éditeur de tissu Vincent Thevenon. « Pierre est un vrai gentil, très attentionné. Il parle toujours doucement avec une extrême attention à l'autre, ajoute Sophie Douzal, dont il a été l'associé durant quatorze ans chez Douzal Communication. Quand il invite, il aime faire de jolies tables, il est très pointilleux et a le sens du détail. »

Pierre Sauvage est donc à ranger dans la catégorie de ceux qui savent recevoir. « La manière dont on organise un repas est révélatrice de notre personnalité, estime-t-il. L'important est de montrer aux autres que l'on a pensé à eux, avec un menu et des gens qu'ils apprécieront. » Autant dire que ce quinquagénaire, qui adore aussi être invité chez les autres, a l'œil pour repérer les bons maîtres ou maîtresses de maison. Dans *Plans de table* (Flammarion), sorti ce mois-ci, il en a sélectionné une quinzaine. Des profils très variés. Des décoratrices comme Laura Gonzales ou Caroline Sarkozy, des créatrices de bijoux comme Aurélie Bidermann ou Sophie Bouilhet-Dumas ou encore des peintures des relations publiques comme Françoise Dumas. Au fil des pages, il nous invite à découvrir leurs intérieurs, leurs belles tables, leurs recettes de cuisine... « J'ai voulu montrer des styles différents - maisons de campagne, villas en bord de mer, appartements parisiens - à des saisons différentes. J'ai choisi des amis, des relations professionnelles et des personnes que je ne connaissais pas mais dont j'avais entendu dire le plus grand bien. » *Plans de table* fait suite à *Chez soi*, paru en 2020, où Pierre Sauvage nous ouvrait les portes de belles maisons, à la manière d'un magazine de décoration. « Mon but est d'être le porte-parole d'un certain art de vivre », martèle-t-il.

On pourrait voir dans sa sélection, une sorte d'entre-soi, de petit monde en vase clos se recevant les uns les autres. L'intéressé s'en défend. « J'invite à regarder par le trou de la serrure



« La manière dont on organise un repas est révélatrice de notre personnalité », estime Pierre Sauvage.

AMBROISE TEZENAS

## Pierre Sauvage, un certain art de vivre

pour découvrir des lieux et des personnes talentueuses et inspirantes. Tout le monde n'a pas de la sublime argenterie. Ces gens sont créatifs, ont un vrai goût pour recevoir. Il y a mille idées à piquer. » Quant au titre, il lui tient à cœur. Lui pour qui un bon voisin de table est la garantie d'une soirée réussie. « Le plan de table requiert un brin de psychologie, de l'intuition et un grain de folie. L'art de placer ses invités, c'est s'assurer qu'ils partagent plus qu'un repas : il s'agit de nouer des rencontres stimulantes dont découleront, on peut l'espérer, des amitiés nouvelles, des aventures, voire des projets de vie... Ou de fin de soirée », écrit-il en préface de ce beau livre.

À l'écouter ou à le lire, on imagine Pierre Sauvage tous les soirs dehors, passant de dîners parisiens en pique-niques, tout aussi parisiens, dans le Perche, où il passe ses week-ends. Mais, contrairement aux idées reçues, il n'aime pas les mondanités. « Ce qu'il préfère, ce sont les dîners en petit comité, pas plus de 8 personnes, où on rit beaucoup », raconte Sophie Douzal.

Plus jeune, en revanche, ce fils d'un directeur financier et d'une secrétaire de direction, aîné d'une famille de trois enfants, sortait beaucoup dans les boîtes de nuit à la mode des années 1990 - les Planches, Castel, le Studio A, Régine... À l'école, il est apprécié pour sa bonne humeur, mais ses résultats se soldent chaque trimestre par un « peut mieux faire ». Il se laisse vivre, aime cuisiner - déjà - et ne sait pas vraiment

**« Au fond, j'étais un peu solitaire et obsédé par les animaux. J'ai toujours eu des chiens, des poules, des canards, des cochons, des ânes - à la campagne - et aujourd'hui des chevaux avec qui je fais du saut d'obstacles »**

ce qu'il fera plus tard. « Au fond, j'étais un peu solitaire et obsédé par les animaux. J'ai toujours eu des chiens, des poules, des canards, des cochons, des ânes - à la campagne - et aujourd'hui des chevaux avec qui je fais du saut d'obstacles. » Sorti de son école de commerce, Pierre décroche son premier job aux relations publiques de Dior. « J'ai démarré le 21 janvier 1997, le lendemain du premier défilé de John Galliano. Sa force créative était incroyable. J'étais comme une éponge, j'apprenais beaucoup, la manière de mélanger les motifs et les couleurs, par exemple. » Pierre Sauvage rejoint ensuite Jean-Charles de Castelbajac, puis le bureau de presse de Véronique Lopez, avant d'entrer chez Douzal Communication, en 2000, dont il deviendra associé quelques années plus tard. « J'ai adoré ma

vie durant ces quatorze années, raconte-t-il. J'étais jeune, j'ai découvert des lieux sublimes, participé à des décisions stratégiques aux côtés de chefs d'entreprise, accompagné des jeunes qui se lançaient... Cela m'a donné envie d'essayer, moi aussi. » En 2014, il redemande, pour la énième fois, à Véronique Lopez et Bernard Magnan, son époux, s'ils ne veulent pas lui céder Casa Lopez. Banco. Il sort sa première collection quel-

ques mois plus tard. « J'adorais leur marque et j'avais depuis longtemps en tête une ligne de tapis. » Il développe l'entreprise selon le modèle du « one stop shopping » à l'anglo-saxonne. Des lieux où l'on trouve tout pour aménager son intérieur, des tapis - l'ADN de la maison -, mais aussi de la vaisselle, des tissus, des abat-jour, des parfums d'ambiance... Toujours avec ces motifs et ces couleurs qui lui sont chers, ces

entrelacs de végétaux ou d'oiseaux. La sortie de *Plans de table* coïncide avec ses 10 ans à la tête de Casa Lopez. Un anniversaire qu'il a fêté tout au long de l'année autour de plusieurs « collabs » - comme il est de bon ton de les appeler aujourd'hui - avec Figaret, La Serviette Paris ou encore Maria de la Orden. Encore et toujours dans l'idée de faire partager au plus grand nombre un certain art de vivre. Son art de vivre. ■

**SURVOLTÉ**  
LE FIGARO

**HILARANT**  
TÉLÉRAMA

**PALME D'OR**  
FESTIVAL DE CANNES 2024

Mikey Madison est  
**Anora**  
Une histoire d'amour de Sean Baker

**ACTUELLEMENT AU CINÉMA**

FILMNATION USC PATHE ILLUMINE ALLOCINE LE CLUB KANICA Le Pacte

CANAL+ Nouvel Obs LE FIGARO PREMIERE madame DEEZER PERIOD. LA SEPTIÈME OBSESSION inter



# SAINT LAURENT

WINTER 24 COLLECTION  
YSL.COM